



Initiative Mondiale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe
Atelier et Conférence Régionale GI WACAF
2011

Eko Hotel & Suites Lagos, Nigéria
10 au 14 octobre 2011

« Vers une lutte opérationnelle contre les déversements d'hydrocarbures en
Afrique Occidentale, Centrale et Australe »



Co-organisé par la Nigerian Maritime Administration and Safety Agency (NIMASA)
et la National Oil Spill Detection and Response Agency (NOSDRA)



Résumé

L'Organisation maritime internationale (OMI) et l'Association internationale de l'industrie pétrolière pour la sauvegarde de l'environnement et les questions sociales (IPIECA) ont lancé en 2006 l'Initiative mondiale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe (Projet GI WACAF) en vue de renforcer la capacité de lutte contre les déversements d'hydrocarbures dans 22 pays de l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe. Grâce aux ressources et à l'expertise déjà en place dans l'industrie, un élément clé innovant du projet est de mettre en avant un partenariat public/privé chargé de coordonner une intervention efficace en cas de déversement d'hydrocarbures.

L'Atelier et la Conférence Régionale GI WACAF 2011 ont eu lieu du 10 au 14 octobre 2011 à Lagos, au Nigéria, et étaient organisés par l'Agence nigériane d'administration et de sécurité maritimes (NIMASA) et l'Agence nationale de détection et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures (NOSDRA). Cet événement biennal fait suite au lancement du Projet GI WACAF en avril 2006 au Gabon et aux réunions régionales tenues à Pointe-Noire, en République du Congo, en décembre 2007, et à Yaoundé, au Cameroun, en novembre 2009. Sous le thème « Vers une lutte opérationnelle contre les déversements d'hydrocarbures en Afrique Occidentale, Centrale et Australe » la Conférence avait pour objectif de :

1. Examiner les progrès accomplis depuis 2006 (plus spécifiquement les réussites du biennium 2009-2011) et partager les expériences entre les délégués gouvernementaux et les représentants de l'industrie pétrolière ;
2. Identifier les objectifs et le plan d'action aux niveaux régional et national, afin de renforcer la capacité d'intervention en cas de déversements d'hydrocarbures pour le prochain biennium et d'améliorer la coopération entre le gouvernement et l'industrie ; et
3. Dispenser une formation sur les techniques d'intervention sur le littoral.

L'Atelier et la Conférence comprenaient des conférences techniques, des groupes de travail chargés de débattre sur les objectifs stratégiques au niveau régional, des groupes de travail chargés d'identifier le plan d'action au niveau national, ainsi qu'une formation sur les techniques d'intervention sur le littoral. Les questions et commentaires à l'issue des diverses présentations, ainsi que les groupes de travail et l'échange d'informations entre les délégués des gouvernements et de l'industrie au cours de ces cinq jours ont permis d'identifier des recommandations clés pour le biennium 2012-2013 du projet GI WACAF sur les thèmes suivants :

- **Législation** : ratification et mise en œuvre des conventions internationales relatives à la préparation et à l'indemnisation ;
- **Plan national d'urgence** : mise en œuvre efficace du plan national d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures (intégrant les plans locaux et conforme à la Convention OPRC 90), mise à jour et diffusion de ce plan à toutes les parties prenantes et mobilisation des donateurs internationaux pour améliorer le niveau de préparation dans la région ;
- **Information, communication, formation et exercices** : améliorer l'information et la communication au sein et entre les pays, ainsi qu'avec l'industrie, et renforcer le programme de formation et d'exercices du gouvernement et de l'industrie ;
- **Question technique et opérationnelle** : développement d'actions communes entre le gouvernement et l'industrie et projets de renforcement des capacités techniques sur les questions relatives à l'intervention en cas de déversements d'hydrocarbures ;
- **Coopération régionale : mise en œuvre du Plan régional d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures**, y compris l'établissement du centre régional, l'harmonisation des politiques sur

l'utilisation de dispersants, des formalités douanières et des procédures de contrôle de l'immigration, l'établissement d'un mécanisme d'indemnisation (pour les incidents sur navires et les incidents hors navires), etc. ; et

- **Soutien des organisations internationales, par ex.** OMI et IPIECA dans le cadre du Projet GI WACAF.

Outre ces recommandations, chaque délégué national a évalué le niveau de préparation de son pays et élaboré un projet de plan national d'urgence soulignant les mesures hautement prioritaires à prendre pour améliorer le niveau de préparation du pays et identifiant les manières dont le Projet GI WACAF peut aider le pays à mener à bien ces mesures. La participation active et l'expertise de l'ensemble des délégués et experts, ainsi que l'organisation locale de l'atelier avec l'aide de NIMASA et de NOSDRA, ont été très appréciées et se sont avérées essentielles au succès de cet atelier.

Sommaire

INTRODUCTION	8
SPONSORS	8
OBJECTIFS DE L'ÉVÉNEMENT.....	8
PROGRAMME	9
PARTICIPANTS	10
RESUME DE LA CEREMONIE D'INAUGURATION LUNDI 10 OCTOBRE 2011, MATIN	12
<i>Discours de bienvenue du directeur-général de NIMASA</i>	<i>12</i>
<i>Discours du représentant de l'OMI</i>	<i>12</i>
<i>Discours du président du GI WACAF</i>	<i>12</i>
<i>Discours-programme du directeur général de NOSDRA</i>	<i>12</i>
<i>Observations préliminaires du ministre des Transports.....</i>	<i>12</i>
<i>Observations du ministre de l'Environnement et déclaration d'ouverture de la Conférence</i>	<i>12</i>
RESUME DES PRESENTATIONS : INTRODUCTION LUNDI 10 OCTOBRE 2011, APRES-MIDI.....	13
<i>Vue d'ensemble des activités du GI WACAF et des progrès accomplis en 2008-2009</i>	<i>13</i>
<i>15^e Anniversaire de l'Initiative mondiale, vidéo.....</i>	<i>13</i>
<i>Nigéria : réussites et progrès nationaux depuis la Conférence de Yaoundé</i>	<i>13</i>
<i>Ghana : réussites et progrès nationaux depuis la Conférence de Yaoundé</i>	<i>14</i>
<i>République Démocratique du Congo : réussites nationales depuis la Conférence de Yaoundé.....</i>	<i>14</i>
RESUME DES PRESENTATIONS : PREPARATION EN CAS DE DEVERSEMENT D'HYDROCARBURES ET MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION OPRC 90 MARDI 11 OCTOBRE 2011.....	16
<i>La Convention OPRC 90 et les points communs avec le Protocole d'urgence de la Convention d'Abidjan</i>	<i>16</i>
<i>Probabilité et conséquences d'une pollution</i>	<i>16</i>
<i>Communautés locales et plans d'urgence au niveau local</i>	<i>17</i>
<i>Rôles et entités impliquées dans un incident de pollution</i>	<i>17</i>
<i>Emploi de bénévoles dans les opérations de lutte contre les déversements d'hydrocarbures (document ITAC)</i>	<i>18</i>
<i>Cartographie des zones environnementales sensibles.....</i>	<i>19</i>
<i>Cartographie des zones environnementales sensibles.....</i>	<i>19</i>
<i>Projet de données météo-océaniques.....</i>	<i>20</i>
<i>Dispersants : une perspective industrielle.....</i>	<i>21</i>
<i>Dispersants : présentation d'un modèle de document pour la politique nationale</i>	<i>21</i>
RESUME DES PRESENTATIONS MERCREDI 12 OCTOBRE 2011	22
<i>Risques relatifs à l'exploration et la production en mer (GIRG) et options de prévention, d'intervention et de lutte.....</i>	<i>22</i>
<i>Meilleures pratiques industrielles : aide mutuelle et coordination lors de la lutte contre un déversement d'hydrocarbures.....</i>	<i>22</i>
<i>Meilleures pratiques industrielles : préoccupations et risques de gestion d'urgence de CABGOC</i>	<i>23</i>
<i>Gestion des déchets</i>	<i>23</i>
<i>Défis posés par la gestion des déchets pétroliers au Nigéria.....</i>	<i>24</i>
<i>Intervention de sauvetage des animaux mazoutés</i>	<i>25</i>
<i>Étude de cas : Gulser Ana, Faux Cap, Madagascar, le 26 août 2009.....</i>	<i>26</i>
<i>Réclamations et indemnisations.....</i>	<i>26</i>

RESUMES DES GROUPES DE TRAVAIL JEUDI 13 OCTOBRE 2011, MATIN	28
<i>Groupe de travail 1 : examen des politiques régionales sur les dispersants.....</i>	<i>28</i>
<i>Groupe de travail 2 : mise en œuvre du plan régional d'urgence 2012/2013</i>	<i>28</i>
<i>Groupe de travail 3 : analyse croisée de la coopération entre l'industrie et le gouvernement</i>	<i>29</i>
RESUME DE LA SESSION SUR LE PLAN NATIONAL D'URGENCE JEUDI 13 OCTOBRE 2011, APRES-MIDI	31
<i>Résultats du groupe de travail national.....</i>	<i>32</i>
RESUME DE LA FORMATION TECHNIQUE D'INTERVENTION SUR LE LITTORAL	34
VENDREDI 14 OCTOBRE 2011, MATIN	34
<i>Formation : Techniques d'intervention sur le littoral.....</i>	<i>34</i>
RESUME DE LA CEREMONIE DE CLOTURE DU VENDREDI 14 OCTOBRE 2011, APRES-MIDI.....	35
<i>Discours du responsable gouvernemental GI WACAF du Nigéria</i>	<i>35</i>
<i>Discours et déclaration de clôture de la Conférence.....</i>	<i>35</i>
RECOMMANDATIONS DE L'ATELIER ET DE LA CONFERENCE REGIONALE GI WACAF 2011	36
<i>Législation.....</i>	<i>36</i>
<i>Planification nationale d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures</i>	<i>36</i>
<i>Information, communication, formation et exercices</i>	<i>36</i>
<i>Problème technique et opérationnel</i>	<i>37</i>
<i>Coopération régionale</i>	<i>37</i>
REMARQUES DE CONCLUSION	39
<i>Évaluation de l'atelier.....</i>	<i>39</i>
<i>Photographies.....</i>	<i>39</i>
<i>Remerciements particuliers</i>	<i>39</i>
CONCLUSION	40
ANNEXE 1. PROGRAMME DE L'ATELIER ET CONFERENCE REGIONALE GI WACAF 2011	41
ANNEXE 2. LISTE DES PARTICIPANTS - DELEGUÉS.....	56
ANNEXE 3. LISTE DES PARTICIPANTS - NIMASA.....	69
ANNEXE 4. LISTE DES PARTICIPANTS - NOSDRA	73
ANNEXE 5. DISCOURS DE BIENVENUE DU DIRECTEUR GENERAL DE NIMASA, MR. ZIAKEDI PATRICK AKPOBLOKEMI	76
ANNEXE 6. DISCOURS PAR LE REPRESENTANT DE L'OMI, DR. STEFAN MICALLEF, DIRECTEUR ADJOINT, DIVISION DU MILIEU MARIN.....	78
ANNEXE 7. DISCOURS DU DR. THOMAS COOLBAUGH, PRESIDENT DU GI WACAF	81
ANNEXE 8. DISCOURS DE MR. RICHARD SANTNER, PRESIDENT DU GI WACAF	84
ANNEXE 9. DISCOURS D'OUVERTURE DU DIRECTEUR GENERAL DE NOSDRA, SIR PETER IDABOR	86
ANNEXE 10. REMARQUES PRELIMINAIRES DU MINISTRE DES TRANSPORTS, L'HONORABLE MINISTRE DES TRANSPORTS, SENATOR IDRIS A. UMAR (SAN)	88
ANNEXE 11. REMARQUES DU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DECLARATION DE L'OUVERTURE DE LA CONFERENCE, L'HONORABLE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, HAJIA HADIZA IBRAHIM MAILAFIYA.....	90

ANNEXE 12.	AIDE-MEMOIRE GROUPE DE TRAVAIL 1 – DISPERSANTS.....	92
ANNEXE 13.	Liste des participants groupe de travail 1 – dispersants.....	94
ANNEXE 14.	AIDE-MEMOIRE GROUPE DE TRAVAIL 2 – COOPERATION REGIONALE.....	97
ANNEXE 15.	Liste des participants groupe de travail 2 – cooperation regionale.....	99
ANNEXE 16.	AIDE-MEMOIRE GROUPE DE TRAVAIL 3 – COOPERATION INDUSTRIE-GOUVERNEMENT	102
ANNEXE 17.	Liste des participants groupe de travail 3 – cooperation industrie- gouvernement.....	104
ANNEXE 18.	DOCUMENT SUPPORT POUR LE GROUPE DE TRAVAIL SUR LE PLAN D’ACTION NATIONAL ..	107
ANNEXE 19.	ACTIONS PRIORITAIRES POUR LE PROCHAIN BIENNIUM GI WACAF 2012-2013	118
ANNEXE 20.	DISCOURS PAR LE POINT FOCAL GOUVERNEMENTAL GI WACAF DU NIGERIA, MR. IDRIS O. MUSA, DIRECTEUR LUTTE POLLUTION HYDROCARBURES, NOSDRA.....	129
ANNEXE 21.	DISCOURS DE CLOTURE DE LA CONFERENCE, DR. ISHAKU MABUSHI SHEKARAU, DIRECTEUR EXECUTIF, NIMASA	131
ANNEXE 22.	QUESTIONNAIRE D’EVALUATION	135
ANNEXE 23.	PHOTOS DE L’ATELIER ET CONFERENCE REGIONAL GI WACAF 2011	137

Introduction

L'Initiative mondiale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe (Projet GI WACAF) est un partenariat entre l'Organisation maritime internationale (OMI) et l'Association internationale de l'industrie pétrolière pour la sauvegarde de l'environnement et les questions sociales (IPIECA). Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'Initiative mondiale (GI) approuvée par les états membres de l'OMI et lancée au Cap, en Afrique du Sud, en 1996.

Le projet GI WACAF a vu le jour dix ans après ce lancement. Il est financé conjointement par l'OMI et huit compagnies pétrolières membres de l'IPIECA. Aujourd'hui, il comprend 22 pays de l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe. Depuis sa création, des progrès significatifs ont été accomplis dans l'amélioration de la capacité d'intervention en cas de déversements d'hydrocarbures. Par exemple, il est encourageant de voir qu'entre 2006 et 2011 plus de 50 ateliers ont été organisés et plus de 2 500 personnes ont été formées. Du point de vue des résultats, l'indicateur de préparation globale a enregistré une augmentation de 30 % depuis 2006. Et l'ensemble des six principaux indicateurs de performance en termes de préparation ont progressé (législation ; PNU ; désignation d'autorités nationales ; accords ; formation et exercices ; ressources nationales).

L'Atelier et la Conférence Régionale GI WACAF 2011 constituent un événement majeur en termes d'activités de préparation, d'intervention et de coopération en cas de déversement d'hydrocarbures en Afrique Occidentale, Centrale et Australe. Cet événement fait partie intégrante du système de gestion biennal du projet GI WACAF et rassemble les responsables de l'industrie et du gouvernement, avec pour principaux objectifs de partager les expériences et d'examiner les progrès accomplis au sein du plan d'action du biennium. En s'appuyant sur ces résultats, les responsables vont établir les objectifs du prochain biennium.

Sponsors

Nous souhaiterions remercier tout particulièrement les sponsors de cette Conférence sans lesquels cet événement régional n'aurait pas été possible. Merci à Total qui a fourni le lieu où s'est tenu cet événement. Merci à Shell qui a sponsorisé tous les déjeuners. Merci aussi à Addax Petroleum qui a sponsorisé le cocktail de la cérémonie d'inauguration et Chevron et NIMASA qui ont parrainé la nuit de gala. Pour finir, merci à NOSDRA qui a fourni le Secrétariat.

Objectifs de l'événement

Les objectifs spécifiques des conférences et ateliers étaient les suivants :

- Examiner les progrès accomplis au cours du biennium 2010-2011 et partager les expériences entre les délégués gouvernementaux et les représentants de l'industrie pétrolière ;
- Identifier les objectifs et développer le plan d'action aux niveaux régional et national, afin de renforcer la capacité d'intervention en cas de déversements d'hydrocarbures pour le prochain biennium et d'améliorer la coopération entre le gouvernement et l'industrie ; et
- Dispenser une formation sur les techniques d'intervention sur le littoral.

Programme

L'atelier était organisé sur cinq jours (Cf. Annexe 1 pour consulter le programme complet) :

- **Lundi**
 - Cérémonie d'inauguration et présentation de l'atelier,
 - Conférences animées par les délégués nationaux et les représentants de l'industrie pétrolière sur la mise en œuvre des Plans nationaux d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures et sur l'amélioration des capacités d'intervention de l'industrie pétrolière.

- **Mardi**
 - Conférences animées par des experts sur les Conventions (OPRC 90 et Protocole d'urgence),
 - Conférences animées par des experts sur les évolutions récentes concernant la préparation et l'intervention en cas de déversements d'hydrocarbures (cartographie des zones sensibles, modélisation météo-océanique, utilisation de dispersants).

- **Mercredi**
 - Conférences animées par des experts sur les évolutions récentes concernant la préparation et la lutte contre les déversements d'hydrocarbures (prévention et intervention lors des phases E&P en pleine mer, intervention et lutte, gestion des déchets, sauvetage des animaux mazoutés, exercices en commun du gouvernement et de l'industrie etc.).

- **Jeudi**
 - 3 groupes de travail régionaux pour l'élaboration du plan d'action thématique du projet GI WACAF,
 - Élaboration de Plans d'action nationaux par les délégués nationaux pour le prochain biennium,
 - Recommandations pour le prochain biennium.

- **Vendredi**
 - Atelier sur les techniques d'intervention sur le littoral,
 - Cérémonie de clôture.

Participants

L'Atelier et la Conférence Régionale GI WACAF 2011 ont rassemblé 317 participants, y compris des délégués des gouvernements et des industries de la région.

Responsables gouvernementaux

Le partenariat entre le Projet GI WACAF et le Projet de Grand écosystème marin du courant de Guinée (GEM/CG) a permis de financer la participation des responsables des deux projets. Le Tableau 1 ci-dessous répertorie les responsables invités à participer à cet événement. La liste complète des délégués est disponible en Annexe 2. Le pays hôte était représenté par des délégués des deux organisations présidant l'événement : Mme Juliana Gunwa (NIMASA) et M. Idris O. Musa (NOSDRA). Tous les représentants de NIMASA sont répertoriés en Annexe 3 et les représentants de NOSDRA en Annexe 4.

Pays	Nom complet	Responsable
Angola	Mme Lia de Sousa	GEMCG
Angola	Mme Helena André	GI WACAF
Bénin	M. M. Ggaguidi	GEMCG
Bénin	M. Pierrot Gbodougbe	GI WACAF
Cameroun	M. Collins Mboufack	GEMCG
Cameroun	M. Augustine Broh Ndum	GI WACAF
Cap Vert	M. Joao Rosario Lopes	GI WACAF
Côte d'Ivoire	M. Martin Dibi	GEMCG/GI WACAF
République Démocratique du Congo	M. J-P Mwamba Nyembo	GEMCG/GI WACAF
Guinée Équatoriale	M. Juan de Dios	GEMCG
Guinée Équatoriale	M. Simon Osa Adugu	GI WACAF
Mauritanie	M. Babana Ould Yahya*	GI WACAF
Gabon	M. Aymar Mbina	GEMCG
Gabon	M. L-L Ebobola Tsibah	GI WACAF
Gambie	M. Essa Khan	GI WACAF
Ghana	M. Kojo Agbenor-Efunam	GEMCG
Guinée	M. Ibrahima Camara	GEMCG
Guinée Bissau	M. Octávio Cabral	GEMCG
Libéria	M. Samuel Wesley	GEMCG
Namibie	M. Pinehas Auene	GI WACAF
République du Congo	M. Okamba Osseke Félicien	GEMCG
République du Congo	M. Medard Ngobo	GI WACAF
Sao Tomé & Principe	M. Manuel Rosario	GEMCG/GI WACAF
Sénégal	M. Babacar Ba	GI WACAF
Sierra Leone	M. Abu Kanu	GEMCG
Sierra Leone	M. Alhaji Wurroh Jalloh	GI WACAF
Afrique du Sud	M. Dumisani Theophilus Ntuli*	GI WACAF
Togo	M. Abdel-Ganiou Soulemane	GEMCG/GI WACAF

*Délégués qui n'ont pu participer à l'événement

Tableau 1 : Liste des délégués gouvernementaux

Responsables pour l'industrie

Les représentants de l'industrie ayant participé à la Conférence sont répertoriés en Annexe 2. La forte participation des représentants de l'industrie pétrolière issus de la plupart des pays producteurs de pétrole (Nigéria, Angola, Cameroun, Congo etc.) reflète le partenariat efficace qui existe entre les responsables GI WACAF de l'industrie et du gouvernement. L'implication des responsables GI WACAF de l'industrie facilitera la mise en œuvre en commun des activités prévues pour le prochain biennium 2012/2013.

Animateurs de la Conférence

Le panel d'experts invités à préparer et présenter les sessions techniques et à aider les délégués dans la préparation de leur plan d'action est répertorié dans le Tableau 2 ci-dessous. Ces experts représentaient un large échantillon d'organisations, y compris l'OMI, l'IPIECA, le Cedre, Sea Alarm, SANCCOB, ITOPF, le PNUE, l'ONUDI, ainsi que des experts issus de sociétés privées de consultance.

Nom complet	Organisation	Pays
Dr. Stefan Micallef	OMI	Malte
Dr. Jose Matheickal	OMI	Inde
M. William Azuh	OMI	Nigéria
M. Michael Luguje	OMI	Ghana
Capt. Ibraheem Olugbade	OMI	Nigéria
Mme Paula Lynch	IPIECA	R-U
M. Richard Santner	BP	R-U
Dr. Thomas Coolbaugh	ExxonMobil	États-Unis
M. Andy Nicoll	OSRL	R-U
M. Christophe Rousseau	Cedre	France
M. Richard Tatner	Blue Petrel Consulting	R-U
M. Franck Laruelle	ITOPF	France
Mme Saskia Sessions	SEA ALARM	R-U
Mme Vanessa Strauss	SANCCOB	Afrique du Sud
M. Abou Bamba	PNUE	Côte d'Ivoire
M. Christian Susan	ONUDI	Autriche
M. Simon Rickaby	Braemar Howells Ltd	R-U
M. Romain Chancerel	GI WACAF	France
M. Antoine Blonce	GI WACAF	France

Tableau 2 : Liste des experts

Résumé de la Cérémonie d'inauguration

Lundi 10 octobre 2011, matin

Tous les discours se trouvent dans les Annexes suivantes. Toutes les biographies des intervenants se trouvent dans le programme (Annexe 1).

Discours de bienvenue du directeur-général de NIMASA

M. Ziakede Patrick Akpobolokemi, DG NIMASA

Annexe 5.

Discours du représentant de l'OMI

Dr. Stefan Micallef, directeur exécutif adjoint, département environnement maritime

Annexe 6.

Discours du président du GI WACAF

Dr. Thomas Coolbaugh, président du Projet GI WACAF 2010-2011 & M. Richard Santner, président du Projet GI WACAF 2012-2013

Annexes 7 et 8.

Discours-programme du directeur général de NOSDRA

Sir Peter Idabor, DG NOSDRA

Annexe 9.

Observations préliminaires du ministre des Transports

L'Honorable ministre des Transports, M. le Sénateur Idris A. Umar (SAN)

Annexe 10.

Observations du ministre de l'Environnement et déclaration d'ouverture de la Conférence

L'Honorable ministre de l'Environnement, Hajia Hadiza Ibrahim Mailafiya

Annexe 11.

Résumé des présentations : Introduction

Lundi 10 octobre 2011, après-midi

À l'issue de la cérémonie d'inauguration, un cocktail de bienvenue était offert par Addax Nigeria et une séance plénière était organisée pour présenter l'atelier et les évolutions et initiatives récentes en termes de préparation et d'intervention en cas de déversements d'hydrocarbures mis en œuvre dans la région et au Nigeria. L'objectif de la conférence était d'échanger les expériences et les bonnes pratiques acquises par les gouvernements et l'industrie pétrolière.

Vue d'ensemble des activités du GI WACAF et des progrès accomplis en 2008-2009

Romain Chancerel, coordinateur du projet GI WACAF (OMI/IPIECA)

M. Romain Chancerel, coordinateur du projet GI WACAF, a présenté une vue d'ensemble des objectifs du Projet GI WACAF. Le projet est géré sur un cycle sur deux ans. 50 activités nationales et 6 activités régionales ont été organisées depuis le lancement du projet en 2006. Des exercices effectués en commun au Cameroun et en République du Congo en 2009 par le gouvernement et l'industrie ont été soulignés comme étant de bons exemples d'activités ayant abouti à de meilleures préparation et intervention en cas de déversements d'hydrocarbures. Les réussites du GI WACAF entre 2006 et 2011, mesurées à l'aide d'indicateurs de performance clés, ont été mises en avant. Une étude des Plans nationaux d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures (PNU) dans la région a été effectuée en 2009 et des recommandations ont été formulées pour renforcer l'utilisation opérationnelle des PNU dans la région. Les prochaines étapes du Projet GI WACAF ont été soulignées et il a été noté qu'un plan d'action pour la période 2012-2013 sera établi en s'appuyant sur les résultats de l'atelier et de la conférence régionaux. M. Romain Chancerel a également présenté les objectifs de l'événement, ainsi qu'une vue d'ensemble des présentations qui auraient lieu au cours de la semaine de l'atelier régional.

15^e Anniversaire de l'Initiative mondiale, vidéo

M. Andy Nicoll, advocacy manager, Oil Spill Response Limited (OSRL)

Cette année, nous fêtons les 15 ans de l'Initiative mondiale (GI), lancée en 1966 au Cap, en Afrique du Sud par l'OMI et l'IPIECA. Afin de souligner le principal objectif de cette Initiative, c'est-à-dire la coopération entre l'industrie, par le biais de l'IPIECA, et les gouvernements, par le biais de l'OMI, la vidéo « Travailler ensemble » a été diffusée aux participants.

Nigéria : réussites et progrès nationaux depuis la Conférence de Yaoundé

M. Idris O. Musa, directeur lutte contre les déversements d'hydrocarbures, National Oil Spill Detection and Response Agency (NOSDRA)

Au Nigéria, un atelier national sur la modélisation de trajectoire d'un déversement d'hydrocarbures et la politique nationale sur l'utilisation de dispersants, ainsi que l'activation du Plan national d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures (PNU), ont constitué les activités réalisées depuis 2009. Les retours d'information sur l'activation du PNU étaient notamment les suivants : modification du PNU pour que ce dernier inclue un Système de commandement des interventions (SCI) et un Système de gestion des incidents (SGI) ; redéfinition des rôles et des responsabilités des parties prenantes concernées ; et établissement d'une notification précise et d'une liste d'activation pour toutes les parties prenantes. Le Nigéria a également rendu public son achat d'un navire Pollcat de 19 m pour lutter contre les déversements d'hydrocarbures, ainsi que l'établissement d'un SGI/Centre national de commandement et d'intervention. En outre, le Nigéria a achevé la cartographie de ses côtes depuis Badagry, à l'ouest, vers Calabar à l'est, qui répertorie toutes les zones sensibles et vulnérables à protéger en cas de déversement d'hydrocarbures. Sur cette carte figure aussi une zone de 50 km à l'intérieur des terres, la prochaine phase de cartographie devant couvrir une autre zone de 50 km à l'intérieur des terres.

Ghana : réussites et progrès nationaux depuis la Conférence de Yaoundé

M. Kojo Agbenor-Efunam, Agence de protection de l'environnement EPA

Le Ghana a développé son PNU à la fin des années 80 et ce dernier est depuis régulièrement révisé et mis à jour. En 2007, après la découverte au Ghana de gisements de pétrole en quantités commerciales, il fallut réviser le PNU afin d'en tenir compte. Au cours de la Conférence de Yaoundé en 2009, le Ghana a proposé que la révision et la mise à jour de son PNU soient des activités essentielles qui seraient suivies d'un exercice de simulation. Ces activités de révision et de mise à jour du PNU du Ghana furent réalisées en novembre 2009 par le biais d'un processus de consultation des parties prenantes. À l'issue de cette mise à jour, un exercice de simulation fut programmé pour 2011. En mai 2011, l'exercice de simulation du Ghana fut effectué pour tester en priorité le rôle des parties prenantes et l'interface entre l'industrie et les autorités gouvernementales. Le résultat de cet exercice fut présenté par M. Kojo Agbenor-Efunam lors de la conférence de Lagos. Ce dernier mit en avant la préparation de l'atelier, la réalisation de cet atelier et de l'exercice, ainsi que le résultat et des recommandations de mesures à prendre à l'avenir.

République Démocratique du Congo : réussites nationales depuis la Conférence de Yaoundé

M. Jean-Paul Mwamba Nyembo, directeur, National Centre contre les déversements d'hydrocarbures

Cette présentation a porté sur des stratégies pour réussir la mise en œuvre du plan d'intervention d'urgence de la RDC. Ces stratégies sont les suivantes :

- STRATÉGIE 1 : Références aux recommandations
 - Ateliers régionaux
 - Plan Régional de lutte contre les pollutions accidentelles
 - Politique d'utilisation des dispersants
 - Autorités de mise en œuvre
 - Equipements et stock POLMAR
 - Ateliers nationaux
 - Plan National d'urgence
 - Cartographie de sensibilité et tactique
 - Politique d'utilisation des dispersants
 - Comité de mise en œuvre
 - Fonds d'intervention d'urgence
- STRATÉGIE 2 : Faire participer tous les acteurs clés à la prise des décisions
 - Acteurs étatiques et institutionnels
 - Opérateurs Pétroliers et du domaine de transport maritime
 - Acteurs scientifiques
 - Population locale représentée
- STRATÉGIE 3 : Définir les objectifs communs
 - Tous les acteurs clés se mettent d'accord pour lutter en urgence contre un déversement accidentel
 - Tous ont un intérêt commun de mettre fin rapidement au déversement
- STRATÉGIE 4 : Définir le cadre de collaboration en cas de crise
 - Mis en place d'un comité permanent de réflexion, d'échange et de collaboration pour la mise en œuvre du PNU
 - Le cadre permanent vise à réunir l'État et les opérateurs dans une chaîne d'intervention et de solidarité pour prévenir, lutter, contenir et gérer les pollutions accidentelles
 - La connexion des plans sectoriels des opérateurs identifiés au plan national

- La mobilisation des experts et des équipements
 - Échange des données en rapport avec la sensibilité de la zone
 - Examen des toutes les questions relatives à la prévention, à la lutte et à la gestion des incidents
 - Examen des meilleurs moyens de gestion des déchets
 - Examen des meilleurs pratiques pour sauvegarder les sensibilités biologiques vulnérables
 - Examen des possibilités de contourner les obstacles à l'exécution du protocole de collaboration
- STRATÉGIE 5 : mise en place d'un Fonds d'urgence
 - Il s'agit préalablement des contributions volontaires des opérateurs
 - Pour les nouveaux opérateurs pétroliers, il faut le prévoir dans les négociations du CPP ou en cas de renégociation du CPP
 - Des subventions de l'État et/ou de l'assistance autre
 - Ce fonds est mis à la disposition de la Coordination nationale du PNU selon le plan d'engagement des besoins et des urgences justifiées
 - Critère de contribution
 - Catégorie A : opérateur producteurs et raffineurs
 - Catégorie B : opérateur de stockage, distribution, convoyage et transporteur
 - Catégorie C : opérateur portuaire et maritime
 - Chaque contribuable désigne un administrateur au Fonds d'urgence. Ces administrateurs ont le pouvoir d'auditer la Coordination Nationale
- STRATÉGIE 6 : Code de conduite
 - La Convention OPRC sert de guide adaptable pour la collaboration et la bonne conduite en cas d'incident de crise tous sont tenu de suivre la procédure et de s'y conformer

Résumé des présentations : préparation en cas de déversement d'hydrocarbures et mise en œuvre de la Convention OPRC 90

Mardi 11 octobre 2011

La journée du mardi 11 octobre 2011 était consacrée à la Convention internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par des hydrocarbures (OPRC 90) et à sa mise en œuvre en Afrique Occidentale, Centrale et Australe. Plusieurs présentations techniques ont été faites sur les éléments à même de renforcer la capacité d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures dans la région. Chaque présentation a été suivie d'une discussion sur le sujet.

La Convention OPRC 90 et les points communs avec le Protocole d'urgence de la Convention d'Abidjan

M. Antoine Blonce, consultant du projet GI WACAF (OMI/IPIECA)

M. Antoine Blonce, consultant du projet GI WACAF, a exposé les points communs entre la Convention OPRC 90 et le Protocole d'urgence de la Convention d'Abidjan. En effet, au cours de la 9^e Conférence des Parties de la Convention d'Abidjan (COP9) qui s'est tenue au Ghana du 28 mars au 1^{er} avril 2011, plusieurs décisions ont été prises mettant en avant l'importance de ratifier la Convention OPRC 90 et les autres conventions pertinentes de l'OMI en matière de préparation et de lutte en cas de déversement d'hydrocarbures (décision CP.9/7). De la même manière que l'Article 10 de la Convention OPRC 90 fait référence à la « promotion d'une coopération bilatérale et multilatérale en matière de préparation et de lutte », la Décision CP.9/5 de la COP9 montre que les pays « approuvent la création d'un Centre régional de coopération en cas d'urgence en collaboration avec l'OMI, les Grands écosystèmes marins et les autres partenaires impliqués » et la Décision CP.9/6 que les pays « adopteront le PLAN D'URGENCE RÉGIONAL tel qu'il apparaît en Annexe 3 et s'engageront à commencer rapidement sa mise en œuvre ». Nous pouvons constater que la coopération régionale est donc un solide point commun entre la Convention OPRC 90 et la Convention d'Abidjan, et qu'elle est également une des priorités majeures du Projet GI WACAF.

Probabilité et conséquences d'une pollution

M. Franck Laruelle, responsable d'équipe technique, International Tanker Owner Pollution Federation Limited (ITOPF)

L'International Tanker Owners Pollution Federation (ITOPF) est une organisation à but non lucratif, impliquée dans tous les aspects liés à la préparation et à l'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures, de produits chimiques et d'autres substances dans l'environnement marin depuis un navire. L'ITOPF consacre des efforts considérables à fournir des services techniques très variés, dont le plus important consiste à lutter contre les déversements d'hydrocarbures et de produits chimiques. L'équipe restreinte de lutte de l'ITOPF se tient systématiquement prête à intervenir partout dans le monde en cas de déversements dans l'environnement marin. Ce service est habituellement fourni au nom des membres d'ITOPF (propriétaires de pétroliers) ou associés (propriétaires d'autres navires) et de leurs assureurs garantissant le risque de pollution par les hydrocarbures (appartenant normalement à l'un des P&I Clubs), ou bien à la demande des gouvernements ou agences internationales, telles que les Fonds internationaux d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (FIPOL). Mis à part une baisse enregistrée au début des années 80 lors de la récession économique mondiale, le commerce maritime des hydrocarbures est en constante croissance depuis 1970. Bien que l'augmentation des déplacements puisse signifier un risque accru, il est cependant encourageant d'observer que la tendance à la baisse des déversements d'hydrocarbures se poursuit, malgré l'augmentation globale du commerce d'hydrocarbures sur cette période. Les causes et circonstances des déversements

d'hydrocarbures sont variées, mais peuvent avoir un impact significatif sur la quantité totale d'hydrocarbures déversée.

- la plupart des déversements depuis des pétroliers résultent d'opérations de routine, comme le chargement ou le déchargement, et se produisent habituellement dans les ports ou les terminaux pétroliers ;
- la majorité de ces déversements opérationnels sont de taille restreinte, 91 % d'entre eux concernant des quantités inférieures à 7 tonnes ; et
- les causes accidentelles, comme les collisions et les échouements, entraînent généralement des déversements beaucoup plus importants, 88 % au moins de ces incidents impliquant des quantités supérieures à 700 tonnes.

Les déversements pétroliers peuvent avoir de graves effets sur la vie marine. Ce type d'images alimente la perception de dommage environnemental étendu et permanent après chaque déversement, ainsi que d'une perte inévitable de ressources marines entraînant de graves répercussions économiques. Une évaluation scientifique des effets révèle que, bien que des dommages se produisent et puissent avoir un effet profond au niveau des individus, les populations quant à elles sont plus résilientes et les processus naturels de rétablissement sont capables de réparer les dommages et de rétablir les fonctions normales du système. L'écosystème marin est très complexe et les fluctuations naturelles de la composition, l'abondance et la distribution des espèces constituent une caractéristique fondamentale de son fonctionnement normal. L'étendue des dommages peut donc être difficile à détecter du fait du contexte de variabilité de ce milieu. Néanmoins, pour comprendre les dommages et leur importance, il est essentiel de déterminer si le déversement d'hydrocarbures entraîne une baisse du taux de reproduction, de la productivité, de la diversité et du fonctionnement global du système.

Communautés locales et plans d'urgence au niveau local

M. Christophe Rousseau, directeur adjoint du Centre de documentation, de recherche et d'expérimentation sur les pollutions accidentelles des eaux (CEDRE)

La plupart des communautés côtières seront directement affectées lorsque les premières nappes d'hydrocarbures atteindront la côte, quelle que soit l'origine ou l'ampleur de l'incident de pollution. Dans le premier cas, les communautés locales (provinces, villes ou ports) gèreront généralement la pollution elles-mêmes, mais en cas d'incident majeur, elles devront intégrer le dispositif du plan national. La Conférence régionale GI WACAF à Yaoundé en 2009 a souligné la nécessité d'établir des plans locaux, en vue de préparer les communautés locales à gérer ces situations exceptionnelles. En principe, ces plans précisent des modèles de mesures à prendre pour alerter la population et protéger l'environnement et les biens, et devraient décrire les différentes options techniques. Afin d'être efficaces, ces plans doivent être complétés par des campagnes de sensibilisation et de formation des équipes locales, ainsi que par l'acquisition des moyens élémentaires de protection des parties prenantes et des outils essentiels de nettoyage, de transport et de stockage des polluants récupérés.

Rôles et entités impliquées dans un incident de pollution

M. Franck Laruelle, responsable d'équipe technique, International Tanker Owner Pollution Federation Limited (ITOPF)

Cette présentation avait pour but de donner au public, notamment les commandants sur place, les agences principales et les autres parties impliquées dans la gestion de la lutte contre la pollution par des hydrocarbures, une vue d'ensemble des divers intérêts en jeu dans une situation d'urgence découlant d'une pollution par des hydrocarbures et à la suite de cet incident. Description du rôle et des fonctions des entités suivantes :

- le capitaine et les membres d'équipage qui peuvent appliquer les procédures figurant dans le Plan d'urgence à bord contre la pollution par les hydrocarbures (SOPEP), répertoriant notamment la procédure de signalement, la liste des autorités à contacter et la description détaillée des mesures à prendre à bord pour contrôler le rejet ;
- le propriétaire du navire, dont les responsabilités sont la sécurité de l'équipage, du navire et de sa cargaison, la notification de l'État côtier et la lutte contre la pollution, le nettoyage et/ou l'indemnisation ;
- l'assureur du propriétaire du navire (P&I Club) qui peut recruter une société de renflouement si nécessaire, aider les autorités en charge de l'intervention à recruter des intervenants ou indemniser pour le nettoyage et les dommages selon les critères stipulés dans les Conventions ;
- le FIPOL, qui fournit une indemnisation complémentaire au-delà de la responsabilité du propriétaire du navire dans les États-membres ;
- les propriétaires de la cargaison, qui peuvent participer à l'effort de renflouement et être à même de donner des informations utiles à l'équipe d'intervention quant à la cargaison du navire ;
- le correspondant, qui représente sur place le P&I Club du propriétaire du navire ;
- les experts maritimes, qui participent à l'évaluation des dommages et aident les requérants potentiels ;
- l'État du pavillon qui a compétence sur le navire effectue une enquête après-incident et en communique les conclusions à l'OMI ;
- l'État côtier et ses agences ;
- l'OMI et ses centres régionaux, qui peuvent aider à recruter des États et faciliter la coopération en cas d'urgence ; et
- les entrepreneurs de renflouement et les intervenants dans la lutte contre la pollution, qui mettent en œuvre l'intervention afin d'atténuer les dommages.

Emploi de bénévoles dans les opérations de lutte contre les déversements d'hydrocarbures (document ITAC)

M. Andy Nicoll, advocacy manager, Oil Spill Response Limited (OSRL)

Le présentateur a commencé par expliquer le contexte de la participation des communautés locales à l'intervention, reconnaissant le fait que plus de la moitié de la population mondiale vit dans un rayon de 100 km de la côte, ainsi que le désir partagé par les intervenants et la communauté d'atténuer les effets des dommages de la pollution par des hydrocarbures. Bien que le terme « bénévoles » dans ce contexte ait peut-être une connotation occidentale, les principes sous-jacents consistant à intégrer une main d'œuvre non professionnelle issue de la communauté dans un effort d'intervention coordonné, tel que décrit dans la présentation, sont assez universels. L'Industry Technical Advisory Committee (ITAC) a publié un document sur l'intégration pratique de bénévoles et d'intervenants non professionnels dans la main d'œuvre d'intervention et c'est sur ce document que s'appuie la présentation. Cette présentation a examiné les domaines d'intervention où les bénévoles et les intervenants non professionnels pouvaient être impliqués en toute sécurité dans les aspects logistiques d'une intervention sans être en contact avec les hydrocarbures. De plus, l'intervention a permis d'explorer le rôle du coordinateur des bénévoles consistant à adapter les compétences et capacités des bénévoles aux tâches et exigences requises dans le cadre de l'intervention. Le coordinateur des bénévoles s'assure également que chaque bénévole et autres groupes de main d'œuvre amateur soient intégrés dans la structure de commandement, avec une ligne hiérarchique garantissant une main d'œuvre parfaitement intégrée.

Cartographie des zones environnementales sensibles

Cpt. Babacar Ba, chef de la division opération, Haute Autorité chargée de la Coordination de la Sécurité Maritime (HASSMAR)

Le capitaine Babacar Ba a axé son intervention sur les modalités de la mise en œuvre par le Sénégal des recommandations de la Conférence régionale de Yaoundé en 2009. La première mesure fut d'organiser une réunion de retour d'expérience, en vue de définir une feuille de route contenant les mesures prioritaires. Ainsi, après avoir examiné les textes de la Convention d'Abidjan et de son Protocole d'urgence, le Sénégal a transmis au Secrétariat de la Convention d'Abidjan et à l'OMI ses commentaires et propositions. Le Sénégal a alors présenté les instruments de ratification des Conventions CLC et Fonds 92, qui furent officiellement enregistrés par l'OMI le 2 août 2011. Pour finir, le Sénégal a reçu le plein appui du projet GI WACAF, qui a offert son expertise pour l'organisation de deux ateliers successifs en février et mars 2011 sur la cartographie des zones sensibles et sur la politique nationale concernant l'utilisation de dispersants. Ainsi, après avoir reconnu les effets négatifs de la pollution par les hydrocarbures sur les écosystèmes côtiers et marins et sur l'économie sénégalaise, M. Ba a mis en œuvre la méthodologie adoptée au cours des ateliers pour établir des cartes des zones sensibles, ainsi qu'une politique nationale sur l'utilisation de dispersants, avant de présenter les résultats et un plan d'action pour finaliser le processus. En conclusion, un accent particulier a été mis sur la nécessité de développer la coopération infrarégionale pour harmoniser les stratégies en vue de protéger l'environnement dans la sous-région.

Cartographie des zones environnementales sensibles

M. Omesuru Ake, au nom de M. Laurent Cazes, chef du département environnement, reporting-projet-juridique, Total EP Angola

La cartographie des zones sensibles est un outil essentiel pour lutter contre les déversements d'hydrocarbures, qui permettra à l'équipe d'intervention d'identifier les sites à protéger en priorité et donnera les informations sur les techniques de protection et de nettoyage du site pollué. La sensibilité d'un site est évaluée en fonction de son type de côte, de ses ressources biologiques, des activités économiques, de l'utilisation humaine et de l'établissement humain. Il existe une seule carte des zones sensibles, qui appartient à Total EP Angola et qui couvre la zone allant de Luanda vers le nord jusqu'à Soyo. Cette carte date de 2008 et, depuis, l'aménagement du territoire sur la côte angolaise a rapidement changé parallèlement au développement du pays. La nécessité de mettre à jour et d'améliorer la qualité de cette carte relève d'un intérêt commun pour les opérateurs pétroliers comme pour les autorités angolaises. Le projet ne vise pas seulement la mise à jour de la carte existante, mais aussi le partage d'une même perspective des parties prenantes en Angola sur l'importance de cette cartographie et le renforcement des capacités des autorités grâce à un projet industriel commun regroupant des opérateurs pétroliers ainsi que des représentants du gouvernement angolais. Le projet débuta par une coordination interne entre les opérateurs pétroliers pour convenir du cadre et du produit final. Cette coordination fit alors place à une coordination avec le ministère du Pétrole, qui fut ensuite nommé coordinateur du comité stratégique. Un atelier national sur ce thème fut organisé en 2010 par le ministère du Pétrole, afin de valider le champ d'application, la méthodologie technique et l'organisation de ce projet. Le champ d'application du projet couvre la côte depuis Luanda vers le nord jusqu'à Soyo et vers l'intérieur du fleuve Congo jusqu'à Noqui, en plus de la région côtière de Cabinda, sur une longueur totale de 650 km de littoral. La méthodologie technique recommandée par les organisations internationales (OMI, IPIECA) est appliquée pour mener à bien ce projet qui s'articule en 3 phases comme suit :

- Phase 1 : réalisation d'une étude aérienne depuis un hélicoptère à l'aide d'un appareil photo numérique haute définition et d'un référentiel géocodé. Les données obtenues seront ensuite interprétées à terre en se fondant sur une méthodologie validée, afin de produire une carte SIG à jour dotée d'un indice de sensibilité environnementale ESI ;

- Phase 2 : vérification au sol des résultats de la phase 1 et collecte des données sur les zones minières, qui n'ont pu être obtenues lors de la phase 1 ; et
- Phase 3 : préparation du plan spécifique au site pour les opérations de protection et de nettoyage, qui contiendra des directives tactiques et stratégiques.

La carte SIG est ensuite mise à jour à l'issue de la phase 2 et de la phase 3, après quoi la carte finale est communiquée aux opérateurs et au ministère du Pétrole qui décideront à leur convenance de la mettre à la disposition du public.

Le cadre de coopération entre les opérateurs pétroliers pour mener à bien ce projet est officialisé dans un document de projet industriel commun convenu par les directeurs généraux de Total EP Angola, Sonangol PP, BP Angola, ESSO Angola, CAGGOC et ENI Angola. Le résultat de ce projet industriel commun, qui consiste à mettre à jour la carte des zones côtières angolaises sensibles dans le cadre de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures, permet d'améliorer la capacité de préparation du pays à intervenir en cas de pollution et, par-là même d'améliorer la coopération entre les opérateurs et les autorités, ainsi que le renforcement des capacités de l'ensemble des parties prenantes.

Projet de données météo-océaniques

Mme Valérie Quiniou, chef du département technologies d'études géophysiques, géotechniques, météo-océaniques et géomatiques, Total, France

Total travaille depuis plus d'un an à la mise en réseau des observations maritimes et climatiques publiques publiées en temps réel sur ses plateformes en Afrique Occidentale. Les objectifs de cette initiative comprennent notamment :

- L'amélioration des modèles historiques, des prévisions météorologiques maritimes et de la prévision des comportements des océans, ce qui profitera à l'ensemble des opérations maritimes en Afrique ;
- L'alimentation et la validation des modèles de prévision des courants / vents et de la dérive des nappes de pétrole en cas d'urgence ;
- La contribution des efforts internationaux pour surveiller les océans sur le long terme ; et
- Le développement de la capacité locale en Afrique, par le biais d'un soutien envers le développement et la maintenance de solutions techniques à des problèmes relatifs au climat.

Le principe fondamental de cette initiative est de connecter les serveurs des plateformes météorologiques à un système PI (Plant Information), qui enverra ensuite les données presque en temps réel à Météo France. Météo France incorporera alors ces données dans le réseau international de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et les mettra à la disposition de Total et de ses partenaires qui pourront les réutiliser par le biais d'un extranet. L'OMM est utilisée par la plupart des institutions et des sociétés de services de prévision météorologique. Les données océanographiques seront aussi disponibles à d'autres fins. Total espère que d'ici la fin 2012, toutes les plateformes flottantes et certaines des plateformes fixes en mer de ses filiales africaines (Nigéria, Gabon, Congo et Angola) seront connectées. Total espère également que cette initiative sera suivie par d'autres compagnies pétrolières en Afrique Occidentale. Outre cette initiative, Total a discuté d'une étude de faisabilité pour déployer un radar HF au large des côtes angolaises et congolaises, en vue d'obtenir des modèles en 2D des sites minières couvrant la zone du panache du fleuve Congo. Ces données pourraient être intégrées aux modèles hydrologiques existants, ce qui permettrait ainsi d'améliorer les prévisions dérivées des nappes phréatiques dans cette zone. Là encore, un appel à la coopération entre les compagnies pétrolières et les autorités locales a été lancé.

Dispersants : une perspective industrielle

Dr. Thomas Coolbaugh, associé scientifique distingué, groupe technologie d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures, ExxonMobil Research and Engineering (EMRE)

Les dispersants utilisés pour lutter contre la pollution d'hydrocarbures constituent l'une des quelques stratégies d'intervention en cas de déversement qui se sont avérées efficaces. L'utilisation efficace des dispersants permet de fractionner les hydrocarbures déversés en de minuscules gouttelettes qui se dispersent dans les couches supérieures de la colonne d'eau. Ces gouttelettes sont ensuite diluées dans la colonne d'eau à des concentrations minimales grâce à la houle, et la majorité des hydrocarbures est ensuite biodégradée par les micro-organismes naturellement présents dans l'eau. Les dispersants accroissent grandement le taux de dispersion naturelle et, s'ils sont utilisés suffisamment tôt, empêchent la formation d'émulsions « eau dans l'huile » persistantes. Les ingrédients actifs des dispersants sont les agents tensioactifs, qui réduisent la tension superficielle huile/eau qui existe entre l'huile et l'eau de mer.

Dispersants : présentation d'un modèle de document pour la politique nationale

M. Christophe Rousseau, directeur adjoint du Centre de documentation, de recherche et d'expérimentation sur les pollutions accidentelles des eaux (CEDRE)

Dans sa présentation, M. Christophe Rousseau a insisté sur l'importance pour un pays d'élaborer et d'approuver une politique sur l'utilisation de dispersants qui précise clairement les conditions d'utilisation et répertorie les produits pouvant être utilisés en cas d'urgence. Il a également détaillé les principaux éléments à inclure dans une politique nationale sur l'utilisation de dispersants et a proposé un modèle de document qui pourrait servir à l'élaboration de ces politiques.

Résumé des présentations

Mercredi 12 octobre 2011

Risques relatifs à l'exploration et la production en mer (GIRG) et options de prévention, d'intervention et de lutte

M. Andy Nicoll, advocacy manager, Oil Spill Response Limited (OSRL)

L'intervenant a regroupé ces thèmes en une seule présentation destinée à donner une vue d'ensemble de l'évolution du profil de risque de déversement d'hydrocarbures en mer, qui s'éloigne du risque traditionnel de déversement depuis un navire pour se rapprocher du risque de déversement lors des phases en amont d'exploration et de production, ce qui s'explique par le fait que l'industrie tend à exploiter des champs pétroliers dans des environnements de plus en plus variés et difficiles d'un point de vue politique comme physique. En s'appuyant sur deux récents incidents survenus en eau profonde au large des côtes (l'incident de Montara sur le plateau continental nord-ouest australien en 2009 et l'incident de Macondo dans le Golfe du Mexique en 2010), l'industrie a réagi rapidement en formant en 2010 un panel d'experts chargé de tirer les enseignements de ces incidents et de mettre en œuvre les changements nécessaires pour prévenir et/ou atténuer les impacts d'incidents similaires à l'avenir. Le Global Issues Response Group (GIRG) [groupe mondial de lutte contre les incidents] se compose de trois sous-groupes qui dépendent d'un comité de gestion principal. Ces groupes concentrent respectivement leur investigation sur les mesures de prévention, d'intervention et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures. La présentation était axée sur les conclusions du groupe de lutte contre les déversements d'hydrocarbures, notamment les 19 recommandations de mesures à prendre identifiées. Le GIRG a reconnu qu'une partie du travail était déjà en cours avec l'Institut américain du pétrole (API), mais que d'autres tâches nécessiteraient l'établissement d'un Projet industriel collectif (PIC) pour financer des activités spécifiques. L'intervenant a conclu en faisant remarquer qu'en dépit de la crédibilité et de la justification des tâches de travail identifiées, il fallait faire attention à ne pas se préparer uniquement à des déversements similaires aux derniers incidents enregistrés. La communauté d'intervention doit rester concentrée sur la lutte contre le prochain déversement qui pourrait bien ne pas être une éruption en mer du même type qui s'est produit lors des incidents de Montara et de Macondo.

Meilleures pratiques industrielles : aide mutuelle et coordination lors de la lutte contre un déversement d'hydrocarbures

M. Charles Makoju, Clean Nigerian Associates (CNA/OPTS)

La présentation intitulée « Aide mutuelle et coordination lors de la lutte contre un déversement d'hydrocarbures », présentée pour le compte de l'OPTS, a permis de clarifier un peu plus l'aide mutuelle existant à l'heure actuelle entre les CPI au Nigéria et la coordination de cette aide en cas de déversement d'hydrocarbures. Cette présentation a également décrit les activités dans l'industrie pétrolière et gazière au Nigéria et la probabilité de risque d'un déversement d'hydrocarbures en décollant. L'importance de disposer d'un plan d'urgence de lutte contre les déversements d'hydrocarbures et de niveaux d'intervention bien élaborés a également été soulignée. Du fait de l'implication au niveau environnemental et financier d'un déversement d'hydrocarbures, il est important d'intervenir rapidement. À cette fin, un accord d'aide mutuelle au sein de la communauté pétrolière et gazière est encouragé, notamment pour les compagnies qui opèrent à proximité les unes des autres. La demande d'aide se fait sous forme de personnel, d'équipement, de matériels et autres services associés. Le principal objectif de la compagnie qui apporte son aide est de faciliter le déploiement rapide et à court terme d'une aide d'urgence, avant, pendant et après l'incident. Cette aide viendra s'ajouter aux autres aides internes et externes qui relèvent de l'intervention. Certains outils, comme les cartes ESI et les modélisations de trajectoire, sont également partagés dans le cadre de l'aide mutuelle. Les membres qui

apportent leur aide seront entièrement indemnisés par les membres demandeurs d'aide en termes des coûts et dépenses encourus relatifs à la mobilisation ou démobilitation. À cet effet, la coordination des efforts de lutte repose sur un système de commandement d'intervention et d'une stratégie de lutte, de processus et de procédures bien élaborés et connus de toutes les parties prenantes. Tous ces éléments sont testés au moyen d'exercices en commun fréquents auxquels participent toutes les parties prenantes. Certaines difficultés auxquelles le recours à l'aide mutuelle dans l'industrie au Nigéria est confronté comprennent notamment :

- Engagement de toutes les parties prenantes envers le PAM ou le SCI ;
- Environnement en eau profonde ;
- Forte dépendance vis-à-vis des réserves d'équipements et de dispersants des CPI ;
- Exigences gouvernementales à plusieurs niveaux (local, étatique, fédéral) ;
- Accord juridique/contrats-cadres de service ; et
- Aide aux non-membres de l'OPTS.

Ces difficultés peuvent être résolues en améliorant la capacité du pays à intervenir à tous les niveaux d'un déversement d'hydrocarbures, grâce à des formations et exercices en commun entre les CPI et les agences gouvernementales et, surtout, en disposant d'un Plan d'aide mutuelle (PAM) convenu par l'ensemble des CPI.

Meilleures pratiques industrielles : préoccupations et risques de gestion d'urgence de CABGOC

M. Tavares Rodrigues, superviseur HSE – intervention d'urgence, CABGOC

L'Atelier et la Conférence Régionale GI WACAF 2011 furent l'occasion idéale pour le gouvernement et les experts de l'industrie de discuter des questions régionales intéressantes. Les délégués de tous les pays participants ont exprimé le souhait de continuer de coopérer pour protéger l'environnement marin. Ce but est réalisable si les procédures et les mécanismes d'intervention nécessaires sont mis en place. En outre, le gouvernement et l'industrie doivent régulièrement effectuer des exercices en commun afin de tester et de mettre à jour les plans nationaux d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures et les plans du secteur. Les représentants de l'industrie (Chevron-Angola) ont fait part de leur expérience sur les activités menées pour protéger l'environnement. Chevron prône l'utilisation de dispersants en priorité, afin de minimiser l'impact environnemental potentiel résultant des opérations de production.

Gestion des déchets

M. Christophe Rousseau, directeur adjoint du Centre de documentation, de recherche et d'expérimentation sur les pollutions accidentelles des eaux (CEDRE)

Le ramassage et le nettoyage des hydrocarbures génèrent des déchets et des matériaux contaminés que ce soit pour les opérations à terre ou bien en mer. En fonction de la nature des hydrocarbures, du lieu de l'accident, du type de substrat et des techniques de nettoyage du littoral employées, le volume de déchets à traiter peut s'avérer nettement supérieur au volume d'hydrocarbures déversé initialement. Voici la chaîne de récupération dans son ensemble : ramassage, stockage, transport et traitement qu'il faut prendre en compte. À tous les stades, la sélectivité sera une priorité, afin de réduire les volumes et d'optimiser les réseaux de stockage et de traitement. Généralement sous-estimée au début de la pollution, la gestion des déchets peut rapidement devenir un cauchemar pour les personnes chargées de l'intervention. Cette question devrait être traitée avec soin lors de l'élaboration des plans de contrôle.

Défis posés par la gestion des déchets pétroliers au Nigéria

Mlle Oyenike Okeowo, chef du soutien central, Africa Circle Pollution Management Limited

Des déversements d'hydrocarbures se sont produits à divers endroits du Nigéria, ayant généralement pour cause :

- Les opérations de production pétrolière,
- La corrosion des cuves et des oléoducs,
- Le sabotage,
- Le déversement accidentel causé par une défaillance de l'équipement.

L'incident de Tin Can Turning Bay (port de l'île de Tin Can à Lagos) du 30 mars 2009 a été causé par un déversement accidentel dû à une défaillance de l'équipement. Un navire transférait du LPFO sur une barge et, n'étant malheureusement pas bien sécurisé, le raccordement entre le navire et la barge s'est rompu et la barge a coulé. L'équipage du navire n'a pas signalé l'incident lorsque ce dernier s'est produit vers 18h30 le 29 mars 2009 ; le commandant du port et le personnel du département pollution de l'autorité portuaire nigériane ont dû pénétrer de force sur le navire car l'équipage ne voulait pas les laisser embarquer. L'intervention de lutte contre le déversement n'a pas été immédiate en raison des faits susmentionnés.

Le 31 mars, l'équipage du navire MT Ikono était mobilisé, avec un responsable de l'African Circle Pollution Management Limited et l'équipe de lutte contre la pollution de l'autorité portuaire nigériane à bord. Ils sont arrivés sur les lieux à 8h10. African Circle Pollution Management Limited est une compagnie nigériane privée, autorisée à diriger des installations de réception portuaire pour la collecte, le stockage et le traitement des déchets générés par les navires, pour le compte de l'autorité portuaire nigériane par le biais d'un contrat BOT (build-operate-transfer). L'ACPML opère au Nigéria depuis les principaux ports suivants :

- Port de l'île Tin-Can, État de Lagos
- Port de Port Harcourt, État de Rivers
- Port d'Onné, État de Rivers
- Port de Warri, État de Delta
- Port de Calabar, État de Cross Rivers

En tant que principaux opérateurs des installations de réception portuaire dans chaque district de navigation de l'Autorité portuaire nigériane, nos services comprennent la collecte et l'élimination de l'ensemble des déchets générés par les navires couverts par la Convention internationale MARPOL 73/78 pour la prévention de la pollution par les navires de 1973, telle qu'amendée par le Protocole de 1978, et énumérés ci-dessous :

- Annexe I - Hydrocarbures
- Annexe II – Substances liquides nocives transportées en vrac
- Annexe III – Substances toxiques transportées en colis
- Annexe IV – Eaux usées
- Annexe V – Ordures.

L'ACPML dispose de deux navires de petite taille et de deux navires de taille moyenne de réception de déchets MARPOL. Les navires les plus petits ont une capacité de stockage de 120 m³ de déchets huileux, alors que les navires de taille moyenne peuvent stocker 240 m³, 12 m³ d'ordures et 200 litres d'eaux usées. Les navires peuvent également gérer des interventions de premier niveau en cas de déversement d'hydrocarbures et ont

des capacités de lutte contre les incendies. Les quatre navires sont entièrement équipés des dernières aides à la navigation et leurs équipements sont totalement conformes aux exigences SOLAS.

L'équipe de surveillance, composée de trois membres d'équipage sur un bateau de surveillance, est allée se rendre compte de l'ampleur de la propagation de la nappe de pétrole. Les zones de forte concentration du déversement étaient Liverpool creek, le club nautique d'Apapa, le ponton de Nispan, le ponton de Tin-Can, le ponton de MRS et le ponton d'Ibafon. Les zones où une fine pellicule d'hydrocarbures pouvait être observée étaient le Federal palace hotel et le pont de Five Cowrie creek. Dans une situation idéale, un site de décharge conçu pour les déchets industriels ou dangereux est généralement la méthode d'élimination finale pour les déchets solides récupérés d'un déversement d'hydrocarbures. Malheureusement, il n'existe aucun site de décharge aménagé au Nigéria. Les décharges homologuées par le gouvernement ne sont pas adaptées, car les déchets domestiques, industriels et dangereux sont acheminés vers la même décharge. Il se peut qu'une zone spécifique de la décharge soit attribuée à un certain type de déchet, mais en général tous les déchets sont rejetés au même endroit.

Le signalement rapide de l'incident est vital, car il permet une intervention rapide capable de confiner l'incident : Une intervention 24h/24 devrait être disponible en cas de déversement d'hydrocarbures. Les parties concernées devraient être sensibilisées à l'importance de disposer d'un kit d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures de niveau 1 et, si ce n'est pas possible, elles devraient savoir qui contacter et comprendre que demander de l'aide permet de résoudre le problème plus rapidement plutôt que d'ignorer celui-ci. Le secteur privé et notamment les industries qui produisent des déchets industriels/dangereux devraient travailler en partenariat avec le gouvernement à la construction de sites de décharge aménagés. Chevron et LAWMA ont déjà formulé ce type de proposition par le passé et il pourrait être utile de reprendre ces propositions et de les concrétiser, car elles contribueront à la responsabilité sociale des entreprises (RSE).

Intervention de sauvetage des animaux mazoutés

Mme Saskia Session, consultante technique en chef, Sea Alarm & Mme Venessa Strauss, PDG, SANCCOB

Pour la première fois lors d'un événement GI WACAF, une présentation a été faite sur la préparation et l'intervention de sauvetage des animaux mazoutés. Il s'agissait d'une présentation effectuée conjointement par Sea Alarm et SANCCOB (la fondation sud-africaine pour la conservation des oiseaux côtiers). Le rôle, les activités et les compétences des deux organisations ont été décrits, et le partenariat entre ces deux organisations souligné. Sea Alarm joue un rôle de coordination plus stratégique lors de l'intervention de sauvetage des animaux mazoutés et travaille avec SANCCOB (et les organisations similaires dans le monde entier) en tant qu'acteur principal sur le terrain pour secourir les animaux.

Cette présentation avait notamment pour but d'expliquer ce qu'est l'intervention de sauvetage des animaux marins et de décrire les principaux éléments de la planification de cette intervention de sauvetage, en mettant l'accent sur l'importance de définir les stratégies d'intervention de sauvetage des animaux au niveau national. Le modèle probant de planification des interventions de sauvetage en Afrique du Sud a été décrit, dans lequel la SANCOBB est reconnue comme l'organisation principale de sauvetage des animaux. Les présentateurs ont examiné les facteurs consistant à définir une opération réussie d'intervention de sauvetage des animaux, en faisant remarquer que les attentes de réussite pouvaient grandement varier en fonction des différentes parties prenantes. Ces facteurs de réussite ont été examinés à travers plusieurs études de cas, y compris deux incidents d'animaux mazoutés en Namibie et en Afrique du Sud dans le cadre desquels SANCCOB est intervenue. Il a été fait référence aux directives régionales de planification de l'intervention de sauvetage des animaux élaborées en Europe et qui pourraient s'avérer être un point de départ utile pour les pays du GI WACAF désirant développer leur capacité de préparation en vue d'intervenir en cas d'incidents d'animaux mazoutés.

Étude de cas : Gulser Ana, Faux Cap, Madagascar, le 26 août 2009

M. Franck Laruelle, responsable d'équipe technique, International Tanker Owner Pollution Federation Limited (ITOPF)

En août 2009, le vraquier GULSER ANA s'est échoué sur la côte australe de Madagascar à environ 1,2 km du rivage. En quelques jours, la structure du navire souffrit d'une grave détérioration du fait de sa position d'échouement sur le fond marin, d'une onde de tempête et du fracassement des vagues, de telle sorte que sa cargaison de phosphorite en vrac et ses réserves de carburant ne purent être sauvées. Un déversement d'hydrocarbures significatif et une perte de cargaison furent observés fin août, suivis de pertes généralement moindres au cours des mois qui suivirent. À plusieurs occasions, lors de mers particulièrement agitées au cours de cette période, les pertes de carburant et de cargaison augmentèrent temporairement, en même temps que l'état du navire continuait de se détériorer. Début 2010, l'épave s'était brisée et reposait sur le fond marin. À cette époque, les cales et cuves du navire avaient subi de telles ondes de tempête qu'une équipe de plongeurs envoyée par les autorités put confirmer que ces dernières étaient vides. À cause de cet incident, 39 250 tonnes métriques (TM) de cargaison, 568 TM de fioul lourd, 66 TM de carburant diesel et 8 TM d'huiles lubrifiantes se déversèrent dans la mer. Un mazoutage des côtes put être observé en discontinu sur environ 47 km de plages de sable à une distance de 70 km de l'épave, à savoir 67 km vers l'est et 3 km vers l'ouest. Bien que selon les observations la cargaison se dispersât en mer, il n'y eut jamais aucun signalement indiquant qu'une partie de cette cargaison s'était échouée à terre ou avait été détectée dans un prélèvement d'échantillon dans l'environnement. Une opération de nettoyage à grande échelle fut entreprise et dirigée par les propriétaires du navire sous la supervision des experts et en ayant recours à de la main d'œuvre locale. En mars 2010, les travaux de nettoyage s'achevèrent avec succès et les opérations prirent fin avec l'accord des autorités locales, régionales et nationales. À la suite de cet incident, un certain nombre d'efforts de surveillance scientifique furent entrepris pour investiguer l'impact que les pertes d'hydrocarbures et de la cargaison auraient pu entraîner sur la population et l'environnement au niveau local.

Réclamations et indemnisations

M. Franck Laruelle, responsable d'équipe technique, International Tanker Owner Pollution Federation Limited (ITOPF)

L'incident de TORREY CANYON en 1967 servit d'impulsion majeure à l'établissement de deux accords volontaires et de deux conventions internationales par le biais desquels les parties affectées par les déversements de pétrole brut et de carburants persistants provenant de pétroliers purent prétendre à une indemnisation. Les accords volontaires intérimaires de TOVALOP (Accord volontaire entre armateurs de pétroliers relatif à la responsabilité en cas de pollution par les hydrocarbures) et de CRISTAL (Contrat relatif à un complément intérimaire à la responsabilité des pétroliers en cas de pollution par les hydrocarbures) furent abrogés en 1997. Les conventions internationales, à savoir la Convention internationale de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (1969 CLC) et la Convention internationale de 1971 sur l'établissement d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (Convention portant création du Fonds de 1971), furent amendées en 1992 par deux protocoles, afin d'établir des limites plus élevées et un champ d'application plus large. En 1996, elles devinrent la Convention de 1992 sur la responsabilité civile et la Convention de 1992 portant création du Fonds. En 2003, un autre protocole fut adopté portant création du Fonds complémentaire international d'indemnisation en cas de pollution par des hydrocarbures de 2003 (Fonds complémentaire). Afin de maintenir un équilibre équitable entre les charges financières des armateurs et des propriétaires de cargaison, deux accords d'indemnisation volontaires furent introduits en 2006 pour le compte de la majorité des armateurs assurés par le biais du groupe international des P&I Clubs. Ces deux accords sont connus en tant qu'Accord STOPIA (accord d'indemnisation en cas de pollution par des hydrocarbures déversés par des pétroliers de petites dimensions) et Accord TOPIA (accord d'indemnisation en cas de pollution par des hydrocarbures déversés par des pétroliers). En 2001, la reconnaissance des problèmes pouvant être causés par des déversements d'hydrocarbures lors de leur transport

par des navires autres que les pétroliers a entraîné l'adoption de la Convention internationale sur la responsabilité civile en cas de dommages dus à la pollution par des hydrocarbures déversés par des pétroliers, entrée en vigueur le 21 novembre 2008. Une convention portant sur l'indemnisation en cas d'accidents impliquant des substances dangereuses et toxiques, telles que des produits chimiques, a été adoptée en 1996 et amendée en 2010. La Convention internationale de 1996 sur la responsabilité et l'indemnisation en cas de dommages liés au transport par mer de substances nocives et dangereuses (Convention HNS) n'est pas encore entrée en vigueur. En attendant l'entrée en vigueur de cette convention, les cas de pollution chimique relèvent du cadre de la Convention internationale de 1976 sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes (LLMC) et de son Protocole de 1996. En vertu de cette Convention LLMC, les créances maritimes sont soumises à une limitation de responsabilité en fonction du tonnage du navire et se décomposent en deux catégories (perte de vie/préjudice corporel et réclamations relatives aux biens). Une des motivations à l'origine de l'adoption de la Convention HNS était la préoccupation générale que les limites de responsabilité prévues par le régime LLMC seraient insuffisantes pour prendre en compte l'ampleur des créances générées par un grave incident chimique.

Résumés des groupes de travail

Jeudi 13 octobre 2011, matin

Groupe de travail 1 : examen des politiques régionales sur les dispersants

M. Christophe Rousseau, directeur adjoint du Cedre
Dr. Thomas Coolbaugh, ExxonMobil
M. Romain Chanceler, coordinateur du Projet GI WACAF

L'aide-mémoire du groupe de travail 1 se trouve en Annexe 12 et la liste des participants en Annexe 13. Voici les recommandations du groupe de travail sur les politiques régionales sur les dispersants :

1. encourager les pays ayant eu recours au modèle pour établir leur plan national à expliquer aux autres pays comment l'utiliser ;
2. après avoir établi des limites d'utilisation au niveau national et/ou répertorié les dispersants approuvés, contrôler que cette stratégie est bien comprise et appliquée par les opérateurs :
 - a. impliquer toutes les parties prenantes dans le processus dès le début ;
3. discuter de la politique au niveau régional et l'harmoniser :
 - a. entre les pays limitrophes,
 - b. au niveau infra-régional, et
 - c. au niveau régional.

Groupe de travail 2 : mise en œuvre du plan régional d'urgence 2012/2013

M. Richard Tatner, consultant principal et directeur, Blue Petrel Consulting
M. William Azuh, chef, section Afrique anglophone, division coopération technique, OMI
M. Abou Bamba, secrétaire de la Convention d'Abidjan, PNUE
Dr. Jose Matheickal, chef, coordination de coopération technique et projets majeurs, division environnement marin, OMI

L'aide-mémoire du groupe de travail 2 se trouve en Annexe 14 et la liste de participants en Annexe 15. Les rapporteurs du groupe de travail étaient M. Joseph Ajayi du Nigéria et M. Ba du Sénégal. Les discussions portaient principalement sur la Convention d'Abidjan, les décisions de la COP9, le Centre régional, le Plan régional d'urgence et autres questions. Les domaines clés identifiés comme étant prioritaires étaient les suivants :

1. Mise en œuvre du Plan régional d'urgence :
 - a. Traduction du Plan régional d'urgence en deux langues supplémentaires (portugais et espagnol),
 - b. Mise à l'essai du Plan régional d'urgence,
 - c. Harmonisation des cartes des zones environnementales sensibles, et
 - d. Soutien continu au développement de Plans régionaux d'urgence là où ils manquent encore.
2. Mouvement transfrontalier de personnes et d'équipements en cas d'incidents de pollution :
 - a. Exercice infra-régional (avec 2 à 3 pays) pour identifier les obstacles,
 - b. Sensibilisation des parties prenantes (douanes, police, immigration etc.),
 - c. Échange rapide d'informations sur les incidents de pollution avec les membres des partis (pas seulement les pays limitrophes), et
 - d. Renforcement humain et institutionnel (formation sur les problèmes de mouvement transfrontalier et les solutions potentielles).
3. Établissement du Centre de coordination régional :
 - a. Organisation de la première réunion des Parties et observateurs par le Secrétariat de la Convention d'Abidjan,

- b. Élaboration des critères pour le pays hôte,
 - c. Appel d'offres pour le lieu d'établissement du centre,
 - d. Processus de sélection (panel, visite des pays candidats), et
 - e. Décision lors de la COP.
4. Échange d'informations/de données pour renforcer la coopération régionale :
- a. Dépôt centralisé des données ESI, et
 - b. Missions techniques pour échanger les expériences et les connaissances avec les pays limitrophes.

Groupe de travail 3 : analyse croisée de la coopération entre l'industrie et le gouvernement

M. Simon Rickaby, directeur général, Braemar Howells Ltd

M. Andrew Nicoll, advocacy manager, Oil Spill Response Limited (OSRL)

M. Franck Laruelle, responsable d'équipe technique, International Tanker Owner Pollution Federation Limited (ITOPF)

M. Christian Susan, unité de gestion des eaux, ONUDI

M. Richard Santner, autorité technique, consultant technique principal, lutte contre les déversements d'hydrocarbures, BP

L'aide-mémoire du groupe de travail 3 se trouve en Annexe 16 et la liste des participants en Annexe 17. Le groupe de travail 3 était divisé en 3 sous-groupes chargés de traiter les trois principaux thèmes suivants : utilisation de main d'œuvre occasionnelle, formation et exercices, gestion des déchets. Les points essentiels suivants ont été identifiés :

Main d'œuvre occasionnelle

1. Situation actuelle :
 - a. Variable parmi les membres GI WACAF,
 - b. Davantage une organisation ad hoc.
2. Problèmes :
 - a. Sélection de main d'œuvre locale,
 - b. Bien-être et sécurité,
 - c. Formation et supervision,
 - d. Rémunération.
3. Marche à suivre :
 - a. Contexte local / Condition physique de la main d'œuvre / Étendue des responsabilités / Rotation. Le point essentiel est la communication entre les parties prenantes (gouvernement central / collectivités locales / industrie) au niveau tactique (sur place),
 - b. Mise à disposition d'hébergements au cas par cas (surveiller la main d'œuvre / éloignement). Mise à disposition de réserves d'eau/de nourriture. Fourniture d'EPP par l'organisation d'intervention. Décontamination de la main d'œuvre,
 - c. L'industrie/le gouvernement doivent dépêcher des superviseurs formés (maître des plages). Formation de la main d'œuvre sur place,
 - d. Liste de vérification de la main d'œuvre / tenue d'un registre des arrivées et départs.
4. Outils :
 - a. Responsables de liaison (gouvernement central – collectivités locales – industrie) travaillant ensemble au niveau local,
 - b. Nécessité de disposer de des plans locaux

Formation et exercices

1. Formation :

- a. Directives fondées sur les rapports de meilleures pratiques IPIECA
- b. Installations régionales
- c. Stages – renforcement des capacités
- d. Identification des personnes ayant besoin d'être formées d'un point de vue tactique/stratégique
- e. Définition des rôles et responsabilités – Industrie et gouvernement
- f. Sensibilisation, instruction et communication
- g. Intégration de la gestion des déversements dans le programme des instituts d'enseignement supérieur/tertiaire
- h. Certification
- i. Mesures incitatives/Motivation ?

2. Exercices :

- a. Un Plan national d'urgence
- b. Exercices supervisés par les agences concernées
- c. Établissement d'objectifs précis et réalistes
- d. Une structure de contrôle et de commandement clairement définie
- e. Financement – personnel/ressources/matériaux
- f. Évaluation neutre des exercices afin d'examiner les lacunes et les enseignements tirés
- g. Nécessité de définir les critères de succès

3. Résumé :

Il existe des opportunités très variées d'améliorer la coopération entre les gouvernements et l'industrie grâce à des programmes de formation et, notamment, grâce à la planification et la réalisation d'exercices à tous les niveaux au sein d'un cadre de travail collaboratif et mutuellement avantageux.

Gestion des déchets

1. Problèmes :

La région est différente du reste du monde : les décharges ne sont pas aménagées ; environnement de travail ; les niveaux des déchets seront immenses, Industrie : les gouvernements travaillent de concert ; les plans sont en place, mais en réalité le plan n'est pas respecté ; intérêts locaux ; rivalités étatiques, paraétatiques et ministérielles.

2. Situation souhaitée :

Mettre à profit les compétences, les connaissances et les ressources industrielles ; savoir quelles ressources sont disponibles dans le pays et comment y accéder ; disposer d'un plan de gestion des déchets au sein d'un plan d'urgence pertinent, ces plans doivent être rattachés aux plans locaux ; conseils précis sur la structure du gouvernement et des agences, il est essentiel d'avoir des rôles et responsabilités clairement définis, ainsi qu'une bonne coopération entre toutes les autorités concernées.

3. Comment atteindre cet objectif :

Révision des plans d'urgence existants pour garantir que le plan de gestion des déchets est en place ; définir clairement les rôles et responsabilités ; l'industrie joue un rôle pour aider à réviser les plans ; le gouvernement doit mettre les choses en ordre de son plein gré ou bien par la force en vue de définir les responsabilités. Éducation et entraînement : l'industrie peut faire beaucoup, mais doit être rassurée sur le fait que le gouvernement se conformera à ses responsabilités.

Résumé de la session sur le plan national d'urgence

Jeudi 13 octobre 2011, après-midi

Jeudi après-midi, les formulaires sur le plan national d'urgence ont été distribués à chaque responsable national. Le modèle de formulaire complet est disponible en Annexe 18. Le but de ces formulaires de plan d'action est de permettre aux délégués nationaux de 1) identifier les personnes et agences ressources dans leur pays, 2) mettre à jour le profil pays, 3) évaluer le niveau de préparation du pays et fixer des objectifs pour le prochain biennium et 4) établir un projet de plan d'action pour atteindre ces objectifs.

Étape 1 : Identification des délégués

Avant le début de la session, les délégués de l'industrie et du gouvernement des mêmes pays ont été priés de se réunir afin de remplir ce formulaire. Le responsable chargé de remplir le formulaire était prié d'indiquer les noms des représentants de l'industrie et des agences nationales ayant participé au renseignement de ce formulaire.

Étape 2 : Mise à jour du profil pays

Des exemplaires des profils pays, tels qu'ils figurent sur le site Internet GI WACAF, ont été distribués avec les formulaires. Les délégués étaient priés de mettre à jour les informations présentées dans les profils pays. Les modifications apportées par les responsables ont été intégrées au site Internet du GI WACAF (www.giwacaf.org).

Étape 3 : Niveau de préparation et mesures hautement prioritaires

La section principale du formulaire était la matrice de préparation détaillant chaque indicateur principal de préparation de la convention OPRC90. Pour chacun de ces indicateurs, les délégués ont été priés d'indiquer si ces mesures ont été mises en œuvre et, dans le cas contraire, si elles représentent une priorité pour le pays pour le prochain biennium. Les matrices de préparation ont été collectées auprès des délégués nationaux à l'issue de la 4^e journée. Les résultats de ces tableaux ont ensuite été rassemblés dans un seul tableau et peuvent être récapitulés dans le Tableau 3 ci-dessous :

- L'état de préparation tel qu'évalué en 2009 (après la Conférence de Yaoundé) est indiqué en bleu ;
- L'état de préparation tel qu'évalué en 2011 (après la Conférence de Lagos) est indiqué en rouge ; et
- Les mesures hautement prioritaires identifiées par les responsables pour le biennium 2012-2013 sont indiquées en vert.

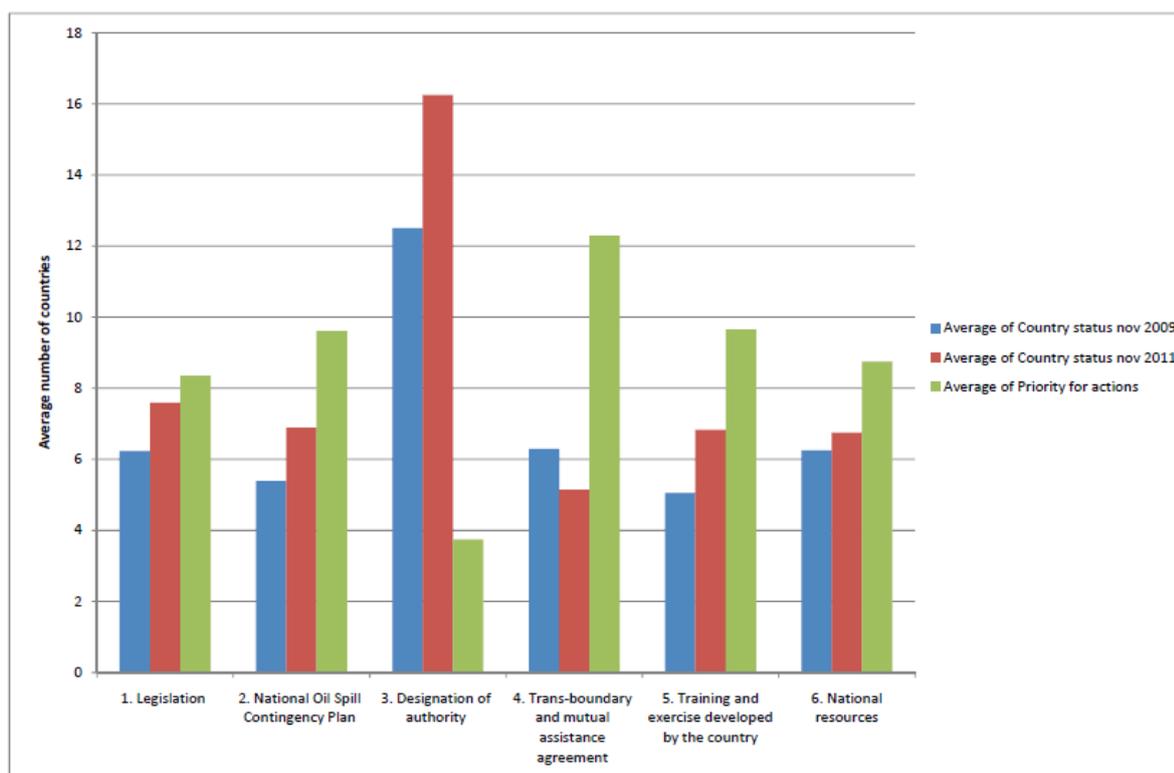


Tableau 3 : Résultats de la matrice de préparation, y compris l'état actuel et les objectifs du biennium

Nous pouvons constater dans le Tableau 3 que tous les indicateurs ont augmenté entre Yaoundé (2009) et Lagos (2011). Seul l'indicateur 4 (accord d'aide mutuelle et transfrontalière) a baissé de 17 % : cela s'explique par le fait que les pays considèrent cette question comme une nouvelle priorité pour le prochain biennium et se sont rendu compte que les efforts n'étaient pas suffisants à ce sujet. Des ateliers régionaux ont été organisés au cours de ce biennium et la COP9 de la Convention d'Abidjan a eu des résultats majeurs comme l'adoption du Protocole d'urgence révisé. Cependant, les pays veulent rendre ces accords régionaux fonctionnels en obtenant les accords frontaliers et douaniers appropriés : ce sera le sujet d'une Conférence régionale GI WACAF en 2012-2013.

Étape 4 : Plan d'action pour le biennium 2012/2013

Pour chacune des mesures hautement prioritaires, les délégués ont identifié la manière de les mettre en place dans le pays, les obstacles ou difficultés potentiels, le processus et les délais pour atteindre ces objectifs. Les objectifs de cette dernière section étaient 1) d'aider les délégués à identifier les mesures principales qui pourraient être prises en vue de réaliser les objectifs et 2) pour le GI WACAF d'identifier le domaine sur lequel le projet pourrait concentrer ses efforts. Les mesures prioritaires pour chaque pays sont présentées en Annexe 19.

Résultats du groupe de travail national

Les priorités établies par 20 pays de la région ont été répertoriées dans le tableau 4 ci-dessous. La liste donne une vue d'ensemble des activités à développer pour le prochain biennium concernant les éléments suivants :

1. Législation,
2. PNU en cas de déversement d'hydrocarbures,
3. Accord d'aide mutuelle et transfrontalière,
4. Formation et exercice développés par le pays,
5. Ressources nationales.

Élément de préparation	Élément de préparation détaillé	Top priorités pour décembre 2013 (en nombre de pays)
1. Législation	Ratification de la Convention OPRC 90	6
	Ratification du Protocole OPRC-HNS 2000	6
	Mise en œuvre de la Convention CLC 92	5
	Mise en œuvre de la Convention Bunker 2001	5
	Mise en œuvre de la Convention HNS 96	5
	Approbation de la politique nationale sur l'utilisation des dispersants	16
	Approbation de la politique nationale sur la gestion des déchets	7
2. Plan national d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures	Développement du Plan national d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures	14
	Système dédié de communication et de gestion de crise	3
	Politique nationale sur la gestion des déchets	7
	Cartes des zones côtières sensibles aux déversements d'hydrocarbures et identification de la plupart des sites sensibles	12
	Modélisation de trajectoire.	3
	Accord régional.	3
3. Accord d'aide mutuelle et transfrontalière	Accord infra-régional.	3
	Accords bilatéraux.	3
	Mécanismes pour accéder et mobiliser l'aide (infra) régionale externe en place et mise à l'épreuve.	6
	Mécanismes pour accéder et mobiliser l'aide internationale externe en place et mise à l'épreuve.	6
	Mécanismes de gestion de l'aide en place. - Formalités douanières et procédures de contrôle de l'immigration - Soutien logistique pour le stockage, le transport et le déploiement de l'aide	6
	Politique pour maintenir la mise en œuvre du PNU	10
4. Formation et exercice développés par le pays	Politique en place pour le renforcement des capacités d'intervention au niveau national.	
	Politique en place pour la formation des ressortissants. Programme de formation annuel pour tout le personnel impliqué à tous les niveaux.	6
	Formation OPRC niveaux 1, 2 et 3	10
	Formation des formateurs	12
	Programme d'entraînement national, y compris les opérateurs locaux et l'industrie pétrolière	8
	Exercice de gestion de crise (haut du tableau)	4
	Exercice de notification	5
	Exercice de mobilisation	1
	Exercice de déploiement en commun avec l'industrie et le gouvernement	8
	Acquisition de l'équipement de lutte contre les déversements pétroliers	8
Inventaires de l'équipement	8	
5. Ressources nationales	Centre de formation (centre de documentation/ressources pour la préparation et la lutte contre les déversements d'hydrocarbures)	1
	Centre de lutte (communications, salles de réunion)	2

Tableau 4 : Liste des priorités n°1 identifiées par pays

Résumé de la formation technique d'intervention sur le littoral

Vendredi 14 octobre 2011, matin

Formation : Techniques d'intervention sur le littoral

M. Richard Tatner, consultant principal et directeur, Blue Petrel Consulting

M. Richard Santner, autorité technique, consultant technique principal, lutte contre les déversements d'hydrocarbures, BP

L'atelier sur les Techniques d'intervention sur le littoral a duré 3 heures et 30 minutes et son contenu était divisé en 6 sessions distinctes :

1. Introduction et mise en contexte – Dirigée par Richard Tatner
2. Étude de cas – Dirigée par Richard Santner
3. Connaître votre littoral – Dirigée par Richard Tatner
4. Évaluation et prise de décision – Dirigée par Richard Tatner
5. Mise en œuvre – Dirigée par Richard Tatner
6. Questions et Réponses – Dirigée par Richard Tatner

L'Atelier a débuté par une présentation et une vue d'ensemble du processus d'évaluation du nettoyage du littoral, par ex. les types de littoraux, les conditions de mazoutage, les étapes et techniques de nettoyage. Richard Santner a ensuite présenté l'évaluation du nettoyage du littoral et le processus de nettoyage de BP après l'incident en 2010 du puits Macondo 252 – Deepwater Horizon, ainsi que les défis rencontrés. Cette session a illustré les avantages que représente l'évaluation du littoral.

La session 3 a prié les 22 pays partenaires du GI WACAF de s'assurer que leurs plans d'urgence et cartes des zones sensibles sont suffisamment complets. La session avait pour but d'expliquer l'importance des plans d'urgence en cas de déversements d'hydrocarbures, les principes de la cartographie des zones sensibles, la prise en compte des sensibilités socioéconomiques, les diverses ressources disponibles et les niveaux d'intervention.

La session 4 était axée sur la nécessité de disposer d'un processus systématique et reproductible d'évaluation du littoral. Identifier les buts de l'intervention de nettoyage, qui sont les parties prenantes, le processus NEBA (bilan des avantages nets pour l'environnement) et les autres techniques de nettoyage.

La cinquième session a été interrompue du fait de la prévision d'intempéries et des bouleversements logistiques associés. Cette session aurait dû être une discussion avec les participants sur les questions principales de mise en œuvre de l'intervention sur le littoral :

- Q1 – Comment mettre en œuvre au mieux les opérations de nettoyage ?
- Q2 – Comprendre qu'elles sont les ressources (personnes et équipement) à votre disposition ?
- Q3 – À quoi ressemble une organisation de nettoyage du littoral ?
- Q4 – Dans quel ordre a lieu l'intervention ?
- Q5 – Comment définir les opérations de début et de fin de nettoyage ?

La session 6 était prévue pour être une session questions-réponses, afin de donner aux participants l'opportunité de poser des questions et de discuter des problèmes soulevés lors de la formation du matin. Malheureusement, cette session a été interrompue pour les mêmes raisons que celles susmentionnées. Cependant un peu de temps a été consacré pour répondre aux questions des participants. Ces questions étaient notamment les suivantes :

- Q1 – Qui devrait participer à la SCAT ?
- Q2 – Qui financera leur formation ?
- Q3 – Qui financera les lacunes dans les données régionales ESI ?
- Q4 – Comment seront gérées/mises à jour/diffusées les données régionales ESI ?

Résumé de la cérémonie de clôture du vendredi 14 octobre 2011, après-midi

M. Azuh, de l'OMI, a présidé cette cérémonie de clôture. Après un discours pour remercier tous les participants, sponsors et hôtes de la Conférence, il présenta les différents intervenants.

Des remerciements furent prononcés par M. Pinehas Auene, responsable GI WACAF pour la Namibie, au nom des délégués étrangers.

Ils furent suivis de discours du responsable gouvernemental GI WACAF du Nigéria (NOSDRA) et du directeur exécutif de NIMASA qui se trouvent dans les Annexes :

Discours du responsable gouvernemental GI WACAF du Nigéria

M. Idris O. Musa, directeur lutte contre les déversements d'hydrocarbures, NOSDRA

Annexe 20.

Discours et déclaration de clôture de la Conférence

Dr. Ishaku Mabushi Shekarau, directeur exécutif, NIMASA

Annexe 21.

Recommandations de l'Atelier et de la Conférence Régionale GI WACAF 2011

Les questions et commentaires à l'issue des diverses présentations, ainsi que les groupes de travail régionaux et l'échange d'informations entre les délégués des gouvernements et de l'industrie au cours de ces quatre jours ont permis d'identifier les principales recommandations suivantes pour renforcer la capacité de lutte contre les déversements d'hydrocarbures dans la région par le biais du Projet GI WACAF 2012-2013 :

Législation

1. Ratifier et mettre en œuvre au sein du cadre juridique national la Convention internationale sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (OPRC 90) et les autres conventions pertinentes sur la préparation en cas de déversement d'hydrocarbures (Convention sur l'intervention) et sur l'indemnisation en cas de déversement d'hydrocarbures (CLC 92 et FONDS 92) ;
2. Engager les autorités nationales de haut niveau dans la mise en œuvre des instruments juridiques et du Plan national d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures ;
3. Développer et/ou mettre à jour le cadre juridique national du Plan national d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures.

Planification nationale d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures

4. Élaborer une politique pour mettre à jour et diffuser les Plans nationaux d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures. La diffusion devrait cibler toutes les parties prenantes des secteurs public et privé. La politique devrait inclure, sans s'y limiter :
 - 4.1. les points de contacts d'urgence privés et publics,
 - 4.2. la liste des points de contact des organisations chargées de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures aux niveaux national, régional et international,
 - 4.3. l'inventaire des ressources de lutte contre les déversements d'hydrocarbures dans les secteurs privé et public,
 - 4.4. les formalités douanières et les procédures de contrôle de l'immigration pour faciliter l'entrée et la sortie des ressources lors d'un incident de déversement d'hydrocarbures (à diffuser à toutes les parties prenantes),
 - 4.5. les enseignements tirés des diverses expériences (incidents lors de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures) doivent être intégrés dans le PNU en vue d'améliorer le document ;
5. Développer et intégrer les plans locaux (provinces, ports) et les plans du secteur privé dans le Plan national d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures ;
6. Mettre en œuvre les procédures d'alerte et de notification (avec les rôles et responsabilités respectifs des autorités nationales et du secteur privé, en référence à la Convention OPRC 90) en garantissant au niveau national la disponibilité permanente des points de contact (et des suppléants, le cas échéant) ;
7. S'assurer que les déchets et la main d'œuvre occasionnelle sont bien intégrés dans le PNU, en précisant les rôles des secteurs public/privé.

Information, communication, formation et exercices

8. Faciliter l'échange d'informations (entre les parties prenantes des secteurs public et privé) aux niveaux national et régional, par exemple par le biais du site Internet du Projet GI WACAF :

- 8.1. structures et procédures de fonctionnement de l'organisation nationale chargée de la préparation et de l'intervention,
 - 8.2. retour d'information sur les enseignements tirés des divers incidents de déversement d'hydrocarbures et des exercices, ainsi que du savoir,
 - 8.3. documents juridiques et techniques rédigés dans les pays etc. ;
9. S'assurer de l'engagement à long terme des responsables et encourager le recrutement, le cas échéant, de responsables dans les hautes sphères ;
 10. Organiser des séances de formation générale et spécifique (par ex. gestion de crise, utilisation de dispersants, protection du littoral et techniques de nettoyage, etc.) ;
 11. Organiser une formation et des exercices en commun avec le gouvernement et l'industrie aux niveaux national, bilatéral et régional, avec la présence d'observateurs des secteurs public et privé.

Problème technique et opérationnel

12. Favoriser les actions communes et les échanges entre l'industrie et les autorités nationales sur les questions relatives à la lutte contre les déversements d'hydrocarbures (par ex : présence d'experts et de responsables de liaison issus de l'industrie dans l'équipe nationale de gestion des incidents et présence de représentants des autorités nationales dans les équipes de gestion de crise de l'industrie) ;
13. Promouvoir le développement d'accords d'aide mutuelle entre les opérateurs de l'industrie ;
14. Développer des projets spécifiques de renforcement des capacités techniques entre le gouvernement et l'industrie : cartographie des zones sensibles aux déversements d'hydrocarbures, analyse et modélisation météo-océaniques pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe ;
15. Développer des outils techniques d'intervention : santé et sécurité lors des opérations d'intervention, lors de l'utilisation de dispersant et de la récupération des hydrocarbures en mer, lors de la protection et du nettoyage du littoral et lors du stockage, du transport et de l'élimination des déchets issus des déversements d'hydrocarbures ;
16. Encourager, après avoir établi des limites d'utilisation au niveau national, l'établissement d'une liste des dispersants approuvés, contrôler que cette stratégie est bien comprise et appliquée par les opérateurs et impliquer toutes les parties prenantes dès le début du processus d'utilisation.

Coopération régionale

17. Promouvoir la discussion au niveau régional et harmoniser :
 - En premier lieu de manière bilatérale avec les pays limitrophes (à droite),
 - Puis au niveau infra-régional et régional,
 - Se concentrer pour commencer sur la politique concernant les dispersants.
18. Mettre en œuvre, sans délais, le Protocole d'urgence révisé de la Convention d'Abidjan et le Plan national d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures, avec l'aide de l'OMI et du Projet GI WACAF ;
19. Soutenir les pays de la région dans la mise en œuvre de leur politique nationale sur l'utilisation des dispersants au niveau national et dans l'harmonisation au niveau régional et encourager les pays qui ont eu recours au modèle de formulaire pour établir leur politique nationale sur l'utilisation des dispersants à expliquer aux autres pays comment ils s'y sont pris ;

20. Créer un centre régional chargé de la préparation et de l'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures adaptées aux besoins et aux ressources disponibles ;
21. Harmoniser les mesures dans les administrations responsables des douanes et de l'immigration, afin de faciliter les mouvements transfrontaliers des équipements et du personnel, en vue d'éviter des retards ;
22. Coopérer avec le Projet GI WACAF pour :
 - 22.1. Aider les parties contractantes au Protocole d'urgence à appliquer les dispositions du plan régional d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures une fois ce dernier approuvé,
 - 22.2. Familiariser chaque pays avec les dispositions du plan régional,
 - 22.3. Aider les pays à mettre en œuvre les divers instruments juridiques (convention et protocoles d'Abidjan, conventions de l'OMI) ;
23. Inviter le Projet GI WACAF à dépêcher des observateurs à la réunion régionale des parties contractantes à la convention d'Abidjan ;
24. Coopérer dans la mise en œuvre des dispositifs internationaux d'indemnisation (en gardant à l'esprit que le système d'indemnisation pour les déversements provenant de navires est un système international, alors que l'indemnisation pour les déversements provenant d'installations fixes relève de la responsabilité des autorités nationales) ;
25. Développer un système régional d'informations/de données sur les divers produits (par ex. dispersants...), les ressources de lutte contre les déversements d'hydrocarbures et les réserves nationales et régionales (des secteurs public et privé).

Remarques de conclusion

Évaluation de l'atelier

L'Atelier et la Conférence Régionale GI WACAF 2011 ont été un événement couronné de succès. Les formulaires d'évaluation complétés (cf. modèle en Annexe 22) démontrent un taux de satisfaction élevé à tous les niveaux. Le Tableau 5 ci-dessous illustre ces résultats.

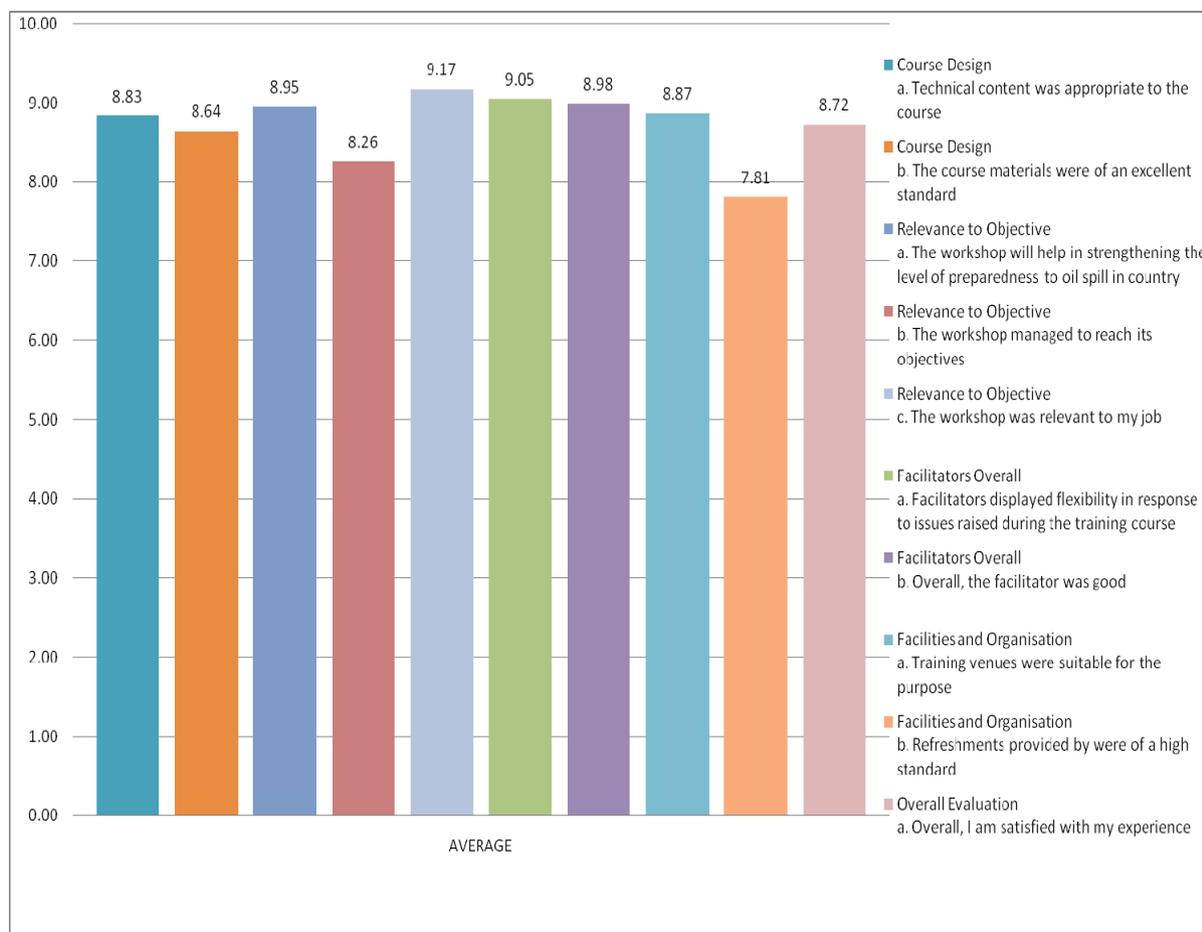


Tableau 5 : Résultats des formulaires d'évaluation

Photographies

Certaines photographies de la Conférence se trouvent en Annexe 24 du présent rapport. Davantage de photographies se trouvent dans la galerie photo de l'OMI sur Flickr : <http://www.flickr.com/photos/imo-un/sets/72157627868414956/>.

Remerciements particuliers

L'excellent soutien et l'engagement de NIMASA et de NOSDRA, en partenariat avec GEM/CG, ont joué un rôle essentiel dans le succès de cet événement. Le soutien apporté amicalement par les experts d'OSRL et d'ITOPF a fortement contribué au niveau d'expertise très technique affiché lors de cet événement. Enfin, les sponsors locaux Addax, Chevron, Total et Shell ont apporté une aide extrêmement utile, en prenant en charge les postes restauration et hébergement du programme.

Conclusion

Les objectifs de la Conférence ont été réalisés avec succès et les résultats escomptés ont été atteints. La formation sur les techniques d'intervention sur le littoral a contribué à augmenter le niveau d'expertise des points focaux GI WACAF participants et a permis d'apporter des éléments techniques sur les principaux aspects pour renforcer les capacités de lutte contre les déversements d'hydrocarbures de la région.

De manière plus importante, les groupes de travail régionaux ont favorisé des discussions et des échanges fructueux entre les pays et ont permis d'aboutir à l'élaboration de recommandations pour le biennium 2012/2013.

Les groupes de travail régionaux ont produit les résultats suivants :

1. Les profils pays ont été mis à jour et publiés sur le site Internet de la GI WACAF : www.giwacaf.org ;
2. Les matrices de préparation ont été mises à jour et ont donné des indications sur les objectifs et les priorités pour le prochain biennium 2012-2013. La nouvelle situation fournie permettra de comparer les progrès accomplis dans la région ; et
3. Les plans d'action nationaux ont fourni une liste de mesures prioritaires en indiquant les dates d'échéance et les organisations responsables. Ces plans d'action nationaux ont été intégrés au niveau régional et ont permis l'élaboration du Plan d'action GI WACAF 2012/2013.

En conclusion, l'Atelier et la Conférence Régionale GI WACAF 2011 se sont avérés être un excellent cadre de travail pour renforcer la capacité de lutte contre les déversements d'hydrocarbures en Afrique Occidentale, Centrale et Australe. Cet événement a abouti à tous les résultats nécessaires pour lancer le biennium 2012/2013, tel que requis par le cycle du système de gestion biennale du Projet GI WACAF.

Les plans d'action élaborés ont fixé des objectifs élevés qui nécessiteront l'engagement total des responsables GI WACAF du gouvernement et de l'industrie. Les résultats dépendront de la capacité des responsables à travailler ensemble aux niveaux national et régional en vue de renforcer la capacité de lutte contre les déversements d'hydrocarbures.

Annexe 1. Programme de l'Atelier et Conférence Régionale GI WACAF
2011

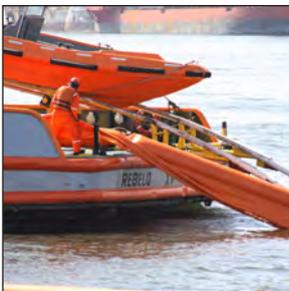


GI WACAF Atelier et Conférence régionaux 2011

Préparation et
lutte contre les
marées noires

Programme

10-14 octobre 2011
Lagos, Nigéria



Organisé par :



En partenariat avec :



Parrainé par :



Introduction



La conférence et l'atelier régionaux 2011 de l'Initiative mondiale pour l'Afrique occidentale, centrale et australe (GI WACAF) sont l'événement le plus important de toutes les activités de coopération, d'intervention et de planification en cas de rejet d'hydrocarbures en Afrique occidentale, centrale et australe. Cet événement est organisé avec le soutien de l'Organisation maritime internationale (OMI), les pouvoirs publics du Nigéria et l'industrie pétrolière, par le truchement de l'IPIECA, l'Association internationale de l'industrie pétrolière et gazière pour la sauvegarde de l'environnement et les questions sociales. Cet événement fait partie du système de gestion biennal du projet GI WACAF et rassemble les points focaux des gouvernements et de l'industrie dans l'intention principale qu'ils échangent leurs expériences et passent en revue leurs progrès dans le cadre du plan d'action pour l'exercice biennal. Les points focaux fixeront les objectifs pour le prochain exercice biennal en se fondant sur ces résultats.

La Conférence de cette année sous le thème « Vers une intervention opérationnelle en cas de rejet d'hydrocarbures en Afrique occidentale, centrale et australe » vise à améliorer la coopération régionale en matière de planification et d'intervention au titre de l'article 10 de la Convention internationale sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (OPRC) en faisant la promotion de la mise en œuvre du Protocole d'urgence révisé de la Convention d'Abidjan (2011).

Allocution de bienvenue

Dr. Stefan Micallief (OMI) et M. Richard Santner (BP)

Au nom de l'Organisation maritime internationale (OMI) et de l'IPIECA, l'Association internationale de l'industrie pétrolière et gazière pour la sauvegarde de l'environnement et les questions sociales, nous sommes ravis de vous accueillir au quatrième événement biennal du GI WACAF, organisé dans le cadre de l'Initiative mondiale pour l'Afrique occidentale, centrale et australe (Projet GI WACAF).



Organisée par le gouvernement du Nigéria à Lagos, cette conférence et cet atelier régionaux auront pour thème « Vers une intervention opérationnelle en cas de rejet d'hydrocarbures en Afrique occidentale, centrale et australe ».



Après les premières années du projet, la plupart des pays de la région ont élaboré des plans nationaux d'urgence et renforcé leurs capacités nationales en matière d'intervention en cas de rejets d'hydrocarbures. Cependant, pour être pleinement efficaces, ces plans doivent être testés et utilisés à intervalles réguliers. Cet atelier et cette conférence propices aux échanges et aux discussions permettront de renforcer le partenariat privé-public tout en facilitant l'identification de plans d'action conjoints visant à surmonter les défis à venir en matière de coopération, planification et intervention en cas de rejets d'hydrocarbures en Afrique occidentale, centrale et australe.



Nous aimerions remercier les points focaux du GI WACAF pour leur soutien, leur assistance et leur participation, et nous vous souhaitons à tous un événement couronné de succès.



Dimanche 9 octobre

16:00	Inscription des participants
19:00	Clôture des inscriptions



Lundi 10 octobre

Facilitateur de la cérémonie d'ouverture : M. William Azuh (OMI)

08:30	Inscription des participants	
11:00	Allocution de bienvenue du directeur général de NIMASA	M. Ziakede Patrick Akpobolokemi
11:15	Discours de l'OMI	Dr. Stefan Micallef
11:30	Discours du président de l'Initiative GI WACAF	M. Richard Santner et Dr. Thomas Coolbaugh
11:45	Discours d'ouverture du directeur général de NOSDRA	Sir Peter Idabor
12:00	Observations préliminaires du ministre des Transports	Senator Umar A. Idris
12:15	Observations du ministre de l'Environnement et déclaration d'ouverture de la Conférence	Hajia Hadiza Ibrahim Mailafiya
12:30	Photo de groupe et conférence de presse	
13:00	Cocktail d'ouverture (parrainé par Addax Petroleum)	
13:30	Déjeuner et exposition de posters	

Président : Dr. Stefan Micallef (OMI)

14:30	Présentation des objectifs de la Conférence	M. Romain Chancerel (OMI/IPIECA)
14:45	15e anniversaire de l'Initiative mondiale, présentation de la vidéo « Travailler ensemble »	M. Andy Nicoll (OSR)
15:15	Accomplissements et progrès nationaux depuis la Conférence de Yaoundé	M. Kojo Agbenor-Efunam (EPA, Ghana)
15:35	Accomplissements et progrès nationaux depuis la Conférence de Yaoundé (suite)	M. Médard Ngobo (République du Congo)
15:55	Pause café/thé	
16:20	Accomplissements et progrès nationaux depuis la Conférence de Yaoundé (suite)	M. Idris Musa (NOSDRA, Nigéria)
16:40	Accomplissements et progrès nationaux depuis la Conférence de Yaoundé (suite)	M. Jean-Paul Mwamba Nyembo (RDC)
17:00	Fin de la Journée 1	

Mardi 11 octobre

Président : Dr. Jose Matheickal (OMI)

08:55	Présentation du programme de la journée	Dr. Jose Matheickal (OMI)
09:00	Convention OPRC 90 et similitudes avec le Protocole d'urgence de la Convention d'Abidjan	M. Antoine Blonce (OMI/IEPECA)
09:30	Probabilités et conséquences d'un incident de pollution	M. Franck Laruelle (ITOPF)
10:00	Communautés locales et plans d'urgence locaux	M. Christophe Rousseau (Cedre)
10:30	Pause café/thé	
11:00	Rôles et organismes impliqués dans un incident de pollution	M. Franck Laruelle (ITOPF)
11:30	Utilisation de bénévoles dans les opérations d'intervention en cas de rejets d'hydrocarbures (document de l'ITAC)	M. Andy Nicoll (OSR)
12:00	Déjeuner et exposition de posters	

Président : M. Richard Santner (BP)

13:30	Cartographie de la sensibilité environnementale	Cdt. Babacar Ba (HASSMAR, Sénégal)
14:00	Cartographie de la sensibilité environnementale	M. Laurent Cazes (ACEPA, Angola)
14:30	Projet de données MetOcean	Mme Valérie Quiniou (Total) et M. Rémi Estival (Total)
15:15	Pause café/thé	
15:45	Dispersants : point de vue de l'industrie	Dr. Thomas Coolbaugh (ExxonMobil)
16:15	Dispersants : présentation d'un document modèle pour une politique nationale	M. Christophe Rousseau (Cedre)
16:45	Fin de la Journée 2	



Mercredi 12 octobre

Président : Mme Juliana Gunwa (NIMASA)

08:55	Présentation du programme de la journée	Mme Juliana Gunwa (NIMASA)
09:00	Risques liés à l'exploration et la production offshore (GIRG)	M. Andy Nicoll (OSR)
09:30	Options en matière de prévention, d'intervention et de réponse (GIRG)	M. Andy Nicoll (OSR)
10:00	Meilleure pratique 1 : entraide et coordination pendant une intervention en cas de rejets d'hydrocarbures	M. Charles Makoju (Clean Nigerian Associates)
10:30	Meilleure pratique 2 : Préoccupations et risques concernant la gestion des urgences de CABGOC	M. Tavares Rodrigues (Chevron)

11:00	Pause café/thé	
11:30	Traitement des déchets	M. Christophe Rousseau (Cedre)
11:55	Les défis du traitement des déchets dûs aux marées noires au Nigéria	Ms. Oyenike Okeowo (Cercle africain)
12:15	Sauvegarde et Soins de la Faune Mazoutée	Mme Saskia Sessions (Sea Alarm) et Mme Venessa Strauss (SANCCOB)
13:00	Déjeuner et exposition de posters	

Président : M. Idris O Musa (NOSDRA)

14:30	Étude de cas 1 : GULSER ANA, Faux Cap, Madagascar, le 26 août 2009	M. Franck Laruelle (ITOPF)
15:15	Étude de cas 2	M. Richard Santner (BP)
16:00	Pause café/thé	
16:15	Réclamations et dédommagement	M. Franck Laruelle (ITOPF)
17:00	Événement social (parrainé par Chevron et NIMASA)	 



Jeudi 13 octobre

Président : M. Romain Chancerel (OMI/IPIECA)

08:55	Présentation du programme de la journée	M. Romain Chancerel (OMI/IPIECA)
09:00	Groupe de travail 1 : examen de la politique régionale relative à l'emploi de dispersants	M. Christophe Rousseau (Cedre)
09:00	Groupe de travail 2 : mise en œuvre d'un plan d'urgence régional 2012/2013	Dr. Jose Matheickal (OMI)
09:00	Groupe de travail 3 : analyse transversale de la coopération entre l'industrie et les gouvernements	M. Simon Rickaby (Braemar Howells Ltd.)
11:00	Pause café/thé	
12:00	Résumé des groupes de travail (1, 2 et 3) et recommandations	Présentation de résumés par les représentants des 3 groupes
13:30	Déjeuner	

Président : M. Romain Chancerel (OMI/IPIECA)

14:30	Plans d'action nationaux 2012/2013	M. Christophe Rousseau (Cedre)
16:00	Pause café/thé	
16:15	Recommandations pour le prochain exercice biennal	M. Christophe Rousseau (Cedre)
17:00	Fin de la Journée 4	

Vendredi 14 octobre

Président : M. Romain Chancerel (OMI/IPIECA)

09:00	Atelier sur les techniques d'intervention en zones côtières	M. Richard Tatner (Blue Petrel Consulting)
11:00	Pause café/thé	
11:30	Atelier sur les techniques d'intervention en zones côtières (suite)	M. Richard Tatner (Blue Petrel Consulting)
13:00	Déjeuner	

Président : M. William Azuh (OMI)

14:30	Discours du point focal GI WACAF du gouvernement du Nigéria	M. Idris O. Musa (NOSDRA)
14:45	Discours du chef de l'Afrique anglophone, TCD, OMI	M. William Azuh (OMI)
15:00	Discours et déclaration de clôture de la conférence par le directeur exécutif de NIMASA	Dr. Ishaku Mabushi Shekarau
15:15	Fin de la Journée 5	

Hôtes de la conférence et de l'atelier régionaux GI WACAF 2011

M. Ziakede Patrick Akpobolokemi, Directeur général

M. Ziakede Patrick Akpobolokemi est titulaire d'une licence en sciences et d'une maîtrise en marketing de l'Université de sciences et de technologie de Rivers States au Nigéria. Il a siégé à un certain nombre de comités gouvernementaux, notamment au Comité de recherche de la paix dans le Delta du Niger et au Comité du gaz et du pétrole au Nigéria. M. Ziakede est mu par le désir et la passion de contribuer à la croissance et au développement du secteur maritime. Il a été nommé par le gouvernement fédéral au poste de Directeur général et Chief Executive Officer de l'Agence nigériane d'administration et de sécurité maritimes (NIMASA). Récemment, il est parvenu à contrôler et à prévenir la piraterie et d'autres formes d'insécurité sur les voies maritimes côtières du Nigéria, un travail qui a été salué par l'OMI et d'autres instances.



Sir Peter Idabor, Directeur général de NOSDRA

Sir Peter Idabor est titulaire d'une licence en zoologie (avec mention Second Class Upper Div.) de l'Université de Jos, et d'une maîtrise en hydrobiologie et biologie halieutique (juin 1986) de l'Université de Port Harcourt. Sir Idabor a enseigné pendant 10 ans la physiologie environnementale, la génétique, la toxicologie, la physiologie animale, la taxonomie et l'embryologie aux étudiants préparant le Certificat d'enseignement du Nigéria (NCE) et ceux en licence, supervisant également les projets de fin de diplôme universitaire pendant neuf ans au Rivers State College of Education, à Port Harcourt. Avant d'être nommé au poste de directeur général de NOSDRA qu'il occupe à l'heure actuelle, Sir Peter C. Idabor siégeait à la Commission de développement du delta du Niger à Port Harcourt (NDDC) en tant que chef du laboratoire GIS/Conservation/Contrôle de la pollution. Membre du Comité sur les consignes de mise en œuvre du plan-cadre régional, il a également été impliqué dans l'élaboration des formats des rapports de secteur du plan-cadre régional du delta du Niger. Sir Idabor a travaillé sans relâche à la création d'un programme scolaire à but non lucratif (ONG) en souvenir du jeune Augustus Nnamdi Idabor, décédé, au profit des enfants défavorisés du delta du Niger, un engagement continu qu'il espère mener à bien.



Dr Ishaku Mabushi Shekarau, Directeur exécutif, Département de la Sécurité maritime et du Développement de la navigation

Dr Ishaku Mabushi Shekarau détient une maîtrise en administration des entreprises et un doctorat (Ph.D) en gestion technologique. Se prévalant d'une carrière étendue dans les industries maritimes, pétrolières et gazières, il se spécialise dans les opérations de recherche et de sauvetage (par navire et par aéronef) et dans les investigations d'accident connexes. Il est membre de plusieurs associations professionnelles et a suivi des cours dans plusieurs établissements nigériens et étrangers, y compris à la prestigieuse Harvard Business School. Il a reçu une reconnaissance internationale du Programme d'assistance anti-terroriste du Bureau de la sécurité diplomatique du Département d'État américain pour sa précieuse contribution à la formation consacrée à l'interdiction maritime du terrorisme.



Intervenants à la conférence et à l'atelier régionaux GI WACAF 2011

Dr. Stefan Micallef, Directeur principal adjoint, Division environnement marin

Dr. Stefan Micallef a obtenu son doctorat en toxicologie marine à l'Université du pays de Galles, au Royaume-Uni. Il occupe à l'heure actuelle le poste de directeur adjoint de la Division Environnement marin de l'Organisation maritime internationale (OMI), chargé de la sous-division pour la coordination de la coopération technique et en matière d'intervention en cas de pollution. M. Micallef a démarré sa carrière auprès des Nations unies en 1990 en qualité d'administrateur de programmes du PNUE/OMI au Centre Régional Méditerranéen pour l'Intervention d'Urgence contre la Pollution Marine Accidentelle (REMPEC) situé à Malte. En 2000, il a rejoint la Division de mise en œuvre de la politique environnementale du PNUE à Nairobi en qualité de Chef du service de gestion des catastrophes naturelles, où il était chargé de la formulation de la stratégie et des politiques. En 2004, il a intégré le siège de l'OMI, devenant le Chef du service de prévention de la pollution chimique et de l'air, sous-division de prévention de la pollution, Division de l'environnement marin, où il est en particulier responsable des fonctions de secrétariat et notamment de la révision des Annexes II et III de la MARPOL et du Recueil IBC modifié.



M. Richard Santner, Autorité technique – Conseiller principal, Intervention en cas de rejet d'hydrocarbures

Richard Santner possède 18 ans d'expérience dans le domaine de la planification et de l'intervention en cas de rejets d'hydrocarbures, acquise chez ITOPE, OSRL et désormais BP. Chez BP, il travaille en tant que gestionnaire de crise pour les activités de transport maritime mondiales de BP, les activités en amont et en aval à travers l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique, et au siège social de BP. Il est intervenu dans le cadre de déversements dans 26 pays et a formé/offert ses services de consultant dans nombre d'autres cas. Pendant l'incident de Macondo, c'est lui qui a mené l'évaluation des zones côtières et le programme d'intervention à travers quatre États des États-Unis. Pendant 15 ans, il a travaillé avec l'OMI et l'APIECA. Il est également l'auteur de plusieurs consignes et manuels techniques. Il est responsable des capacités et normes d'intervention/de planification en cas de rejets d'hydrocarbures pour BP. En tant qu'architecte du lancement du projet GI WACAF en 2006, M. Santner est ravi d'assumer à présent le rôle de président du GI WACAF.



Dr. Thomas Coolbaugh, Éminent collaborateur scientifique

Dr. Thomas Coolbaugh est actuellement un éminent associé scientifique du groupe de technologie d'intervention en cas de rejets d'hydrocarbures d'ExxonMobil Research & Engineering (EMRE). Ses domaines de spécialisation comprennent les technologies d'intervention comme les dispersants chimiques, la télédétection et la détection des déversements d'hydrocarbures, la mobilisation et la formation. Il travaille pour ExxonMobil depuis 1988. Tom est titulaire d'une licence en chimie d'Amherst College ainsi que d'un doctorat en chimie du California Institute of Technology sous la direction du Prof. Robert Grubbs, Prix Nobel de chimie 2005. En 1993, Tom a obtenu un master en gestion de la technologie de l'Université polytechnique de New York. Dr. Coolbaugh a assumé les fonctions de président du projet GI WACAF de 2009 à octobre 2011.



ExxonMobil

Dr. Jose Matheickal, Responsable, projets importants et coordination de la coopération technique

Dr. Jose Matheickal est actuellement le chef de la Division Projets importants et coordination de la coopération technique de la Division Environnement marin de l'OMI. Il est également conseiller technique en chef du programme de partenariat FEM-PNUD-IMO GloBallast. Ses 25 ans d'expérience dans le domaine de la gestion environnementale couvrent la mise en œuvre de projets liés à d'importantes infrastructures environnementales dans les pays en voie de développement, la mise au point et la mise en œuvre de programmes de partenariats privé-public, la coordination de projets de coopération technique à grande échelle traitant des questions d'environnement marin et de la recherche et du développement dans le domaine du développement et de la commercialisation de la technologie environnementale. Il a étudié l'ingénierie de l'environnement à l'Institut indien de technologie (IIT), en Inde, et obtenu son doctorat de l'Université Griffith en Australie.



OMI ORGANISATION MARITIME INTERNATIONALE

M. William Azuh, Chef de la Section Afrique (anglophone) de la Division de coopération technique

M. Azuh est responsable des activités de coopération technique de l'OMI et de leur mise en œuvre dans environ 27 pays anglophones d'Afrique. Ses principales responsabilités comprennent le renforcement et l'amélioration des capacités humaines et institutionnelles des États membres de l'OMI en vue d'une exécution uniforme de la mise en œuvre des instruments de l'OMI. Avant de rejoindre l'Organisation maritime internationale au début de cette année, M. Azuh a représenté le Nigéria à l'OMI pendant dix ans en qualité de représentant suppléant permanent, poste auquel il s'est montré tout particulièrement compétent pour son pays. Il a également occupé plusieurs postes de haut niveau dans le secteur, et notamment celui de président de l'Assemblée de l'organisation internationale de télécommunications mobiles par satellite (IMSO), à Londres, de président du Maritime Attaché Club de l'OMI et de membre du Conseil d'administration de l'Université maritime mondiale, Malmö, en Suède. M. Azuh est titulaire d'un master en politique maritime de l'Université de Greenwich, Londres.



OMI ORGANISATION MARITIME INTERNATIONALE

M. Andrew Nicoll, Directeur de la représentation

M. Andrew Nicoll occupe à l'heure actuelle le poste de directeur de la représentation d'Oil Spill Response, gérant le programme d'engagement des intervenants externes de la société. C'est en 1989 qu'il rejoint la société après dix années passées au poste d'officier de pont dans la marine marchande britannique. Il a travaillé pour l'industrie et pour le gouvernement, gérant respectivement une intervention de catégorie 1 pour BP et en qualité d'agent chargé de la prévention de la pollution pour le gouvernement britannique. Il possède une expérience des interventions techniques acquise dans le cadre de plus de 25 déversements au Royaume-Uni et en Europe et, avant d'occuper ses fonctions actuelles, il assumait le rôle de formateur principal d'Oil Spill Response.



Oil Spill Response

M. Christophe Rousseau, Directeur adjoint

De formation universitaire scientifique, spécialisé en biologie marine, M. Christophe Rousseau a effectué évidemment son service militaire comme officier dans la marine nationale française et a participé à la mise en place du groupe de travail sur la pollution marine accidentelle en France, mis sur pied après la catastrophe de l'Amoco-Cadiz. Depuis, toute sa carrière a été axée sur la planification et la lutte contre la pollution marine accidentelle sous toutes ses formes. Membre à plein temps de l'équipe de Cedre depuis 1980, il a été impliqué dans toutes les activités du centre, passant successivement de ses opérations sur le terrain à la gestion de ses centres de décisions et cellules de crise et prenant en 1988 la pleine responsabilité de la formation du centre et de ses relations avec les médias. Directeur adjoint de Cedre depuis 1995, il est désormais chargé de la coordination des documents et des informations, de toutes les activités de formation qu'organise Cedre ainsi que de sa Section de planification des mesures d'urgence.



Mme Juliana Abiodun Gunwa, Directrice, Service de gestion de l'environnement marin

Mme Juliana Abiodun Gunwa a obtenu respectivement une maîtrise (MSc) en gestion marine et une seconde maîtrise en administration maritime générale à l'université Dalhousie de Halifax au Canada en 1989, et à la World Maritime University à Malmö en Suède en 1993. En 2002, Mme Gunwa est entrée au service de l'Agence nigérienne d'administration et de sécurité maritimes comme Chef de la section de prévention de la pollution. Elle a accédé par la suite à la tête du Département de gestion de l'environnement marin de l'agence. Ayant participé activement aux activités de l'OMI aux niveaux local et international pendant plus de quinze ans et contribué à de nombreux ateliers régionaux et nationaux réussis sous les auspices de l'OMI au Nigéria, Mme Gunwa a récemment assuré la présidence du comité technique OPRC/CPMM qui a passé en revue le Manuel sur le contrôle de la pollution, Section 1, approuvé par le CPMM de l'OMI en vue de sa mise en œuvre mondiale. Elle a été récemment nommée consultante auprès de l'OMI.



M. Idris Olubola Musa, Directeur, Département de l'Évaluation des champs pétroliers (OFA)

M. Musa est titulaire d'une licence en sciences (BSc Hons) en géographie, d'une maîtrise en planification urbaine et régionale de l'université d'Ibadan et d'une maîtrise en gestion de l'université d'Ilorin. Il a travaillé dans le secteur privé avant de rejoindre le secteur public nigérian. Depuis lors, il s'occupe de gestion environnementale, travaillant dans des services de conformité environnementale en milieu urbain (gestion des déchets), d'application exécutoire de critères de gestion des hydrocarbures, de programmes d'extinction de torches et, présentement, comme chef du service de l'évaluation de champs pétroliers de l'Agence nationale de détection et d'intervention face aux déversements pétroliers (NOSDRA). Au cours de sa carrière, il a suivi plusieurs cours de pratique environnementale relevant du secteur pétrolier, notamment en matière de gestion des déchets et de déversements, tant au Nigéria qu'à l'étranger, et incluant la gestion d'actifs d'oléoducs, organisé par INTSOK en Norvège, et l'action corrective basée sur le risque (RBCA) portant sur différents niveaux de rétablissement de sites impactés par le pétrole. Il est le point de contact au Nigéria de l'Initiative mondiale pour l'Afrique occidentale, centrale et australe (GI WACAF).



M. Kojo Agbenor-Efunam, Directeur adjoint, questions gazières et pétrolières

M. Kojo Agbenor-Efunam est titulaire d'un mastère en géosciences pétrolières de l'Université norvégienne de science et technologie (NTNU), à Trondheim. M. Agbenor-Efunam a occupé diverses fonctions au sein de l'Agence de la protection de l'environnement pendant 12 ans. À l'heure actuelle, M. Agbenor-Efunam est directeur adjoint des questions gazières et pétrolières de l'Agence de protection de l'environnement et est récemment devenu le point focal du Ghana en ce qui concerne la planification de mesures d'urgence et l'intervention en cas de rejets d'hydrocarbures. Depuis 8 ans, il est l'agent de service du plan d'urgence national du Ghana en cas de rejets d'hydrocarbures. Il faisait également partie de l'équipe qui a mis au point l'Atlas de sensibilité environnementale du Ghana.



M. Jean-Paul Nyembo, Directeur

M. Jean-Paul Nyembo est titulaire d'un diplôme en relations internationales de l'Université de Lubumbashi. Il a occupé le poste de chef de la Division Science et Technologie du bureau du Président et est devenu en 2007 coordinateur national de l'étude environnementale et point focal du Projet de Grand Écosystème marin du Golfe de Guinée (GCLME). Il a participé à plusieurs ateliers sur la pollution maritime à Brest (France), sur les catastrophes maritimes à Ostende (Belgique) et sur la gestion en matière de protection des côtes. En 2010, il a été nommé directeur du Centre national contre la pollution pétrolière et coordinateur du plan national d'urgence en cas de rejets d'hydrocarbures de la République démocratique du Congo (NOSCP).



Capitaine Babacar BA, Directeur des interventions en cas de rejets d'hydrocarbures

Capitaine Ba est titulaire d'un diplôme d'officier de la marine de l'Université navale de Brest. En septembre 1982, il a rejoint la marine sénégalaise en tant qu'officier et a participé à plusieurs ateliers sur les patrouilles de sauvetage et de recherche et les études des zones de pêche, les interventions en cas de pollutions marines par les garde-côtes américains et la coopération canadienne. De 1986 à 1988, il a été responsable du Centre de coordination des opérations navales du Sénégal à Dakar. En 2001, il est devenu directeur adjoint de la Direction d'étude et de protection des zones de pêches et, en juillet 2006, il est devenu chef de la branche Opérations de HASSMAR. En 2009, M. Ba a acquis le rang de Capitaine de navire.



M. Richard Tatner, Directeur et consultant en chef

M. Richard Tatner a obtenu son diplôme d'ingénieur mécanique maritime au Royaume-Uni avant de s'engager dans l'industrie de la planification et de l'intervention en cas de rejets d'hydrocarbures il y a plus de 22 ans de cela. Depuis, il a également acquis de l'expérience en travaillant dans d'autres domaines d'urgence, y compris les unités médicales medivac, le contrôle des puits, la dispersion de gaz, et les menaces sécuritaires et alertes à la bombe. Il a participé à plus de 50 interventions après des déversements pétroliers, assumant divers rôles allant des opérations de terrain à la fonction d'expert technique. Les incidents impliquaient entre autres des pétroliers, des navires de marchandises diverses, des plateformes pétrolières offshore, des plateformes pétrolières onshore, des oléoducs, des réservoirs de stockage, des wagons et des camions-citernes. M. Tatner a également géré et participé à des centaines de cours de formation et d'exercices à travers le monde. Il est à l'heure actuelle directeur et consultant en chef chez Blue Petrel Consulting Ltd, qui offre des services de planification et d'intervention sur mesure en cas de rejets d'hydrocarbures.



Dr. Franck Laruelle, Chef d'équipe technique

Dr. Franck Laruelle est titulaire d'un doctorat en biologie marine de l'Université de Brest et a travaillé auparavant pour les services environnementaux et d'intervention d'urgence de l'organisation française de recherche sur les rejets d'hydrocarbures CEDRE pendant 6 ans. Durant cette période, il a assumé les fonctions de conseiller technique au nom du gouvernement français dans le cadre d'un certain nombre de déversements pétroliers, y compris ceux d'ERIKA (1999) et du PRESTIGE (2002). Dr. Laruelle a rejoint l'ITOPF en 2006 et occupe depuis le rôle de conseiller technique lors d'incidents maritimes à l'échelle mondiale. Il a participé à un certain nombre d'incidents impliquant des pétroliers, et notamment les principaux dossiers des Fonds internationaux d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (FIPOI) de ces dix dernières années comme SOLAR 1 aux Philippines (2006) et HEBEI SPIRIT en Corée du Sud (2007), ainsi que les incidents impliquant des déversements en provenance d'autres types de bâtiments. Au sein de l'ITOPF, il mène le groupe de travail HNS et a été promu chef d'équipe technique en janvier 2010.



M. Simon Rickaby, Directeur général

Simon Rickaby, Braemar Howells Ltd., possède une riche expérience dans le domaine de l'intervention en cas de rejets d'hydrocarbures et de substances dangereuses au Royaume-Uni et à l'étranger. Directeur chargé de la Division environnement de Braemar Shipping Services plc, il est aussi directeur général de Braemar Howells Ltd. Il est inscrit par ailleurs comme euro ingénieur, ingénieur agréé et ingénieur en mécanique navale agréé, associé de l'Institut de mécanique navale, de science et de technologie et associé du Chartered Management Institute (Institut d'experts en gestion). Il a été nommé On Scene Commander (commandant sur place), Marine Casualty Officer (officier chargé des victimes en milieu marin) et SOSREP REP par le gouvernement britannique dans le cadre de divers incidents maritimes offshore et au sein de l'unité de contrôle des sauvetages chargée des incidents de pollution et des sauvetages. M. Rickaby a participé à l'examen et à la reformulation du plan d'urgence national du Royaume-Uni en 1998 et 2004.



Mlle Oyenike Okoewo, Chef de service de soutien

Oyenike Okoewo est environnementaliste et spécialiste de la gestion de déchets. Elle dispose d'une connaissance industrielle et technique étendue des questions environnementales et réglementaires, plus particulièrement sur la pollution et les activités de gestion et de suivi dans ce domaine. Elle possède une licence en sciences (BSc) en biologie marine de l'université de Lagos Akoka, Yaba, Nigéria, ainsi qu'une maîtrise (MSc) en sciences de l'environnement, pollution, et suivi de l'université Brunel, Uxbridge, Royaume-Uni. Comme conseillère en gestion de déchets pour la société Hyder Consulting (UK) Limited, elle a élaboré et mis en œuvre des programmes de gestion des déchets pour diverses collectivités britanniques, aidant des municipalités à atteindre leurs objectifs de prévention et de recyclage de déchets, et de non recours aux sites d'enfouissement. Elle est actuellement responsable du service de soutien central chez African Circle Pollution Management Ltd., l'opérateur des installations de réception portuaire au Nigéria, chargée des systèmes de protection environnementale et de gestion des déchets de cette entreprise.



Mme Saskia Sessions, Conseillère technique en chef

Mlle Saskia Sessions est diplômée en science marine et possède une longue expérience de la planification et de l'intervention dans le cadre des rejets d'hydrocarbures, acquise au poste de consultante auprès de l'industrie pétrolière pour Oil Spill Response et de chef de projet au sein de l'Agence de sécurité maritime européenne à Lisbonne, qu'elle occupait précédemment. Originnaire du Royaume-Uni, Saskia a rejoint Sea Alarm en qualité de conseillère technique en chef en 2009.



Mme Venessa Strauss, Directrice

Mlle Venessa Strauss possède une riche expérience dans le domaine des interventions en faveur de la faune mazoutée, et son expérience de terrain acquise au cours de déversements lui fait occuper, avec un groupe restreint d'autres personnes, une position unique à l'échelle internationale. Forte de 10 ans d'expérience dans le perfectionnement des techniques de réadaptation des oiseaux marins et des protocoles fondés sur son travail avec les oiseaux victimes chroniques du mazoutage, ainsi que dans la planification, la direction et l'intervention des équipes, elle prend régulièrement la parole lors des conférences sur la faune mazoutée et collabore avec des chercheurs à des recherches appliquées. Bénéficiant d'une formation de vétérinaire, elle occupe actuellement la tête de la SANCCOB (Fondation d'Afrique australe pour la conservation des oiseaux côtiers), basée au Cap, en Afrique du Sud.



M. Tavares Rodrigues, Superviseur HES, intervention d'urgence

M. Tavares Rodrigues a travaillé pour Chevron Angola depuis 1992, notamment en qualité d'ingénieur de la prévention des pertes jusqu'en 1999. Sa principale tâche consistait en la formulation de procédures/pratiques de travail sûres pour minimiser, voire éliminer les incidents. M. Tavares est titulaire de diplômes en biochimie et sciences de la sûreté de l'Université de Kharkov (ex-Union soviétique) et de l'Université de l'Indiana de Pennsylvanie (États-Unis d'Amérique). Il occupe son poste actuel depuis 2004 dans lequel il est chargé de gérer les questions d'intervention d'urgence de la société. Son travail est avant tout axé sur la formulation des procédures visant à faire face aux urgences potentielles auxquelles la société pourrait être confrontée. Il travaille en étroite collaboration avec les sociétés du secteur pour aborder les questions d'intérêt commun avec les agences publiques. En outre, il est responsable de la coordination des séances de formation en matière d'interventions d'urgence adéquates au profit de la main d'œuvre et de la direction.



Mme Valérie Quiniou, Directrice du département des technologies de prospection pour la géophysique, la géotechnique, l'océano-météo et la géomatique appliquées au développement et aux opérations

Mlle Valérie Quiniou est une ingénieure diplômée française de l'École Polytechnique (1992-95) et de l'École Nationale Supérieure de Techniques Avancées (ENSTA, 1995-97). Elle a obtenu son diplôme d'architecte naval en 1997 et a commencé à travailler dans l'architecture navale et l'hydrodynamique appliquées à l'industrie pétrolière et gazière pour Bouygues Offshore (désormais SAIPEM) de 1996 à 1999, puis auprès de Noble Denton à Londres en 2000-2001. Elle a rejoint Total à Paris en 2002 en qualité de conseillère océano-météo, ayant pour mission principale de combler l'écart séparant les clients internes : architectes navals, concepteurs d'amarrage et de colonnes montantes, foreurs, etc., et les experts en océanographie et météorologie. Depuis octobre 2010, elle est à la tête du département des technologies de prospection pour la géophysique, la géotechnique, l'océano-météo et la géomatique appliquées au développement et aux opérations. Elle est membre du Comité d'océano-météo de l'Association internationale des producteurs de gaz et de pétrole.



M. Rémi Estival, Ingénieur de réseaux

M. Rémi Estival est titulaire d'une maîtrise en mécanique de l'Université de Versailles (2006) et finalise à l'heure actuelle un doctorat en acoustique et intelligence artificielle à l'Université de Toulon. De 2007 à 2010, il a travaillé sur les boucles souterraines de détection pour CGGVERITAS en tant qu'ingénieur de recherche. En octobre 2010, il a été employé par TOTAL grâce à une bourse internationale, et il travaille à l'heure actuelle sur un projet consacré à la collecte en temps réel et l'archivage des données océanographiques et météorologiques depuis les plateformes de TOTAL dans le golfe de Guinée. Il est basé au Cap, où il coopère avec l'ICEMASA et l'Université du Cap.



M. Laurent Cazes, Chef du service environnement, Reporting-Projet-Loi

Toxicologue / Écotoxicologue de formation, Laurent CAZES travaille chez TOTAL depuis environ neuf ans. Affecté en premier lieu au siège d'E&P à Pau, il est depuis mai 2011 à TOTAL E&P ANGOLA où il est chef du service Environnement Reporting-Projet-Loi. En tant qu'expert du siège de TOTAL E&P, il lui a été confié la charge et la supervision de tous les aspects suivants au nom de l'ensemble des sociétés affiliées de TOTAL E&P : études d'impact sur l'environnement, études de modélisation des rejets offshore, gestion des produits chimiques et détection des émissions atmosphériques.



M. Romain Chancerel, Chef de projet

Titulaire d'un mastère en ingénierie en environnement côtier de l'Université de Southampton obtenu en 2008, M. Romain Chancerel a passé deux ans au Centre de la Mer de Biarritz en tant que chef de projet, travaillant sur un programme financé par l'UE en faveur de la gestion des risques côtiers. Parmi d'autres fonctions, il a été chargé d'organiser des séminaires et des ateliers afin de développer une coopération technique dans le domaine de la gestion des côtes. En septembre 2010, Romain a rejoint la société Oil Spill Response à Southampton, où il a suivi avec succès un programme de formation de trois mois pour devenir spécialiste des interventions en cas de rejets d'hydrocarbures. En mars 2011, la gestion du projet GI WACAF lui a été confiée, et il travaille désormais en coopération avec les secteurs privé et public pour renforcer les capacités d'intervention en cas de rejets d'hydrocarbures de l'Afrique occidentale, centrale et australe.



M. Antoine Blonce, Consultant Projet

M. Antoine Blonce est un ingénieur en environnement français diplômé de l'École d'Ingénieurs de l'environnement de Grenoble (Ense3). Il a travaillé en tant qu'ingénieur géotechnique offshore pour Fugro Engineers BV aux Pays-Bas de 2007 à 2008 avant de rejoindre Fugro GeoConsulting Ltd au Royaume-Uni en tant qu'ingénieur de projet en 2009, menant des études d'exploration des fonds marins sur des navires de forage au large de pays comme l'Australie, l'Égypte ou encore l'Arabie saoudite. Depuis 2010, il travaille à la Division Environnement marin de l'OMI à Londres en détachement du gouvernement français et de Total, affecté au projet GI WACAF, et il soutient l'OMI et l'APIECA dans la mise en œuvre de la Convention internationale sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (OPRC) 1990 en Afrique occidentale, centrale et australe.





GIWACAF

www.giwacaf.org



Annexe 2. Liste des Participants - Delegates

	NOM DU PARTICIPANT	ORGANISATION	POSITION	PAYS	ADRESSE E-MAIL	NO. TELEPHONE
1.	DJERI-SAMARI ESSOFA	SEA PORT LOME-TOGO	SUPERVISOR MAR.POL SEA PORT LOME	TOGO	essofadjerisamari@yahoo.co.fr	+22890281575
2.	JUAN de DIOS NZANG MANGUE	M.P.Y.N.A.	JEFE DE SESSION	GUINEA EQUATORIAL	juandediosnzang@yahoo.g	+24022225189 6
3.	GBAGUIDI A.N. MAGLOIRE	UREEQ/EPAC/UAC	CHERCHEUR	BENIN	gbinag@yahoo.fr	+22996560630 +22990941909
4.	SAMUEL W.D. WESLEY	EPA	DIRECTOR FOCAL POINT GIWACAF	LIBERIA	swdw45@yahoo.com	+231- 777037265
5.	MANUEL FERNAU des do ROSARIO	DIR. GENE.DE L'ENVIR.	THECNICIEN POINT FOCAL GI- WACAF	SAOTOME ET PRINCIPE	manrosario2000@yahoo.com.br manrosario@hotmail.com	(239)9911266
6.	FRANCK LARUELLE	ITOPF	TECHNICAL TEAM MANAGER	UK	francklavuelle@itopf.com	+44207566699 9
7.	SASKIA SESSIONS	SEA ALARM	SENIOR TECHNICAL ADVISER	BELGIUM	saskia@sea-alarm.org	+32499624772
8.	RICHARD SANTNER	BP.GIWACAF CHAIR	SENIOR ADVISOR SP	UK	richard.santner@uk.bp.com	+44193276747 4

9.	MICHAEL LUGUJE	IMO	REGIONAL CORDINATOR FOR WCA	GHANA OFFICE	mluguje@imo.org	+23324414- 5644
10.	VALENTIN TCHIBOTA. GONA	GOVERNMENT HYDROCARBURS	DIRECTEUR RATTACHE	CONGO	valentchibota@yahoo.fr	002420666788 60
11.	LIA FRANCISCO DOS PRAZURES NETO SOUSA	MINISTERIO DA AGRICULTURAIE PESCAS (INIP)	RESEARCH ASSISTANT	ANGOLA	liasousaneto@yahoo.com.br	+24492360861 0
12.	TOM COOLBAUGH	EXXON MOBIL	GI WACAF CHAIR	USA	thomas_coolbaugh@exxonmobil.com	+2155184417
13.	GBODOUGBE PIERROT	MARINE MARCHANDE	DEPUTY MDIRECTOR	BENIN	ngbodougbe@yahoo.fr	+22990903723
14.	ROSARIO LOPES JOAO	CAPE VERDE MARAD	FOCAL POINT	CAPE VERDE	rosarlobes@hotmail.com	9153142
15.	DIBI NIAGNE MARTIN	MINISTERE de ENVIRONNEMENT et de DEVELOPMENT DURABLE	S/D	COTE D'IVOIRE	dimartno@yahoo.k	+22520211183
16.	ERIC ANGU	CAMEROUN OIL TRANSPORTATION COMPANY (COT CO.)	ER COORD	CAMEROUN	eric.a.angu@exxonmobil.com	+23777713816
17.	FELIX AMARIRI	THE PRESIDENCY		NIGERIA	tamakwi@yahoo.com	08039662779
18.	ABDULKAREEM MUSA	SOPETRO MARINE LTD	GM COMMERCIAL	NIGERIA	abdulkareem@sopetromarine.com	08033050434
19.	MANUEL FGERNAN DES DO	DIN.GENG De L'ENVIR.	THECN.POINT	S. TOME	maurofario@hotmail.com	+2399911266

	ROSA'RO		FOCAL GIWACAF			
20.	SAMUEL W.D. WESLEY	EPA	DIRECTOR FOCAL POINT	LIBERIA	Swdw45@yahoo.com	+231-777037265
21.	PINEHAS AUENE	DEPUTY DIRECTOR MARINE POLLUTION CONTROL AND SAR	DMA/MWT	NAMIBIA	pauene@wtc.gov.na	+264816649188
22.	OBEN MANGA THOMPSON	COTCO CAMEROON OIL TRANSPORTATION CORP	MARINE COORDINATOR	CAMEROON	oben.mthompson@exxonmobil.com	75295234
23.	NGOBO NEDARD	MARINE MARCHANDE	COORDONNATEUR PNIU	CONGO	ngobomed@yahoo.fr	242066644090
24.	COULIBALY ALICE	SIR	RESP ENV.	COTE d'IVOIRE	alice.caulibaly@sir.ci	0022521237370
25.	G.C. OBIEFUNA	ZIKON	GM	NIGERIA	intaven97@yahoo.ca	08033747513
26.	ZAGUE ARMELLE	SHELL GABON	ENVIRONMENTAL STUDIES COORDINATOR	GABON	armelle.zague@shell.com	+24107700011
27.	AGUIYI, DAMIAN-PAUL	SHELL	7/L OIL SPILL RESPONSE	NIGERIA	jamian-paul.aguiyi@shell.com	
28.	ABILIO CALEIA	BP ANGOLA	CRISIS MANAGEMENT DEPUTY DIRECTOR	AV. 4 FEVEREIRO 197, LUANDA ANGOLA	abilio.caleia@bp.com	+244912704225
29.	OCTAVIO CABRAL	DIRECTION GENERALE	POINT FOCAL	GUINEE-BISSAU	octavio_cabral@yahoo.com.br	(+245)6732289

		DE L'ENVIRONNEMENT	GIWACAF			5288676
30.	SOULEMANE ABDEL-GANIOU	MINISTER OF ENVIRONMENT	FOCAL POINT GIWACAF	TOGO	soulevoo1@yahoo.fr	002289072071 2 +22890120712
31.	CAPT. IBRAHEEM OLUGBADE	APR – IMO	APR – IMO	NIG. HIGH COMM. LONDON	lbolugbade@yahoo.com	0207
32.	WILLIAM AZUH	IMO	HEAD, AFRICA ANGLOPHONE	IMO	wozuh@imo.org	02075873186
33.	MARTIN COSKER	BP ANGOLA	DIRECTOR EMERGENCY RESPONSE	BP ANGOLA LLUANDA	martine.cosker@bp.com	+44771770165 9
34.	VICTORIA G. PWOL	FED. MIN. OF ENVIRONMENT	CHIEF ENVIRONMENTAL SCIENTIST	NIGERIA	pwolvictoria@yahoo.com	08056611727
35.	MBOUFACK COLLINS BRUNO	MINISTRY OF ENVIRONMENT AND PROTECTION OF NATURE	PROGRAMME ASSISTANT GCLME	CAMEROON	mboufack@yahoo.fr	+23799740738
36.	ALHAJI WURROH JALLOH	SIERRA LEONE MARITIME ADMINISTRATION	EXECUTIVE DIRECTOR	SIERRA/LEONE	alhajiw@yahoo.com	+23376601378
37.	ABU BAKARR KANU	SIERRA LEONE MARITIME ADMINISTRATION	MARITIME SAFETY SUPERINTENDENT	SIERRA/LEONE	abuballant@yahoo.com	+23276730967

38.	CAMARA IBRAHIMA N'GAYE	MILIEU MARIN ENVIRONNMENT	CHIEF de SERVICE POLLUTION COTIERE	GUINEE	lbrogaye@yahoo.fr	+22464209870 +22462400398
39.	JULIO VASEOVCELOS	ENI ANGOLA	HSE MANAGER	ANGOLA	julio.vaseovcelos@com.it	+244 924068022
40.	ZILLAH BALA	ENVIRONMENT	RETAIL	NIGERIA	myterrafirma44@yahoo.com	08034536898
41.	WOOD VICTOR	SPDC	HD OF OPS DRILLING	NIGERIA	victor.wood@shell.com	08035700029
42.	PAT AGBO	SPDC	HD OIL SPILL RESPONSE	NIGERIA	pat.p.agbo@shell.com	08070320484
43.	IFEOMA UMETI	CTIEF GOS & CO	ASSOCIATE	NIGERIA	ifeomaumeti@gmail.com	07038030893
44.	FEMI FAJOLU	G.O. SODIPO & CO	PARTNER	NIGERIA	f.fajolu@gosodipo.com	08023410304
45.	MOSHOOD KAMORUDEEN ALHAJI	OCEANIC CONSULTANTS NIGERIA LTD	PROJECT ENGINEER	NIGERIA	kmoshood@camac.com	
46.	ADEWUNMI ADEGOJU	RESCUE OPERATION INTERNATIONAL	CEO	NIGERIA	Adepastor2004@yahoo.com	08062759494
47.	AKINYEMI KOLAWOLE	M.R.S OIL NIG. PLC	SHE MANAGER	NIGERIA	kkny@mrsoilmgpt.com	08033094742
48.	VENESSA STRAUSS	SANCCCB	CEO	SOUTH AFRICA	venessa@sancccb.co.za	+27823254638
49.	KOLA FALASE	LAGOS STATE ENVIRONMENTAL PROTECTION AGENCY	DIRECTOR	NIGERIA	k.falase@yahoo.com	08033053409
50.	IBRAHEEM WUMI	LAGOS STATE ENVIRONMENTAL PROTECTION AGENCY	PRINCIPAL SCIENTIFIC OFFICER	NIGERIA	Wumsie2kike@yahoo.com	08023629199

51.	OLAOLUWA TELAT SEGUN	LAGOS STATE ENVIRONMENTAL PROTECTION AGENCY	PRINCIPAL SCIENTIFIC OFFICER	NIGERIA	Ola-tofat@hotmail.com	08029246630
52.	OKEREAFOR J. U.	UNILAG	STUDENT	NIGERIA	Fantarep40d@yahoo.com	08065846559
53.	E.A. EDOZIE	NPA	AGM ENVIRONMENT	NIGERIA	eaedozie@yahoo.com	08023121636
54.	M. EKWEMELO	INTERDRILL	GENERAL MANAGER	NIGERIA	interdrillnigeria@yahoo.com	07044878219
55.	KELVIN OMIYI	NPA	SNR. ENV. OFFICER	NIGERIA	kekebert@yahoo.com	08023188520
56.	EJIZU, TOCHUKWU	VINMARTINS (NIG) LTD	MANAGING DIRECTOR	NIGERIA	unimartinsnigltd@gmail.com	07036278058
57.	K.O. HUSSEIN	NAOC	ASST. MANAGER ENVIRONMENT	NIGERIA	olanrewaju.hussein@naoe.agip.cf	08037551316
58.	MOHAMMED, S. O.	NNPC	MANAGER	NIGERIA	muhammadso@yahoo.com	08033127581
59.	GLOKPOR SYLVIA	SHELL - TOGO	OPS MANAGER	TOGO	sylvia.glokor@togosh.simis.comas_glokor@yahoo.fr	+228.90.91.11.73
60.	JOHNSON K. ADE	NDM	EXC. DIRECTOR	NIGERIA	kolaltd@yahoo.com	08037219356
61.	UCHEGBULAM ANTHONIA N.	NPA	ASST. MANAGER POLL. CONTROL	NIGERIA	uchegbulamanthonia@yahoo.com	08181222231
62.	ENGR. M.A. ABDUL-WAHAB	FMENV. ABUJA	DIRECTOR	NIGERIA	wahabson@hotmail.com	08023161948
63.	CHIEF CHIBUZOR NNUBIA	CNA	GENERAL MANAGER	NIGERIA	chi.nnubia@cnang.org chfnubia@yahoo.com	08033404705
64.	ADEKUNLE ADEMOLA	PRESIDENCY		NIGERIA	adekunle.ademola@gmail.com	07068082822
65.	AARON MONTGOMERY	OIL SPILL RESPONSE	WEST AFRICA REPRESENTATIVE	UK	aaronmontgomery@oilspillresponse.com	+447824343632
66.	ADEOLA AWOLOLA	ENVIRONMENTAL	ENVIRONMENTAL	NIGERIA	dawolola@envaccord.com	+23408038336

		ACCORD NIG LTD	SCIENTIST			725
67.	REX U. IKO	ONE GROUP	OWNOL	V/U.S.A	onegroup1@rocketmail.com	08033311001
68.	G.C. OBIEFUNA	ZIKON ENERGY LTD	GENERAL MANAGER	NIGERIA	intaven97@yahoo.ca	08033747513
69.	ELEGBELEYE O. A.	TOTAL EXP NIGERIA	MANAGER ENV.	NIGERIA	yemisi.elegbeleye@total.com	07034008922
70.	MBELE NNAEMEKA	TOTAL E&P NIG. LTD	ENV. OFFICER	NIGERIA	nnaemeka.mbele@external.total.com	
71.	ONOFUA O.I.	SPDC	HEAD REM	WARRI-NIGERIA	ignatius-onofua@shell.com	08070342988
72.	AHIAMADU NNAMDI	TOTAL	HEAD, ENV. OPS	NIGERIA PORTHARCOURT	mamdi.ahiamodu@total.com	07034048901
73.	BRUCE PILLAR	TOTAL	OSRPC	NIGERIA EKO GARDON	Robert.pillar@total.com	
74.	NUHU DAHIRU	NAOC	REMEDIAION OFFICER	NIGERIA PORTHARCOURT	Nuhu.dahiru@naoc.agip.it	08033883031
75.	NWANGUMA TIMOTHY	SPDC	REMEDIAION SUPERVISOR	NIGERIA PORTHARCOURT	Nwangumat@shell.com or tunsetche1@yahoo.com	07088288442
76.	KPOLOGRI DAVID	CHEVRON	SPIILL ADVISOR	NIGERIA	kpod@chevron.com	08057343483
77.	AGBELOGODE NAPOLEON	CHEVRON	REGULATORY AFFAIRS SPECIALIST	NIGERIA	neag@chevron.com	08033067540
78.	KEMKA AHOLU	STARZS MARINE & ENGINEERING LTD, PHC	HSE MANAGER	NIGERIA	Kemka.aholu@starzs-group.com	08033369203
79.	OTUOGBAI OLATUNJI	WILTON SERV NIG. LTD	OHSES	NIGERIA	Wiltonservices@yahoo.com	08033746967
80.	TAVAPES RORIGUES	CHEVRON	HES-ER SUPERVISOR	ANGOLA	Adafe4@chevron.com	244.92334671 4

81.	MIKE AMAKU	SHELL	HEAD OFFSHORE HSE	NIGERIA	Michael.d.amaku@shell.com	08070363068
82.	GBOLUHAM ADETUNJI	KSP OIL & GAS	OPERATIONS MANAGER	NIGERIA	mikeadetunji@ksp.com	08098803221
83.	EMMUNUEL AKPAN	CONOIL PRODUCING LIMITED	HSE MANAGER	NIGERIA	Emmanuel_akpan@conoilproducing.com	08166611784
84.	OLAITAN ADEBOYE	O.ADEBOYE & CO LEGAL PRACTITIONER	PARTNER	NIGERIA	moladeboye@yahoo.com	08035950569
85.	SHAMUSIDEEN KADIRI S.	NATIONAL IND. SAFETY COUNCIL	PARTNER	NIGERIA	Skadiri782000@yahoo.com	08120505968
86.	ANABI, MARIA-ASSUMPTA	TOTAL	ENV. OFFICER	NIGERIA	assumngo@yahoo.com	07062789036
87.	NOWA SUNNY EDIKU	CRYSTAL HALL INTER SERVICES	MANAGING DIRECTOR	NIGERIA	Crystalhall.ng@gmail.com	08027670844
88.	KOLA ADEGBENRO	KOLADEX NIG. LTD	MANAGING DIRECTOR	NIGERIA	koladltd@yahoo.com	08037219356
89.	GRACE AMADI	PAN OCEAN OIL CORPORATION	MANAGER HSE	NIGERIA	g.amadi@pocng.com	07034122360
90.	OLATUNBOSUN KEHINDE	TRANS INFINITY VENTURES	PARTNER	NIGERIA	seyolert@yahoo.co.uk	08033745203
91.	JOSEPH ADEFEMI	MORLAP SHIPPING APAPA	ADMIN EXECUTIVE	NIGERIA	josephade@yahoo.com	08104442187
92.	ISHAYA JIBRIN	ENVIRONMENT	CHIEF DEPUTY	NIGERIA		08034278064
93.	AKERELE EMMANUEL A.	BUREAU VERITAS NI. LTD	MS MARINE SURVEYOR	NIGERIA	Emmanuel.akerere@ng.bureauveritas.com	08099904417
94.	IBRAHIM SULEIMAN	CATAMORAN NIG. LTD	PROJECT MANAGER	NIGERIA	ibrahimsuleiman@catamorannig.com	08053079284

95.	DR. M.M. ZAGI	DPR	ENV. MANAGER	NIGERIA	mmzagi@yahoo.com	08065506300
96.	DAVID UDOMA-MICHAELS	DPR	DCEO	NIGERIA	davidudoma@yahoo.com	08033381856
97.	LEKAN ANLUGBUA	LEKS ENVIRONMENTAL LTD	CEO	NIGERIA	leksenvironmental@gmail.com	08097915921
98.	ADEFULE A.I.	FMENV, LAGOS	FEDERAL CONTROLLER ENV. LAGOS	NIGERIA	ai-adevule@yahoo.com	08023043979
99.	DR. A.S. YAKUBU	NIOMR	PRINCIPAL RESEARCH OFFICER	NIGERIA	demolaniomr@yahoo.com	08035653960
100.	MRS. OSHISANYA KHAPHILOH I.	NIOMR	RESEARCH OFFICER	NIGERIA	kioshisanya@yahoo.com	08052120075
101.	LANRE FAKEHINDE	CHEVRON NIG. LTD	EMERGENCY MANAGEMENT ADVISOR	NIGERIA	lanre.fakehinde@chevron.com	08055880869
102.	DOIBO ALBERTINE	ADDAX	COMPLIANCE COORDINATOR	NIGERIA	Albertine-doibo@addaxpetroleum.com	08023147570
103.	AWONUGA ADEBAYO S.B	SHELL	HEADER WEST/OFFSHORE	NIGERIA	adebayo.awonuga@shell.com	08070342613
104.	AKINMOLADUN TOBA	SHELL	GM WELLS	NIGERIA	Adebayo.awonuga@shell.com	08070342613
105.	ODUNUGA F.O	NNPC SAGAMU	SUPT. HSE	NIGERIA		08023158123
106.	MICHAEL AJIDU	MEZZANINE FUTURES LTD	DIRECTOR	NIGERIA	mezzaninefuturesltd@gmail.com	08033232014
107.	AKE OMESUN	TOTAL	HEAD OF ENV. DW	NIGERIA	Omesun.ake@total.com	08074030251
108.	ADEWUNMI BABATUNDE NURENI	FMENV	HEAD OF FUND & SERVICES G E S	NIGERIA	bnadewunmi@yahoo.com	08027567013

109.	DR. E.O. OYEWU	N.I.O.M.R	DIRECTOR	NIGERIA	Oyewo2000@yahoo.co.uk	08023434458
110.	DEBORAH MAGBECOR	UNIFACS MARKETING ING	MD/COG	NIGERIA	unifacsmarketing@yahoo.com	08085719673 07025623577
111.	CHIEF (DR) ISAAC JOLAPOMO	ISAN	CHAIRMAN	NIGERIA	nigerianshipowners@gmail.com	08035671499
112.	DAYO ADETONA	ISAN	AG. DG	NIGERIA	nigerianshipowners@gmail.com	-do-
113.	BABATUNDE OLOWOOKERE	NEMA	PPO	NIGERIA	tbotlll@yahoo.com	08052952877
114.	BENJAMIN OGHENAH	NATIONAL EMERGENCY MGT AGENCY (NEMA)	AD. PRF	NIGERIA	omobumhe@yahoo.com	08023210481
115.	ANAKO OSITA	SHELL	I.A. SME	NIGERIA	Osita.anako@shell.com	08070342093
116.	NEGOBO NEDARD	MARINE MARCHANDE	EXPERT	CONGO	ngodomed@yahoo.fa	00242.066644 090
117.	MBELE NNAEMEKA	TOTAL E&P NIG LTD	ENV. OFFICER	NIGERIA	nnameka.mbele@total.com	08035088275
118.	ODEYEMI JEREMIAH	NIGERIAN INST. OF SHIPPING	DIR	NIGERIA	Jeory452009@yahoo.com	08060340960
119.	MS OYENIKE OKEOWO	ACPML	HEAD CENTRAL SUPT.	NIGERIA	oyenike@african-circle.com	07084457183
120.	KINGSLEY OKOJIE	AFRICAN CIRCLE POLL. MGT LTD	HEAD OPERATIONS	NIGERIA		
121.	IDRIS SAMMANI K.	DPR	ENVIRONMENTAL OFFICER	NIGERIA	Sammani772002@yahoo.co.uk	
122.	ENR. JOSIAH WAKORI WASA	SEAJAMMER VESSEL MANAGEMENT LTD	ENGINEER	NIGERIA	infor@seajammer.com	
123.	ENESSI A. M.	FMOT	DD (MP)	NIGERIA		08065784804
124.	MRS. LASEKAN MODUPE-	FMOT	AD (MP)	NIGERIA		

	OLA					
125.	JOHN AKAHEIELAM	FMOT	PAO (MP)	NIGERIA	johnnyakams@yahoo.com	08061528551
126.	BENJAMIN OGHENAH	NEMA, ABUJA	ASST. DIRECTOR PRF	NIGERIA	omobumhe@yahoo.com	08023210481
127.	VALERIE QUINIOU-RAMUS	TOTAL S.A.	METOCEAN SPECIALIST	FRANCE	valerie.quiniou@total.com	+33147444483
128.	MBINA J. GILOENT AYMAID	OPRA G	CHIEF OF SAFETY DEPARTMENT	GABON	umbenito@yahoo.br	+24106116811 8
129.	DR. ALFRED T.O. OGUNSEYE	FACULTY OF TECHNOLOGY UNIVERSITY OF IBADAN	SENIOR LECTURER/ CONSULTANT	NIGERIA	alfredogunseye@yahoo.com	07040026009
130.	ENGR. M.A. ABDULWAHAB	FMEnv, ABUJA	CHIEF ENGINEER	NIGERIA	wahabson@hotmail.com	08023161948
131.	K. O. HUSSEIN	NAOE	A.M.	NIGERIA		08032551316
132.	ONOFUA O. I.	SPDC	HEAD	NIGERIA		08047034290
133.	YINKA AGIDEE	THE LOCK AND PARTNERS	OPIL SPILL PARTNER	NIGERIA	trp@hyperia.com	08033013058
134.	OBI ILOANUSI	TOTAL	GM HSE	NIGERIA	Obiefuna.iloanusi@total.com	07034130510
135.	UCHENDU, C.	NPA	MANAGER, OIL METNCE	NIGERIA	Emekauchendu02@yahoo.com	08033106013
136.	IKAKA S.P.	NPA	SNR. POLL. CO	NIGERIA	peter@yahoo.com	08037187154

137.	UCHENNA J.	TOPP INTERNATIONAL 168 AWOLONKE	DIRECTOR	NIGERIA	uche@yahoo.com	08022950394
138.	BALOGUN H. K.	NPA	ASST. MANAGER OIL MONITORING	NIGERIA		08038859725
139.	JOSIAH W. WASA	SEAJAMMER VESSEL MGT. LTD	CEO	NIGERIA	info@seajammer.com	07027753442
140.	RICHARD TATNER	BLUE PETRER CONSULTING	DIRECTOR	UK	rtatner@blue.petrelconsulting.com	07795650747
141.	EBOBOLA TSIBAH LOUIS LEANDRE	DCEPN	DG ENVIRONMENT	GABON	dgeabon@yahoo.fr	+24106233110
142.	AYMARD MBINA	GCLME	CHIEF OF SAFETY DEPT	GABON	iombenito@yahoo.fr	+24106468518
143.	JEAN-PAUL NWAMBA NYEMBO	FOCAL POINT GCLME	DIRECTOR	DR. CONGE	nyemborde@yahoo.fr	+24399781645 1
144.	SIMON OSA ADUGU	MINISTERIO DE PESCA Y MEDIO AMBIENTE	PONTO FOCAL GIWACAF	GUINEA ECUATORIAL	Osa-ladugu@yahoo.eg	+24022225354 5
145.	CHUKA UMENNE	DON HERTZLTD	ENVIRONMENTAL MANAGER	NIGERIA	chukaumenne@gmail.com	08020713979

146.	OTUOGBAI OLALTUNJI	WILTON SERVICES	QHSES	NIGERIA	wiltontservices@yahoo.com	08033746967
147.	ONYEMELOKWE CHINEDU ANTHONY	NIGERIA INSTITUTE OF SHIPPING	SENIOR OFFICER	NIGERIA	tonywhiteruleone@yahoo.com	08032310447
148.	AUGUSTINE NDUM	NATIONAL HYDROCARBONS CORPORATION – S.N.H.	SP/CPSP	CAMEROON	augustine-ndum@snh.cm	327.22209860
149.	CHRISTION FRANCK NSOM	NATIONAL HYDROCARBONS CORPORATION – S.N.H	CPSP	CAMEROON	cfnsom@yahoo.fr	(237)22.20.98.64 77.50.64.81
150.	PHILIPPE TONGA	NATIONAL HYDROCARBONS CORPORATION	DPR	CAMEROUN	Fr-tonga@yahoo.fr	237.77.74.24.78
151.	KOJO AGBENOR-EFUNAM	ENVIRONMENTAL PROTECTION AGENCY	DEPUTY DIRECTOR	GHANA	weamakloe@epaghana.org	+23330266469718
152.	HELENA DA CONCEICAD DOS SANTOS ANDNE	MINPET	HEAD OF ENVIRONMENTAL DEPARTMENT	ANGOLA	Helena.andne.gov.oo	00244926506901
153.	BABACAR B.A.	HASSHAR	DIRECTEUR	SENEGAL	babacarb@yahoo.com	2217575298602

Annexe 3. Liste des Participants - NIMASA

	NOM DU PARTICIPANT	ORGANISATION	POSITION	PAYS	ADRESSE E-MAIL	NO. TELEPHONE
1.	Z. P. AKPOBLOKEMI	NIMASA	DG/CEO	NIGERIA		
2.	M.E. EGBADON	NIMASA	SEC/LA	NIGERIA	matthewgbeny@yahoo.com	080253352744
3.	DR. PRESSY P. JOMBO	NIMASA	SA-DG	NIGERIA	pressyjombo@yahoo.com	08165114950
4.	J.A. GUNWA (MRS)	NIMASA	DMEM	NIGERIA	juliegunwa@yahoo.com	08060364214
5.	S. N. ASAGWARA (MRS)	NIMASA	DD MEM	NIGERIA	snasagwara@hotmail.com	08023052253
6.	LABI E. H.	NIMASA	DRPMS	NIGERIA	easton.liti@nimasa.you.in	07055792990
7.	EHELIBE F. (DR)	NIMASA	DDHS	NIGERIA	frank-echlibe@yahoo.com	08033271446
8.	BULAMA J.A.	NIMASA	DSD	NIGERIA	jarmaagi@yahoo.co	07055792911
9.	M. B. OBI (MRS)	NIMASA	DDLS	NIGERIA		08037044990
10.	A.A.OYEDEJI	NIMASA	DDTK	NIGERIA`	aabbeyakde@yahoo.com	08033016148
11.	NKWOCHA RITA	NIMASA	DDPR	NIGERIA	robbie200@yahoo.com	08188516121
12.	M. B. ADEWALE	NIMASA	DDMSSS	NIGERIA`	tuncheelarle2002@yahoo.com	08098240956S
13.	LAM TUMAKA	NIMASA	DDPR	NIGERIA	lamtumaka bass@yahoo.com	08033075070
14.	S.A. ABDULSALAM	NIMASA	DROS	NIGERIA	abrulsalamsulaman@nimasa.govng	08033237463
15.	M.K.SHEHU	NIMASA	AG.DIRECTOR	NIGERIA	mkshehu@gmail.com	08033155040
16.	RICHARD OWOLABI	NIMASA	AG.DMSSS	NIGERIA	richowolabi@yahoo.com	08037273020
17.	DR.(MRS.) FELICIA CHINWE MOGO	NIMASA	ADMEM(PC)	NIGERIA	felichimogo@yahoo.com	08033157989
18.	HEAKY DIMOWO	NIMASA	ADLS	NIGERIA	hidimon@yahoo.com	08023771424
19.	HARUWA A. ZAILANI	NIMASA	CMEMO (PP)	NIGERIA	Hanuna zailani@yahoo.com	08033242242
20.	MADUEKWE C. HYACINTH	NIMASA	CMEMO(PP)	NIGERIA	hymaduc@yahoo.com	08033077125
21.	NZEKWE JANE	NIMASA	CMSD (E&C)	NIGERIA	uchejiene7@yahoo.com	07064188921
22.	GLORIA ADAUGO ANYASODO-ARIOLE	NIMASA	CRO	NIGERIA	ganyasodo@yahoo.com	07032515772
23.	MRS. OKORIGBA U. M.	NIMASA	CMEMO(PP)	NIGERIA	ufuokorigba@yahoo.com	08033071101
24.	MRS. CATHERINE CHINYERE NWUBA	NIMASA	CMEMO(PC)	NIGERIA	katenwuba@yahoo.com	07064188942

25.	MRS. REGINA A. ABBAH	NIMASA	CMEMO	NIGERIA	reginaagada@yahoo.com	07064180981
26.	ANNA E. AKPAN (MRS)	NIMASA	CMSO (G.A.)	NIGERIA	annaakpan@yahoo.com	08023056494
27.	DR (MRS) OMA P. OFODILE	NIMASA	CMEMO(PC)	NIGERIA	omaofodile@yahoo.com	08023897888
28.	DR. I.C.E. EZE-OHAKA	NIMASA	CMEMO(PC)	NIGERIA	icefirm@yahoo.co.uk	08037761571
29.	EMMANUEL A. IDONIJE	NIMASA	CMEMO	NIGERIA	Emadaniels_2005@yahoo.com	08055162234
30.	KABIRU DISO	NIMASA	CMEMO(PP)	NIGERIA	kabirado101@yahoo.com	08037015129
31.	FRANCIS I. ODUKUYE	NIMASA	CMEMO(PC)	NIGERIA	fodukuye@hotmail.com	08039695636
32.	UMAR BUBA	NIMASA	CMEMO	NIGERIA		
33.	DR. MADUKA J.O.	NIMASA	CSDO	NIGERIA	ozilijuehope@yehoo.com	08037640017
34.	LAOZE AFOLABI	NIMASA	CSDO	NIGERIA	laezie@yahoo.com	0803331737
35.	M.M.HAMMAN	NIMASA	CCO	NIGERIA		08033164669
36.	CARPENTER A.	NIMASA	CMSO	NIGERIA	glocphanmer62@yahoo.co.uk	08037050786
37.	W. ELYE-ABILI	NIMASA	CPO	NIGERIA		08023123763
38.	KUNLE K.	NIMASA	CARR	NIGERIA	adekunlekanim@yahoo.com	08185791723
39.	NATHANIEL S	NIMASA	CIA(R)	NIGERIA		08033085273
40.	CAPT AINA	NIMASA	CMGC	NIGERIA		08057382459
41.	CDR OLADIPO	NIMASA	HHSS	NIGERIA	oladipofahad@yahoo.com	07055787163
42.	AHMED ABARI	NIMASA	PMEMO(PP)	NIGERIA	ahemd-abari@yahoo.com	08064925598
43.	USMAN SIRAJ	NIMASA	PMEMO	NIGERIA	usmansiraj200@yahoo.com	08036089010
44.	DANIEL KAJO	NIMASA	PPRO	NIGERIA	Kajo.daniel@yahoo.com	08034477009
45.	EYOANWAN BASSEY	NIMASA	PRO II	NIGERIA	eyoanwanby@yahoo.com	0806449696
46.	YAKUBU ZAILANI	NIMASA	PAO	NIGERIA		08036023210
47.	EZEH CHIDI .F	NIMASA	PAO	NIGERIA	Franchez02@yahoo.com	08034757949
48.	KABIRU BELLO	NIMASA	PMEMO(PC)	NIGERIA	kabzingo09@gmail.com	08055066788
49.	BASHIM ABDULRAHIM	NIMASA	PMEMO(PC)	NIGERIA	bashiraraf@yahoo.com	08033133468
50.	DOYAH-TIEMO POWELA	NIMASA	PLO	NIGERIA		
51.	BYRON-SOLOMON PEACE	NIMASA	SMEMO(PC)	NIGERIA	greenprotection03@yahoo.com	08060957788
52.	GBESIMI OLUCH	NIMASA	SMEMO	NIGERIA	plubesimi@yahoo.com	0803293914
53.	ADEWOGA OLAYINKA (MRS.)	NIMASA	SMEMO	NIGERIA	adewogaolayinka@yahoo.com	08160601002
54.	ADAMU DANKURA	NIMASA	SMEMO	NIGERIA	Encr.dankur@yahoo.com	

55.	RABU JIBIRLA	NIMASA	SMEMO	NIGERIA	jibrab@yahoo.com	07062724334
56.	BRAMOH KAREEM	NIMASA	SMEMO	NIGERIA	kareembraimoh@yahoo.com	08055216093
57.	MILDRED ANYANWU.	NIMASA	SMEMO	NIGERIA		
58.	ORUPABO EDWARD SOIBIFAA (MRS.)	NIMASA	SMEMO	NIGERIA	soibiedwand@yahoo.com	08037590938
59.	SHUAIBU SANUSI	NIMASA	SMEMO	NIGERIA	beitasanusi@yahoo.com	0803365449
60.	IBEKWE SUSAN C.	NIMASA	SMEMO	NIGERIA	chedbest@yahoo.com	08060031314
61.	ADENAKE OMOTUNDE	NIMASA	SMEMO	NIGERIA	sweetden.2001@yahoo.com	08054027271
62.	ORUPABO E SOIBIFAA	NIMASA	SMEMO	NIGERIA	soibiedward@yahoo.com	08037590938
63.	UGBAH MARGARET C.	NIMASA	SNR. SEC	NIGERIA	ugbahm@yahoo.com	08035534252
64.	NDUKWE AGNES A.	NIMASA	SNR. SEC	NIGERIA	agnob4honor@yahoo.com	08023376291
65.	NELSON SUNDAY	NIMASA	MEMO I	NIGERIA	neolee2002@yahoo.com	0803667140
66.	EPHRAIM A. IDOKO	NIMASA	MEMO I	NIGERIA	halaadolf@yahoo.com	07038753511
67.	AFAM NWOBI	NIMASA	MEMO I	NIGERIA	faamgz@yahoo.com	08056165733
68.	AYO FATUBARIN	NIMASA	MEMO I	NIGERIA	haryourfat@yahoo.com	08055840044
69.	LONGE ADEBAYA A.	NIMASA	MEMO I	NIGERIA	baynoch2001@yahoo.com	08036736210
70.	EJIMOGU OKWUDILI	NIMASA	MEMO I	NIGERIA	Okwudili.ejimogu@yahoo.com	08037643043
71.	JOMBO BOLOUBO	NIMASA	MEMO I	NIGERIA	boloubosumthing@yahoo.com	08069209351
72.	NAJJASHI B. DANBATT	NIMASA	MEMO I	NIGERIA	najittd@yahoo.com	08029651001
73.	LAZARUS OGADINMA	NIMASA	MEMO I	NIGERIA	ogadinmehazars@yahoo.co	08035515713
74.	ASHIYZE VICTOR	NIMASA	MGC I	NIGERIA	vicashine@yahoo.com	08023178452
75.	NONSO NGBAKOGO	NIMASA	MGC I	NIGERIA	nonsongbakobo@yahoo.com	08161341654
76.	OKOHO EPHRAM ADAM	NIMASA	MEMO II	NIGERIA	nenephrram@yahoo.com	
77.	EJEMAI OLUWASEUN	NIMASA	MEMO II	NIGERIA	seunly@yahoo.com	08036962377
78.	AMINA BADAMSI	NIMASA	MEMO II	NIGERIA	aminangel9@yahoo.com	08036099771
79.	FILANI OLUREMI T.	NIMASA	MEMO II	NIGERIA	rem_filani@yahoo.com	08055614225
80.	OKONKWO STELLA	NIMASA	MEMO II	NIGERIA	stellameka2003@yahoo.com	08037230969
81.	GAD SULEI	NIMASA	MEMO II	NIGERIA	lauluneya@yahoo.com	0802715097
82.	SARATU INUIOK	NIMASA	MEMO II	NIGERIA	samnhatst@yahoo.com	08034922402
83.	ATANDA.N.K.	NIMASA	MEMO II	NIGERIA	harkymoi@gmail.com	

84	ILLOH ALERANDER NWABUEZE	NIMASA	MEMO II	NIGERIA	aleranderilloh@yahoo.couk	
85	IDRIS YETUNDE A.	NIMASA	MEMO II	NIGERIA	cutedbn@yahoo.com	07033121387
86	MBA AKUDO CHRINAE	NIMASA	MEMO II	NIGERIA	kudoa299@yahoo.com	08034032669
87	MIKE-EJEZIE IKEMEFUNA	NIMASA	MEMO II	NIGERIA	lkem4real_ng@yahoo.com	08067653961
88	JEZZY ADAGBON	NIMASA	MEMO II	NIGERIA		08035744312
89	ONWUZURUOHA UCHE	NIMASA		NIGERIA	onwuzuruohauche@yahoo.com	08037932148
90	AMIAKU JESSICA	NIMASA	COPPER	NIGERIA	jessicaaniaku@yahoo.com	07034440021
91	UDEJI UCHENNA V.	NIMASA	NYSC	NIGERIA	uvivian@yahoo.com	08063551470
92	FELIX AMAKIRI	THE PRESIDENCY		NIGERIA		08039662779
93	CHIOZE ESE RUTH	NIMASA	USHER	NIGERIA	ehiojeese@yahoo.com	08050303907
94	ESOM JENIPHER CHIOMA	NIMASA	TRANEE	NIGERIA		08066600873
95	OJEAGA CLEMENTINA	NIMASA		NIGERIA	daudutina@yahoo.com	07035358483

Annexe 4. Liste des Participants - NOSDRA

S/N	NOM DU PARTICIPANT	ORGANISATION	POSITION	PAYS	ADRESSE E- MAIL	NO. TELEPHONE
1.	HAJIA HADIZA MAILAFIA	ENVIRONMENT	HONOURABLE MINISTER	NIGERIA		
2.	SIR. PETER C. IDABOR	NOSDRA	DG/CEO	NIGERIA	peteridab@yahoo.com	08033384576
3.	IDRIS OLUBOLA MUSA	NOSDRA	DIRECTOR	"	iomusa2003@yahoo.com	08033153547
4.	ABE OLUFEMI	"	DIRECTOR	"	phemy_abbey@yahoo.com	08023307481
5.	OYEKANMI G.	"	DIRECTOR	"		08035871289
6.	OKWECHIME. U.H.	"	DIRECTOR	ABUJA NIGERIA	uchendio@yahoo.com	
7.	OLUYINKA OKUNUBI	NOSDRA LAGOS	D/DIRECTOR	"	cokunubi@yahoo.com	08023136998
8.	GIDADI D. A.	NOSDRA	D/DIRECTOR	"	dagidadi@yahoo.com	08036138408
9.	UGBE SIMON ULAKO	"	D/D (ACCTS)	"	Ugbe58@yahoo.com	08061653519
10.	AKINDELE B. O.	"	D/DIRECTOR	"	Bunmi.akindele20w@yahoo.com	
11.	UWEL GODWIN UKAM	"	DD ADMIN	"	uwensu@yahoo.com	08037106842
12.	MRS. BOLA LAMBE - OGUNDEJI	"	D/DIRECTOR	ABUJA NIGERIA	bolamax@yahoo.com	08033736611
13.	IRO T. K.	"	D/DIRECTOR	NIGERIA	ahmedtyjam@yahoo.com	08033080596
14.	ADEYINKA M.ADEWUNMI	NOSDRA	ASST. DIRECTOR	PORTHARCOURT	Wunmimadeyinka@yahoo.com	08033528753
15.	JOSEPH TUNDE AJAYI	"	ASST. DIRECTOR	NIGERIA	Tunde444joe@yahoo.com	08033032470
16.	HENSHAW OGUBIKE	"	ASST. DIRECTOR	"	ogbikehew@yahoo.com	08037037919
17.	MR. OBANEWA D.	"	ASST. DIRECTOR	"		08023198497
18.	MR. FELIX UKEH	"	SA- DG	"		
19.	EKAETE O. UTUK	"	SES (PPAR)	"	ekautuk@yahoo.com	08029538339
20.	JOHN LAHU	"	AD (OFA)	"	johnlahu@yahoo.com	07038335600
21.	ADESIDAIMD	"	AD LAGOS	"	oadesida@yahoo.com	08033161855
22.	ALIYO S. RIWGIM	"	AD (SUPPLY)	"	aliydRiwgim@yahoo.com	08023507073
23.	DOGWON MARIA	"	ADMIN	ABUJA NIGERIA	Mariadongo682002@yahoo.com	08033140534
24.	DANIEL OKORMU	"	ACES	"	Dan.shdon@yahoo.com	08022230878
25.	NWAZIRI OGOCHUKWU	"	ST	"	Og41fy@yahoo.com	08063802128
26.	SUNDAY AJANERE	"	"	"		0703874988
27.	OLAGUNJU TOYIN	"	"	"		08075771416
28.	IBRAHIM SHAHU	"	"	"		08028277077

29.	MOHAMMED GUMSURI	“	ENVIRONMENTAL SCIENTIST	“	Gumsuri_11@yahoo.com	08033090100
30.	IRVINE OBOT	“	ZONAL HEAD	UYO- NIGERIA	Irvial_obot@yahoo.com	08034417546
31.	MARYAM SHETTU	“	ENV. SCIENTIST 1	NIGERIA	Maryamshetu1004@yahoo.com	08033115297
32.	MUSA SHARIPAT	“	EXECUTIVE OFFICER	“	Farsakm1718@yahoo.com	08055194831
33.	ANYHONY OKOLO	“	S.A-TO D.G.	“	aceokolo@yahoo.com	07028555627
34.	ONWUEMEUE P. UGO	“	C.P.O	“	Jenny4965@yahoo.com	08069301640
35.	CHIVELH VIVAN K.	“	HLO	“	Cuhieviva@yahoo.com	08032735929
36.	ONYENWEREIHEYA GLADYS	“	ES II	ABUJA NIGERIA	gladonya@yahoo.com	08064090245
37.	ALAKA CLEMENT A.	“	CO 1	NIGERIA	Clement_Alaka@YAHOO.COM	08041631838 07031158485
38.	IBISARNI BOSE	”	AEO	ABUJA	obibisanmi@yahoo.com	
39.	EDET TIOROBONG	“	PO	ABUJA	Immama2k2@yahoo.com.	
40.	PSHAOLU MARY	“	USHER (ES II)	ABUJA	Lhosin_25@yahoo.com	08067249513
41.	ONYEMUE CHUBUIKE	“	ES II	NIGERIA	Chifranjan@yahoo.com	08098441470
42.	UCHEOMA UGU	“	SES	“	wincy-dan@yahoo.com	07033199424
43.	ITOCHO A. DAVID	“	EO(GO)	“	itochodan@yahoo.com	08054762117
44.	SULE YAKUBU O.	“	PA (DG)	“	Suleyakubu@rocketmail.com	080359564403
45.	FATUNLA M. C.	“	LAB. TECH 1	“	nilan549lony@yahoo.com	08028358522
46.	FAWEHINMI G. D.	“	ENV. SC. 1 ES1	“	fawedan@yahoo.com	08023218535
47.	YEWANDE OBAYELU	“	NYSC	“	yobayelu@gmael.com	08162377913
48.	AJIDELOA SUM H.	“	ECO (ACCT)	“		08075508900
49.	ANAT BANKOLE	“	ES 1	“	bukibank@yahoo.com.uk	08023168870
50.	OJO OLUTUNDE	“	LO 1	“	ojolutunde@yahoo.com	08035027130
51.	EKANEM IME	“	ZONAL HEAD AKURE	“		
52.	MR. UDEH S. A.	“	ACPO	“	shayaant@yahoo.com	07023089632
53.	ONILEAVE BUKOLA	“	ADMIN OFFICER	“	bukester77200@yahoo.com	07055177724
54.	NWEBO JULIET	“	ADMIN OFFICER	“	Julietnavebo@yahoo.com	08060791518
55.	IME A.EKANEM	“	ZONAL HEAD AKURE	“	ekanemimecat@yahoo.com	08064370070
56.	OGIENAGBOH SULEMAN	“	HEO STORES	“	ogsulemam@yahoo.com	08033275781
57.	AYEIOMOBI JOSIAH	“	STO	“	ajettondon_4u@yahoo.com	08034763666
58.	AGBAJI O.GRACE	“	USHER	“	bukkyagbaje@yahoo.com	08055544189
59.	CHIEDU AMAKA	“	USHER	“	acessmaku2@yahoo.com	08066277978
60.	MBANEPO OLISA	“	ES 11	“	maildelmanuel@yahoo.com	08035486899
61.	BALOGUN O. Y.	“	ES 11	“	seunfoanbalogun@yahoo.com	

62.	HENRY ETUK	"	CA (AUDIT)	"	abehnig@yahoo.com	08059657817
63.	KOTILA CHRISTOPHER SEUN	"	ES 11	"	facavills@yahoo.com	08032465139
64.	ISA YUNUSA CHEDI	"	ACEA HEAD KADUNA	"	lsachedi2010@yahoo.com	08028280120
65.	BABATUNDE S.PAUL	"	ACCOUNTANT	"	paulunosdra@yahoo.com	08062388709
66.	AKINLAWON OLUFEMI	"	ACCOUNT DEPT.	"	akunlawonfemi@yahoo.com	08063340614
67.	ADENIYI S. J.	"	ES 1	"	dngsteplem@yahoo.com	08058995022
68.	E.S. AKINWALE	"	PRESS UNIT	NIGERIA	gadlak@yahoo.com	08032402396
69.	TINDE ASHAOLU MARY	"		NIGERIA	galat@ymail.com	08032402396

Annexe 5. Discours de bienvenue du Directeur Général de NIMASA, Mr. Ziakede Patrick Akpobolokemi

The Honourable Minister of Transport,
The Honourable Minister of Environment,
The Permanent Secretary, FMOT,
The Chief Executives here present,
The Representatives of the IMO,
The Representatives of IPIECA,
The Representatives of the Participating Countries,
The Representatives of Government Ministries & Parastatals,
The Representatives of the Oil Companies,
Management Staff of NIMASA,
Management Staff of NOSDRA,
Distinguished Participants,

I have the great honour and pleasure to welcome you all to this very important occasion of the Global Initiative for West and Central Africa (GI-WACAF) Regional Conference and workshop on oil spill preparedness and response being hosted in Nigeria.

The conference is being organized within the Integrated Technical Cooperation programme of the International Maritime Organization (IMO) in cooperation with the International Petroleum Industry Environmental Conservation Association (IPIECA) and facilitated by the Nigerian Maritime Administration and Safety Agency (NIMASA) and National Oil Spill Detection and Response Agency (NOSDRA).

On behalf of the Federal Government of Nigeria and the Honorable Minister of Transport, I am particularly delighted to welcome the representatives of the International Maritime Organization (IMO), the International Petroleum Industry Environmental Conservation Association (IPIECA), experts from the Government Agencies, Oil Industries and other relevant organizations to this fourth biennial event, organised under the Global Initiative project for West and Central Africa (GI WACAF).

The purpose of the GIWACAF project as you may be aware is to enhance the capacity of the twenty-two countries in the WACAF region to prepare for and response to marine oil spills through the promotion of public/private partnerships whereby oil industries and the relevant national authorities work together.

The Regional GIWACAF Conference is the premier Conference in West, Central and Southern Africa in the field of oil spill response and musters delegates from the 22 countries of West, Central and Southern Africa, as well as experts from both private and public sectors to share ideas and to discuss the development of spill response capabilities in the region on the International Convention on Oil Pollution Preparedness, Response and Co-operation (OPRC'90) Convention and its implementation.

The specific objectives of this conference are to present the progresses made by both public and private sectors in the field of building spill response capabilities, and to identify priority actions for the next biennium (2012/2013). This year, the main topic is "Toward operational oil spill response in West, Central and Southern Africa".

Distinguished Ladies and Gentlemen, to ensure the preparedness of all the Member States of the West, Central and Southern African Sub-Region for the effective response to the menace of oil spill in our waters, we have responded to this special call to be here at this August gathering. Issues of pollution are transboundary so we must all continue to be proactive and to be seen to be doing the right thing to protect this fragile marine environment.

On this note, I acknowledge that the task before us as member states of the IMO and partners in the GI-WACAF project is indeed enormous, particularly in the West and Central African Sub-Region.

Our attentive participation and generous contributions at this workshop would greatly advance our drive as a region on how we can progress and better deal with issues of pollution especially on persistence oil, which are constantly being explored and transported in our waters.

I therefore graciously enjoin us all to take full advantage of this workshop and ensure that we are acquainted with the knowledge and skills to be impacted by the resource experts from IMO.

Once more, you are warmly welcome to Nigeria. I wish you all a very enjoyable stay in Lagos, the home of happy people.

I wish all of us a very fruitful deliberation.

Thank you and God bless you and God bless Nigeria.

Annexe 6. Discours par le représentant de l'OMI, Dr. Stefan Micallef, Directeur Adjoint, Division du Milieu Marin

The Honourable Minister of Transport,
The Honourable Minister of Environment,
The Permanent Secretary, FMOT,
The Chief Executives here present,
The Representatives of IPIECA,
The Representatives of the Participating Countries,
The Representatives of Government Ministries & Parastatals,
The Representatives of the Oil Companies,
Management Staff of NIMASA,
Management Staff of NOSDRA,
Distinguished Participants,

It is a privilege and honour for me to deliver this opening address on behalf of the International Maritime Organization (IMO) at this Regional Workshop and Conference organized within the framework of the IMO/IPIECA Global Initiative for West, Central and Southern Africa (GI WACAF Project). I would like to welcome you to this event on behalf of Mr. Efthimios Mitropoulos, Secretary-General of the International Maritime Organization, who sends his greetings and best wishes for a successful outcome to your deliberations over the next five days.

At this juncture, I know that all the IMO Members in the region and, indeed, the whole maritime community at large including our oil industry partners would join me in expressing our gratitude to the Government of Nigeria - in particular, the NIMASA and NOSDRA - for enabling us to bring this important regional event to the city of Lagos, which plays a key role in the regional maritime trade.

Ladies and gentlemen,

We live today in a global society supported by a global economy in which shipping plays a vital role, underpinning international commerce and providing the most cost-effective delivery mechanism for the vast majority of world trade. Oil and gas provide the lifeblood of all this economic activity – the energy that fuels the developed and, increasingly, the developing world, with demand growing exponentially. Yet, in fulfilling its role, shipping can lay claim to environmental credentials that single it out as the cleanest mode of transport and this is, in no small measure, thanks to the concerted efforts of Governments, international organizations and the industry, spearheaded, coordinated and sustained by IMO. Indeed, the Organization has relentlessly sought to ensure that all forms of pollution that may be generated by shipping operations are prevented and minimized. In so doing, it has addressed effectively the relevant recommendations of Chapter 17 of Agenda 21 and of subsequent initiatives adopted by the Millennium Summit of 2000; the 'Rio + 10 Conference of 2002'; and the World Summit of 2005, including the Millennium Development Goals. Against this backdrop is the forthcoming Rio +20 summit where the "Green economy in a Blue World" is expected to be the new mantra for world leaders and politicians alike.

Indeed, the IMO 52 conventions – and, in particular, its 21 environmental treaties – have collectively contributed to a marked reduction in ship based marine pollution and its effects, including oil spill incidents, where we have also seen a steadily decrease of major oil spills from ships over the last forty years. IMO has also long recognized the importance of comprehensive and well-rehearsed preparedness and response systems that are needed to ensure prompt action to minimize the impact of a maritime spill. The early efforts in the late 60s of the Organization following the Torrey Canyon

disaster, culminated in the fast-track development of the International Convention on Oil Pollution Preparedness, Response and Co-operation in the aftermath of Exxon Valdez in 1989. The OPRC 90, as it became known, was adopted by IMO in 1990 and was later supplemented by the OPRC-HNS Protocol of 2000 to cover hazardous and noxious substances. Both of which are today in force and both underline the importance of regional cooperation in this domain.

I should also underline that this meeting could not have been organized at a more opportune time, a few months after the adoption of the revised Emergency Protocol at the 9th Convention of the Parties (COP) to the UNEP's regional seas Abidjan Convention. The adoption of the protocol and the related arrangements map a solid and defined regional legal framework for preparedness and response to oil spills in the maritime sector and other related industries in West, Central and Southern Africa and is indeed a significant milestone for the continent, which is experiencing increased oil exploration and subsequently maritime traffic. This Protocol sits well within the salient feature of the OPRC 90 Convention since the Convention calls for the promotion of regional arrangements of this kind.

Ladies and Gentlemen,

While tremendous progress has been achieved in combating oil spills, the relentless search for new oil and gas – coupled with the search for shorter routes for their transportation is taking the shipping industry into places posing unprecedented challenges, places where “remoteness” and “hostility” can be added to the traditional safety and environmental risk factors associated with the industry, such as rough seas, adverse meteorological conditions and other dangers of working life on board ships, not least, piracy. Given the vast amounts of oil transported daily, the huge distances involved and the increasingly harsh nature of the locations from which it is extracted, the potential for accidents and resulting oil spillages is still enormous. Sometimes, disaster can strike – as witnessed by high-profile oil pollution incidents involving ships such as the Hebei Spirit in Korea (Dec 2007).

But we also know that shipping is intrinsically connected to offshore oil and gas industry – the upstream part of the industry - and since certain IMO conventions such as OPRC do cover certain aspects related to offshore oil spills, I would also like to touch upon the new environmental realities confronting the offshore oil and gas industry for which we have dedicated one whole session during this Conference. One year ago, who could have imagined an oil spill incident that would last 87 days with oil gushing from more than 1,500 metres below the sea surface and that, at its peak, would see some 48,000 individuals involved in the response to it. The Deepwater Horizon incident of April 2010 has gone down in history as a defining wake-up call, even though it was not one of a kind, having been preceded by the Montara accident off the Australian coast in the Timor Sea in August 2009.

Thus, Ladies and Gentlemen,

The need for continued and coordinated efforts towards capacity building to be prepared for and respond to oil spills cannot be overstated. This is particularly relevant in regions such as the WACAF region, which would need to balance the ever increasing maritime traffic and oil explorations in the region and, at the same time, its dependence on its coastal and marine environment as the main source of sustenance for coastal populations.

The GI WACAF Project was established, in April 2006, and we at IMO view this project as our flagship of the various regional oil industry - government initiatives we have put in place today on oil spill preparedness and response under the IMO-IPIECA Global Initiative. The project is jointly funded by IMO through its Integrated Technical Cooperation Programme and eight oil company members of IPIECA. Today, it covers 22 countries in West, Central and Southern Africa. Since its inception significant progress in improving oil spill response capability has been achieved. From a results-based perspective, we witness an increase in the overall preparedness indicator since the inception of this joint project.

This progress is a testament to tremendous efforts made by the GI WACAF countries to develop and put in place efficient policies for the protection of the marine environment; this being a critical pre-requisite for a harmonious development of the economies of the countries of the region. A very good example of the countries' determination in this field is their development of three important GEF-funded regional projects covering the Benguela, Canary and Guinea Currents Large Marine Ecosystems. These projects aim at finding the best possible solutions to the many environmental challenges faced by the countries of the sub-region. The GCLME project has very specific project components related to oil spill preparedness and response which allowed IMO to closely cooperate with GCLME in addressing the issue in the region, resulting in significant outcomes.

Ladies and gentlemen,

While the GI – WACAF project has achieved much, the road ahead is challenging and one should not sit on one's laurels. It is vital, therefore, that we not only sustain but also strengthen the effectiveness and operational capacity of the structures that are already in place. In this context, during the course of the week, the progress achieved by the region since 2006 will be reviewed; experiences exchanged; and objectives and action plans, both at the national and regional levels, to strengthen oil spill response capability for the coming biennium will be identified. A key factor in maintaining a high level of spill response preparedness is, of course, training. We were eager to take the opportunity of this gathering to deliver training on the shoreline clean-up and for this we have identified renowned experts in this area of specialization. As the Senior-Deputy Director of IMO's Marine Environment Division responsible for this aspect, I look forward to meeting and engaging with you over these days.

I end this opening address, Ladies and Gentlemen, by once again, thanking the Government of Nigeria and, in particular, the NIMASA and NOSDRA, for jointly hosting this event and for their warm and generous hospitality; and congratulate them for organizing it so splendidly. I wish to also thank all the sponsoring oil industries, the GCLME project for supporting participation of some of the governmental delegates, my colleagues in the IMO Secretariat, IPIECA and the GIWCAF Project coordination Unit for the organization of this important and timely regional event and to you the participants, I wish you every success for your discussions and a pleasant stay here.

Thank you.

Annexe 7. Discours du Dr. Thomas Coolbaugh, Président du GI WACAF

The Honourable Minister of Transport,
The Honourable Minister of Environment,
The Permanent Secretary, FMOT,
The Chief Executives here present,
The Representatives of the IMO,
The Representatives of the Participating Countries,
The Representatives of Government Ministries & Parastatals,
The Representatives of the Oil Companies,
Management Staff of NIMASA,
Management Staff of NOSDRA,
Distinguished Participants,

It is both a pleasure and an honour for me to give this last opening address in my role as the Chairman of the Steering Committee of the Global Initiative for West, Central and Southern Africa at the occasion of this very important meeting, an event that is the 50th organised under the auspices of the Global Initiative for West, Central and Southern Africa.

First of all, I offer my thanks to the government of Nigeria, in particular NIMASA and NOSDRA for hosting the event.

This is a very opportune time to have this meeting as this year is the 15th Anniversary of the Global Initiative. During the last 15 years the oil industry has built this longstanding partnership between the International Maritime Organization (the IMO) and IPIECA, the global oil and gas industry association for environmental and social issues, and I would like to briefly discuss the roles of these organizations.

IPIECA was formed in 1974 following the launch of the United Nations Environment Programme (UNEP). IPIECA involves both the upstream and downstream oil and gas industries on environmental and social issues and its membership covers over half of the world's oil production. The work of IPIECA is supported by a number of specialized industry member working groups that address the areas of biodiversity, climate change, health, oil spill preparedness, operations and fuels, reporting, and social responsibility.

The International Maritime Organization (IMO) is a specialized agency of the United Nations with a global mandate and its mission is to promote safe, secure, efficient, environmentally sound and sustainable shipping. This is pursued by adopting the highest standards of maritime safety and security, efficiency of navigation, and prevention and control of pollution from ships.

After the event of the Exxon Valdez in 1989, the IMO member states established the International Convention on Oil Pollution Preparedness, Response and Co-operation. The OPRC Convention, as it became known, was adopted in 1990 and it provided for the first time a truly global framework to facilitate international co-operation and mutual assistance in preparing for and responding to major pollution incidents. It encouraged States to develop and maintain an adequate preparedness and response capability of their own, while simultaneously recognizing the importance of co-operation with the oil and shipping industries to deal with major oil or other pollution emergencies. It was then complemented in 1992 by the CLC 92 and the Fund 92 Conventions which provide compensation for the effects of spills of persistent oil from tankers.

To support the implementation of these international conventions, the IMO and IPIECA launched the Global Initiative in 1996 with the main objective to support countries in strengthening their oil spill response capabilities and to ensure the full implementation of the international conventions mentioned previously. The Global Initiative is active at various degrees in four regions of the world: the Caspian and Black seas, the Mediterranean Sea, the Caribbean and West, Central and Southern Africa.

The Global Initiative for West, Central and Southern Africa, known as the GI WACAF Project, was launched in April 2006. It is a project jointly funded by the IMO and eight oil company members through IPIECA. Today, it covers 22 countries in West, Central and Southern Africa and since its creation, significant progress in improving oil spill response capability has been achieved. For instance, from 2006 to 2010, a total of 50 workshops were delivered and more than 2500 individuals were trained on the various aspects of preparedness and oil spill response and from a results-based perspective, the overall preparedness indicator has increased by 30% since 2006 and all six key performance indicators of preparedness have shown progress. The six indicators, as established by the Oil Spill Preparedness and Response Convention are:

1. The ratification of the conventions that I've mentioned and their effective transcription into the national legislation,
2. The development and approval of a National Oil Spill Contingency Plan,
3. The designation of a national authority and the roles and responsibilities of other stakeholders,
4. Establishing agreements of mutual assistance between countries,
5. Organizing training exercises to test and update the national structure in place, and
6. The identification of national resources.

Based on the progress that the GI WACAF Project has shown, it is certainly a highlight of the Global Initiative program.

That being said, we have been reminded of the importance of oil spill response preparedness in recent years. We are all well aware of the tragic event that occurred at the Macondo well in the Gulf of Mexico on April 20th of 2010. The event resulted in the death of 11 workers and a subsea well blow out. As a result of this, a large amount of oil was released over an extended period of time and a truly large scale response, one that has no equal in the past, was implemented by the US government and BP. The response involved thousands of personnel and employed the use of oil spill dispersants, mechanical skimming, and in-situ burning on an unprecedented scale.

Less than a year before, on August 21, 2009, the Montara well off the coast of Western Australia suffered a blow out, and while it was not of the same magnitude as the Macondo spill, it was still quite significant and required an extended response effort.

In both these spills, dispersants were used as one of the primary tools in the oil spill response toolbox. It is important that all of the spill response tools be carefully considered for use with a sound and educated understanding of their advantages and limitations. With this in mind, it is the responsibility of national authorities to clearly define the conditions of use and the list of approved dispersants that may be used to respond to oil spills. At the recent GI WACAF Regional Workshop on Dispersant Use Policies that was held in partnership with the Interim Guinea Current Commission and the Guinea Current Large Marine Ecosystem Project (IGCC/GCLME) and with the support from the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) in Accra, Ghana, the need was identified for countries to develop clear and comprehensive national policies that will allow for a swift and effective response in the case of a major oil spill.

The recent incidents in the Gulf of Mexico and off the coast of Australia remind us of our need to be prepared in the event of a spill. In order to ensure that a response will be managed effectively, preparation for a spill is a responsibility that is shared by both Government and industry. It is our role here to explore together the continued development of operationally effective oil spill response in West, Central and Southern Africa. The importance of cooperation between

government and industry with respect to oil spill preparedness and response should not be underestimated. In the event of a spill, to achieve the highest level of response effectiveness, all involved parties should act cooperatively and with a high degree of coordination.

In conclusion, I have had the pleasure to Chair the Steering Committee of the GI WACAF on behalf of ExxonMobil, and I am proud of the progress that has been achieved during that time. I will continue to be involved with the activities of the GI WACAF as a member of the Steering Committee, but it is with confidence that I now turn over the Chairmanship to Mr. Richard Santner of BP. I know he is well suited to address any and all issues that may await him in this role.

Thank you.

Annexe 8. Discours de Mr. Richard Santner, Président du GI WACAF

The Honourable Minister of Transport,
The Honourable Minister of Environment,
The Permanent Secretary, FMOT,
The Chief Executives here present,
The Representatives of the IMO,
The Representatives of the Participating Countries,
The Representatives of Government Ministries & Parastatals,
The Representatives of the Oil Companies,
Management Staff of NIMASA,
Management Staff of NOSDRA,
Distinguished Participants,

It is a pleasure for me to complete the opening address as the new Chairman of the Steering Committee of the Global Initiative for West, Central and Southern Africa at the occasion of this very important meeting.

I accept the role of Chairman, with honour. Dr. Coolbaugh has spoken eloquently of the achievements of this program over the last 4 years and I pay humble tribute and respect to what has been achieved by so many people in that time.

I was one of the original architects of the GI WACAF program, launching it in Gabon in April 2006. We set its course, influenced heavily by the views of government and industry delegates attending that first event from across the entire region. The importance of government and industry cooperation and mutual support was put at the heart of the program, it is fundamental to the program's success and this remains as important now as ever. In hand with this, the other underlying reason for success is that we set a clear focus on tangible results, making commitments to reach a better state of oil spill preparedness and response and then sustain the changes through continued effort to embed and improve capability step by step.

More recent events, such as the Montara and Macondo oil spills, remind us all of the importance of regional preparedness and response capability, and the need to gain new insights and to develop and improve response technologies. The oil industry, through IPIECA and the International Association of Oil and Gas Producers (OGP), have worked together to identify no fewer than 19 areas for renewed focus including the clearer articulation of the risks of oil spills and their consequences, global capability for major spill events cross-border movement of personnel and equipment, dispersant application and monitoring effectiveness, controlled burning at sea and the mobilisation of the large numbers of workers/volunteers, to name just some.

As the IPIECA/OGP program of work on these issues begins to deliver new results over the next year or two, alongside coordinated initiatives by the American Petroleum Institute (API), these results will need to become a part of the GI WACAF program, so that we make the most of this, harnessing it for our collective development here in the region.

At the Conference and Workshop here this week, as we look forward to what we need to achieve in the next biennium, there are four key areas identified for consideration and development:

- National Action Plans – maintain and build on past achievements, and sustain their implementation. Each country is unique, needs a clear focus and to be supported consistently and well, going forwards;

- Harmonization of Dispersant Policies – to ensure there is a clear, consistent and robust approach to what is one of the prime response techniques in our response toolbox;
- Regional Cooperation, through the implementation of the revised Emergency Protocol to the Abidjan Convention – to enable prompt and effective mutual support; and
- Making capability Operational – exploring ways to bring the individual elements of existing capability together, between government and industry, between industries, and between countries.

We are all involved in this, collectively part of the challenge, and a part of the solution for preparedness and response.

For this event, I would like to capture your attention, and your energy, just as we did in Gabon in 2006 and on many occasions since then. The GI WACAF program, implemented here in Africa, is regarded as a model of success and rightly so. It is heartening to see how far things have come in such a relatively short space of time. But it does rely on each of us to continue that commitment, engage well in cooperative efforts, and to be clear on what tangible success looks like and where we want to be in two years time and beyond that.

As the new GI WACAF Chairman, I can offer my commitment in support of the program. And as I do so, looking around the room, I respectfully recognise that the true strength and energy of the program rests with each delegate here this week and with colleagues back home. I encourage everyone here to make this a very successful event, setting our course forwards.

In closing, I would like to extend thanks to all the partners involved in the preparation and delivery of this Conference and Workshop: NIMASA and NOSDRA for hosting the meeting, the GI WACAF team (IMO and IPIECA) for the organization, UNIDO and GCLME for the long standing partnership with the GI WACAF program and for their active participation to the Regional Dispersant Workshop held in Accra last June and to this meeting in Lagos. And finally for the financial support of the Nigerian industry, especially Total Exploration and Production Nigeria Ltd and Shell Nigeria, Exploration and Production.

Thank you for your time and attention. The future is in your hands and I wish you all every success here this week.

Annexe 9. Discours d'Ouverture du Directeur Général de NOSDRA, Sir Peter Idabor

The Honourable Minister of Transport,
The Honourable Minister of Environment,
The Permanent Secretary, FMOT,
The Chief Executives here present,
The Representatives of the IMO,
The Representatives of IPIECA,
The Representatives of the Participating Countries,
The Representatives of Government Ministries & Parastatals,
The Representatives of the Oil Companies,
Management Staff of NIMASA,
Management Staff of NOSDRA,
Distinguished Participants,

It gives me great pleasure to welcome you all to the Global Initiative for West, Central and Southern Africa (GI WACAF) Regional Conference and Workshop 2011.

This Workshop and Conference is the fourth stakeholders meeting within the framework of the International Maritime Organization (IMO)/IPIECA, the Global Oil and Gas Industry Association for environmental and social issues, GI WACAF Project held in Nigeria. GI WACAF 2011 is co-hosted by the National Oil Spill Detection and Response Agency (NOSDRA) as well as the Nigerian Maritime Administration and Safety Agency (NIMASA), with support from the IMO and the IPIECA. GI WACAF 2011 presents all stakeholders in the oil spill management sector within the West, Central and Southern African region with yet another opportunity to exchange ideas, share experiences and review progress achieved within the biennium action plan of the GI WACAF Project. Based on the outcome of the deliberation we would have in the course of this workshop, our focal points are expected to establish the objectives for the next biennium.

Distinguished colleagues, you will all agree with me that the concerns over the vulnerability of our environment to negative impacts arising from oil spill incidents is real. Such unfortunate spill incidents and the challenges the world had in responding to them should serve as a reminder to all stakeholders that no effort and resources should be considered as sufficient in oil spill management. The recent British Petroleum spill incident in the Gulf of Mexico is one amongst many reminders in this respect. To this end, NOSDRA as the focal Agency for oil spill management in Nigeria has participated actively, in the programmes aimed at ensuring adequate preparedness to oil spills within the West, Central and Southern Africa Region. The Agency as well as other Nigerian stakeholders contributed to the preparation of the Regional Oil Spill Contingency Plan (ROSCP), Environmental Sensitivity Index Mapping, Oil Spill Trajectory Modelling as well as the recently concluded Regional Workshop on the formulation of Dispersants Use Policy which was held in Accra, Ghana in June 2011. It is also heart warming to note, the ratification of the Regional Oil Spill Contingency Plan, by the Ministers of Environment in the Region. The stage is now set, for the required collaborative efforts of Countries in ensuring adequate preparedness to combat oil spillage in our contiguous waters.

On our part in Nigeria, recognizing the current trend of offshore oil exploration and production, the National Oil Spill detection and Response Agency and other relevant stakeholders have reviewed the National Oil Spill Contingency Plan (NOSCP) while the activation was successfully conducted in July, 2011 in Abuja. The exercise brought out areas of strength and challenges, while the recommendations derived from this exercise are being incorporated in the NOSCP accordingly. It is expected that, the national drill would be conducted before the next biennium conference in 2013. In

collaboration with the IMO and IPIECA, a National workshop on oil spill trajectory modeling was held in December, 2010 here in Lagos, Nigeria. One of the outcomes of the workshop was a recommendation that Nigeria should prepare for use, a National Dispersant Use Policy. The Agency has since produced a draft of this policy which would be presented to you as soon as all the necessary endorsements are secured. Furthermore, upon the conduct of a National Workshop for the Review of the Environmental Sensitivity Index Mapping (ESI) in 2008 in Abuja, Nigeria, NOSDRA produced ESI Maps for Nigeria. The maps captured sensitive areas within 50 Kilometres inland from the Nigerian shoreline, stretching from Badagry in the West to Calabar in the East of the Nigerian Coastline. The second phase of the project which is on-going would further go inland by another fifty kilometres. Towards ensuring best international practices, the National Oil Spill Detection and Response Agency and the Nigerian Maritime Administration and Safety Agency would strengthen ties to ensure that necessary compliance monitoring and enforcement are put in place to ensure environment-friendly and safe operations in our offshore oil production locations.

In the light of the above, it is our expectation that, our fellow members in the region would put in place also, some or all of these measures to ensure that we achieve our common goal and objectives in the GI WACAF Project. At the national level, let me seize this opportunity to call on all oil companies who have not obtained the ESI maps produced by NOSDRA to procure them from the Agency accordingly; and develop their respective tactical/operational maps to aid their oil spill response strategies. Furthermore, oil companies should fully integrate and utilize the platform provided by trajectory modeling tools in their response strategies to marine oil spills. This becomes imperative, considering the fact that, most oil and gas operations in Nigeria are shifting offshore. The informed utilization of trajectory models would aid responders to predict direction and speed of spill movements.

At this juncture, I would like to thank the Honourable Minister of Environment for showing so much commitment and support to the cause of protecting our environment against the menace of oil spillages in Nigeria. I also extend our warm appreciation to the Honourable Minister for Transport and the Management of the Nigerian Maritime Administration and Safety Agency (NIMASA) for the wonderful co-operation and contributions in ensuring a successful hosting of this Regional Conference. I further commend the invaluable co-operation of our development partners, the IPIECA and the IMO for their wonderful support to date on the strengthening of the capacity of NOSDRA and other government agencies that serve as focal points for oil spill management within the West, Central and Southern African Region. I thank the oil companies, the media, our colleagues from other Ministries and Parastatals as well as the NGOs. Lastly, but not the least, I commend the management and staff of the National Oil Spill Detection and Response Agency and many others who have always supported our common interest, which is the protection of the environment.

Distinguished colleagues, the threats posed by oil spills to our common existence are real. Every effort we put forth therefore, to combat the menace would secure our resources now, and those of the future generation. I urge all of you to share your experiences and participate actively in all deliberations during this workshop and conference so that, at the end of the day, we can come up with sound and relevant objectives for our next GI WACAF Project biennium.

I wish you a successful deliberation. Thank you and God bless you all.

Annexe 10. Remarques Préliminaires du Ministre des Transports, l'Honorable Ministre des Transports, Senator Idris A. Umar (SAN)

The Representative of the IMO,
The Representative of IPIECA,
The Representative of Government Ministries & Parastatals,
The Representative of the Oil Companies,
Management Staff of NIMASA,
Distinguished Participants,

It is with great delight that I welcome you all to the Fourth Biennial Global Initiative for West, Central and Southern Africa (GI WACAF) Regional Conference and Workshop on Oil Spill Preparedness and Response, 2011, in Nigeria.

This programme was made possible by the limitless efforts of the International Maritime Organization (IMO) in collaboration with IPIECA, the Global Oil and Gas Industry Association for environmental and social issues, to continually ensure the protection of the marine environment from various forms of pollution including the enhancement of cooperation between countries in the region on oil spill management.

The programme is being co-hosted by the Nigerian Maritime Administration and Safety Agency (NIMASA) and National Oil Spill Detection and Response Agency (NOSDRA). It is aimed at strengthening the Oil Spill Preparedness and Response capability of the twenty-two (22) countries in West, Central and Southern Africa, to, amongst other things:

1. Review the progress achieved since Yaoundé, 2009 and exchange experiences,
2. Identify objectives and priority actions at national and regional levels in order to strengthen oil spill response capability for the coming biennium, and
3. Deliver training on the implementation of the OPRC 90 Convention and the CLC 92 and Fund 92 Conventions.

The West, Central and Southern Africa region is a major maritime route for transportation of oil as well as very active area in the field of oil exploration and production. These activities have posed a serious and permanent risk of oil pollution in the region. There is therefore the constant need for efforts to protect our rich marine environment and consequently organise and prepare responses to marine pollution incidents.

It is gratifying to note that the agenda of this workshop and conference is working towards achieving an effective regional mechanism for responding to new and emerging challenges concerning co-operation in combating pollution in cases of emergency as well as enhancing national and regional co-operation among Governments and between governments and industries.

Having ratified and domesticated the OPRC'90 Convention, most countries in the region have developed National Contingency Plans and strengthened their national capability for oil spill response. However, to be fully effective, these plans have to be regularly tested and exercised. This workshop and conference will enable exchange of ideas and discussion to strengthen public-private partnership as well as facilitate the identification of joint action plans to address the future challenges of spill preparedness, response and cooperation in the region.

Ladies and Gentlemen, I am confident that the outcome of this programme will contribute enormously in strengthening cooperation among the GI WACAF countries especially in ensuring pollution free marine environment, as we are all aware that oil pollution is transboundary.

I wish all of us a most successful deliberation and each of the participants, especially our guest from various countries, a happy and enjoyable stay in Lagos, the commercial nerve centre of Nigeria.

God bless you all and God bless Nigeria.

Annexe 11. Remarques du Ministre de l'Environnement et déclaration de l'ouverture de la Conférence, l'Honorable Ministre de l'Environnement, Hajia Hadiza Ibrahim Mailafiya

The Honourable Minister of Transport,
The Permanent Secretary, FMOT,
The Chief Executives here present,
The Representatives of the IMO,
The Representatives of IPIECA,
The Representatives of the Participating Countries,
The Representatives of Government Ministries & Parastatals,
The Representatives of the Oil Companies,
Management Staff of NIMASA,
Management Staff of NOSDRA,
Distinguished Participants,

I am delighted and consider it a great pleasure and honour to be here with you this morning at this well organized Regional Workshop and Conference 2011. The last workshop was held in Yaoundé, Cameroon. This year we are proud to welcome you to Lagos, Nigeria. Let me inform you that environmental excellence in oil operation is on the top list of Nigeria's transformation Agenda of President Goodluck Jonathan. The Federal Ministry of Environment is therefore always ready to partner with organizations in the achievement of such objectives.

In fulfillment of Article 6 of the IMO International Convention of 1990, the Federal Government of Nigeria drafted a National Oil Spill Contingency Plan for Nigeria (NOSCP) in 1993. This document was to serve as a blueprint for the protection of our sensitive environment from the adverse impact of oil spill incidents in the country. The draft was subject to intermittent reviews in 1997, 2000 and 2006. Subsequently, the National Oil Spill Detection and Response Agency (NOSDRA) was established in 2006 as the authority for the implementation of the Plan. Over the years, NOSDRA has worked tirelessly with relevant organizations to continue to enhance the capability of Nigeria to respond to oil spill through several activities such as: development of Environmental Sensitivity Index (ESI) maps (2008), OPRC level 1 Training (2009), National Workshop on Oil Spill Trajectory Modeling and Dispersant Use Policy (2010) to mention but a few. In some cases, these activities have provided useful insights on new strategies for managing oil spills and as well as gaps that need to be filled in order to be more effective, and achieve our proposed targets.

The theme of this Conference is "Towards Operational Oil Spill Response in West, Central and Southern Africa". This theme has been deliberately chosen to afford us the opportunity to reflect and exchange views on the general state of the environment in the Global Initiative member states, to examine the challenges and to chart a way forward.

You will agree with me that the Federal Government has over the years worked towards achieving its mandates in environmental protection and conservation as required under the constitution. The transformation agenda of President Goodluck Jonathan has placed greater emphasis on sustainable development and that is why the Federal Government is now placing serious emphasis on environmental sustainability as prerequisite for not only physical development, but even on exploitation of our natural resources.

It is noteworthy to state that the Federal Ministry of Environment has revised (jointly with stakeholders) the EIA Act no. 86 of 1992. In the same vein, the National Environmental Management Systems Guidelines has been revised. Similarly,

the National Guidelines for Environmental Audits has also been revised. Issues relating to environment are dynamic. National Environmental Regulations and Guidelines for the Management of Oil Spill and Oily Waste as well as National Environmental Regulations and Guidelines for Oil Spill Recovery, Cleanup, Remediation and Damage Assessment have also been developed for the Nigerian Oil and Gas Industry.

All these are with the view to strengthen our institutional provisions so as to give the required environmental impetus necessary for the achievement of Nigeria's Vision 20-2020 and the attainment of the Millennium Development Goals (MDGs).

Nigeria is not the only country that has benefited from this project. The issue of oil spill transcends the 21 countries that are in this region. The issue of regional cooperation in the event of trans-boundary pollution cannot be over-emphasized. This event should serve as a forum for us to share our experiences on how we cope with oil spill incidents in our individual countries and learn from each other.

I therefore wish to commend the International Maritime Organization (IMO), International Petroleum Industry Environmental Conservation Association (IPIECA), National Oil Spill Detection and Response Agency (NOSDRA) as well as Nigerian Maritime Administration and Safety Agency (NIMASA), for their concerted and synergized effort to make this event possible today. I also wish to express my gratitude to all stakeholders who have made out time to be here for this important event.

Distinguished Ladies and Gentlemen, I thank you all for your attention. On this note, I hereby declare this Conference open. I wish you fruitful and successful deliberations.

Thank you and God Bless.

Annexe 12. Aide-mémoire Groupe de Travail 1 – Dispersants

I. INTRODUCTION

Ce document a pour but de constituer un support pour les participants du groupe de travail n° 1 : « Étude de la politique régionale d'utilisation des dispersants ».

Les sujets proposés dans ce document ont été formulés sur la base des discussions et des échanges entre l'équipe du GI WACAF et nos partenaires des secteurs public et privé, des discussions lors de la tenue de la 9e conférence des parties (COP-9) de la Convention d'Abidjan, et des principaux problèmes et besoins soulevés suite au déroulement des exercices nationaux organisés par le GI WACAF au Ghana (mai 2011), au Congo (juin 2011) et au Nigeria (juillet 2011), et l'atelier régional sur les dispersants (juin 2011) au Ghana.

Ce support est transmis à l'attention des membres du comité directeur du GI WACAF, ainsi qu'une liste d'animateurs proposés à la section 3. Un animateur principal a été chargé de compiler les documents pertinents et de fournir une liste définitive d'objectifs et de points à l'ordre du jour avant la Conférence.

Groupes de travail :

GT 1 : Étude de la politique régionale d'utilisation des dispersants

GT 2 : Mise en œuvre du plan régional d'urgence

GT 3 : Analyse croisée de la coopération entre l'industrie et les gouvernements

Les résultats de ces groupes de travail seront synthétisés et présentés aux participants par notre consultant de l'IIPECA lors de la prochaine session « Synthèse des groupes de travail (1, 2 et 3) » prévue à 12 h (voir Programme de la Conférence) afin d'approfondir les discussions.

Les recommandations seront ensuite intégrées au rapport final de la Conférence conjointement aux plans d'action nationaux pour le prochain exercice biennal de 2012/2013.

Enfin, le programme des activités du GI WACAF sera débattu avec nos partenaires locaux en tenant compte des informations figurant dans le rapport.

II. INFORMATIONS CONTEXTUELLES POUR LE GROUPE DE TRAVAIL N° 1

Ce groupe de travail a pour but de préparer la voie à une harmonisation de l'utilisation des dispersants à travers l'Afrique de l'Ouest, du Centre et du Sud et de clarifier la disponibilité des stocks de dispersants et du matériel d'épandage.

Ceci devrait se faire par le biais de la mise en œuvre des recommandations suivantes adoptées par les points focaux du GCLME suite à l'atelier régional sur les dispersants qu'a accueilli le Grand Écosystème marin du courant de Guinée (GCLME, Guinea Current Large Marine Ecosystem) à Accra du 22 au 24 juin, sous les auspices du projet GI WACAF :

1. Les délégués ont approuvé l'analyse raisonnée de l'utilisation de dispersant comme outil essentiel d'intervention en cas de déversements accidentels d'hydrocarbures en mer, dans des conditions clairement définies.
2. L'utilisation de dispersants devra prendre en considération l'analyse du bénéfice net environnemental (NEBA), la situation géographique et l'opportunité.
3. Tous les pays devraient avoir une politique nationale claire, décrivant les conditions d'utilisation des dispersants, et déterminer préalablement une liste de dispersants approuvés.

À l'issue de cette réunion, les délégués ont également émis les suggestions suivantes :

1. Un groupe de correspondants (points focaux, consultants) devrait être créé afin d'étudier les possibilités de la mise en place d'une approche régionale, notamment en matière de dispersants approuvés.
2. Pour la coopération internationale, régionale et infrarégionale, les informations relatives aux politiques

nationales, aux stocks de dispersants et à la disponibilité du matériel devront être à la disposition des pays membres sur le site Web du GI WACAF.

III. ANIMATEURS DU GROUPE

1. **Président : M. Romain Chancerel (IPIECA)**
Chargé de projet, IPIECA
Adresse e-mail : romain.chancerel@ipieca.org
Tél : +44 77 38 99 36 89
2. **Animateur N° 1 : M. Christophe Rousseau (Expert IPIECA)**
Directeur adjoint, CEDRE
Adresse e-mail : christophe.rousseau@cedre.fr
Tél : +33 2 98 33 67 40
3. **Animateur N° 2 : Dr. Thomas Coolbaugh**
Collaborateur scientifique éminent, ExxonMobil
Adresse e-mail : Thomas.S.Coolbaugh@exxonmobil.com
Tél : +1 703 846 3371

IV. OBJECTIFS

Comme proposé dans le paragraphe Informations contextuelles, le but de ce groupe de travail est d'explorer la voie à suivre pour mettre en œuvre de manière efficace les recommandations adoptées par l'atelier régional d'Accra sur les dispersants.

Pour essayer de déterminer les éléments clés qui devraient être débattus avant et durant ce groupe de travail, nous avons identifié les objectifs prévisionnels suivants :

1. Aider les pays ne disposant pas de politique nationale d'utilisation des dispersants à développer un projet de document fonctionnel sur la base des modèles de documents fournis par le CEDRE
2. Débattre des aspects clés d'une directive régionale pour l'utilisation des dispersants

V. POINTS À L'ORDRE DU JOUR

1. Synthèse des débats et recommandations de l'atelier d'Accra **10 min**
2. Présentation des politiques nationales dans la région **10 min**
3. Présentation du projet de directives sur l'utilisation des dispersants et débats **40 min**
4. Présentation d'outils Web proposés par le nouveau site Internet du GI WACAF pour la centralisation des informations sur les dispersants **40 min**
5. Questions diverses **10 min**
6. Plan d'action pour le prochain exercice biennal **10 min**

VI. DOCUMENTS PERTINENTS

1. Atelier régional sur les dispersants, Rapport de mission, Ghana, juin 2011
2. Modèle de document de politique nationale
3. Projet de directives régionales d'utilisation des dispersants

Annexe 13. Liste des Participants Groupe de Travail 1 – Dispersants

REGISTRATION GIWACAF REGIONAL WORKSHOPS 2011
EKO HOTEL & SUITES, LAGOS NIGERIA
10-14 OCTOBER 2011

TOPIC: REVIEW OF THE REGIONAL DISPERSANT USE POLICY

Presenter: MR. CHRISTOPHE ROUSSEAU (CEDRE)

GROUP 1

S/NO.	COUNTRY	COMPANY/AGENCY	NAME	WGI THURSDAY	FRIDAY TRAINING
1.	ANGOLA	CHEVRON	MR. TAVARES RODRIGUES	X	✓
2.	ANGOLA	BP ANGOLA	MR. ABILIO CALEIA	X	✓
3.	ANGOLA	GIWACAF FOCAL POINT	MS HELENA ANDRE	X	
4.	ANGOLA	GCLME FOCAL POINT	MRS. LIA DE SOUSA	X	
5.	ANGOLA	ENI	MR. JULIO VASCONCELOS	X	
6.	ANGOLA	BP ANGOLA	MR. MARTIN COSKER	X	
7.	BENIN	GCLME FOCAL POINT	MAGLOIRE GBAGUIDI	X	
8.	CAMEROON	COTCO	MR. ERIC ANGU	X	
9.	CAMEROON	CAMEROON OIL TRANSPORTATION CO.	MR. OBEN MANGA THOMPSON	X	
10	DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO	GCLME FOCAL POINT	MR. JEAN-PAUL MWAMBA NYEMBO	X	✓
11	EQUATORIAL GUINEA	GCLME FOCAL POINT	MR. JUAN DE DIOS	X	
12	FRANCE	CEDRE	MR. CHRISTOPHE ROUSSEAU	X	
13	FRANCE	GIWACAF FOCAL POINT	MR. ROMAIN CHANCEREL	X	
14	GABON	GCLME FOCAL POINT	AYMARO MBINA	X	✓
15	GHANA	GCLME FOCAL POINT	MR. KOJO AGBENOR-EFUNAM	X	✓
16	GUINEA BISSAU	GCLME FOCAL POINT	MR. OCTAVIO CBRAL	X	
17	LIBERIA	GCLME FOCAL POINT	MR. SAMUEL WESLEY	X	
18	NIGERIA	CLEAN NIGERIA ASSOCIATES LTD	CHIEF CHIBUZOR NNUBIA	X	✓
19	SAO TOME & PRINCIPE	GCLME FOCAL POINT	MR. MANUEL ROSARIO	X	✓
20	SENEGAL	GIWACAF FOCAL POINT	CDT. BABACAR BA	X	✓
21	TOGO	SEA PORT CODE (LOME)	MR. ESSOFA DJERI-SAMARI	X	
22	NIGERIA	SMEL	KEMKA AHOLU	X	
23	NIGERIA	NIMASA	NZEKWE JANE	X	
24	NIGERIA	NIMASA	IDONIJE EMMA	X	
25	NIGERIA	NOSDRA	OYEKANMI GBOYEGA	X	✓
26	NIGERIA	NOSDRA	OJO OLUTUNDE	X	✓
27	NIGERIA	NIMASA	ABBAH REGINA A.	X	
28	COTE D'IVOIRE	SIR	ALICE COULITALY	X	✓
29	NIGERIA	NOSDRA	MR. OBANEWA	X	✓
30	NIGERIA	NIMASA	DR. FELICA MOGO	X	✓
31	NIGERIA	SPDC	DR. D. P. AGUIYI	X	✓
32	NIGERIA	NIMASA	MIKE EJEZE IKEMEFUNA	X	✓
33	NIGERIA	UNIFACS	DEBORAH MAGBER	X	✓
34	NIGERIA	CRYTAL HALL LTD	NOWA SUNNY EDIKU	X	✓
35	NIGERIA	VINMARTINS (NIG) LTD	EJIZU TOCLUKDU	X	✓
36	NIGERIA	DPR, LAGOS	IDRIS SAMMAND K.	X	✓
37	NIGERIA	NOSDRA	YEWANDE OBAYELU	X	✓

38	NIGERIA	NOSDRA	KOTILA	X	✓
39	NIGERIA	NIMASA	NAJJASHI DANBATTA	X	✓
40	NIGERIA	NOSDRA	MOHAMMED GUMSURI	X	✓
41	NIGERIA	NIMASA	SHUIABU SANUSI	X	✓
42	NIGERIA	NIMASA	JOMBO BOLOUBO	X	✓
43	NIGERIA	NIMASA	EPHRAIM IDOKO	X	✓
44	NIGERIA	NIMASA	NWUBA CATHERINE (MRS)	X	✓
45	NIGERIA	NIMASA	ILLOH ALEXANDER	X	✓
46	COTE d'IVOIRE	SIR	ALICE COULIDALY	X	✓
47	NIGERIA	NIMASA	GBESIMI OLUEH	X	✓
48	NIGERIA	LASEPA	IBRAHEEM OMOWUMI	X	✓
49	NIGERIA	NOSDRA	ISA YUNUSI CHEDI	X	✓
50	NIGERIA	NIMASA	LONGE ADEBAYO A.	X	✓
51	NIGERIA	NOSDRA	ADEYINKA M.A.	X	✓
52	NIGERIA	NIMASA	DR. MADUKA J.O.	X	✓
53	NIGERIA	CONSULTANT WORDSWORTH LTD	AMIDU D. ADEKUNLE	X	✓
54	NIGERIA	NOSDRA	OKOROMU D.O.	X	✓
55	NIGERIA	NOSDRA	MOHAMMED GUMSURI	X	✓
56	NIGERIA	PRIMEFIELD	DIMARI ADAM	X	✓

Annexe 14. Aide-mémoire Groupe de Travail 2 – Coopération Régionale

I. INTRODUCTION

Ce document a pour but de constituer un support pour les participants du groupe de travail n° 2 : « Mise en œuvre du plan régional d'urgence ».

Les sujets proposés dans ce document ont été formulés sur la base des discussions et des échanges entre l'équipe du GI WACAF et nos partenaires des secteurs public et privé, des discussions lors de la tenue de la 9e conférence des parties (COP-9) de la Convention d'Abidjan, et des principaux problèmes et besoins soulevés suite au déroulement des exercices nationaux organisés par le GI WACAF au Ghana (mai 2011), au Congo (juin 2011) et au Nigeria (juillet 2011), et l'atelier régional sur les dispersants (juin 2011) au Ghana.

Ce support est transmis à l'attention des membres du comité directeur du GI WACAF, ainsi qu'une liste d'animateurs proposés à la section 3. Un animateur principal a été chargé de compiler les documents pertinents et de fournir une liste définitive d'objectifs et de points à l'ordre du jour avant la Conférence.

Groupes de travail :

GT 1 : Étude de la politique régionale d'utilisation des dispersants

GT 2 : Mise en œuvre du plan régional d'urgence

GT 3 : Analyse croisée de la coopération entre l'industrie et les gouvernements

Les résultats de ces groupes de travail seront synthétisés et présentés aux participants par notre consultant de l'IPIECA lors de la prochaine session « Synthèse des groupes de travail (1, 2 et 3) » prévue à 12 h (voir Programme de la Conférence) afin d'approfondir les discussions.

Les recommandations seront ensuite intégrées au rapport final de la Conférence conjointement aux plans d'action nationaux pour le prochain exercice biennal de 2012/2013. Enfin, le programme des activités du GI WACAF sera débattu avec nos partenaires locaux en tenant compte des informations figurant dans le rapport.

II. INFORMATIONS CONTEXTUELLES POUR LE GROUPE DE TRAVAIL N° 2

Lors de la dernière conférence des parties contractantes de la Convention d'Abidjan (COP-9), les parties ont :

1. adopté les amendements au protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution en cas de situation critique (Décision CP.9/4) ;
2. adopté le plan régional d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures qui complétera les plans nationaux (CP.9/5) ;
3. approuvé la création d'un centre régional de coopération en cas d'urgence.

Ces décisions ont été prises après un long processus de consultation mené par l'OMI par l'intermédiaire du projet GI WACAF, avec l'organisation de réunions techniques à Yaoundé, Cameroun (novembre 2009) et à Accra, Ghana (mars 2011), en partenariat avec le projet de Grand écosystème marin du courant de Guinée (GCLME, Guinea Current Large Marine Ecosystem) et le secrétariat de la Commission intérimaire du courant de Guinée (IGGC, Interim Guinea Current Commission). Nous sommes à présent dans la phase de mise en œuvre de ces décisions.

Ce document a pour but de constituer un support pour la préparation du groupe de travail n° 2 : « Mise en œuvre du plan régional d'urgence ». Il propose une liste d'objectifs spécifiques, ainsi que les points à l'ordre du jour à débattre au sein de ce groupe de travail.

Les sujets proposés dans ce document ont été formulés sur la base des discussions et des échanges entre l'équipe du GI WACAF et nos partenaires des secteurs public et privé, des discussions lors de la tenue de la 9e conférence des parties (COP-9) de la Convention d'Abidjan, et des principaux problèmes et besoins soulevés suite au déroulement des exercices

nationaux organisés par le GI WACAF au Ghana (mai 2011), au Congo (juin 2011) et au Nigeria (juillet 2011), et l'atelier régional sur les dispersants (juin 2011) au Ghana.

Ce support est transmis à l'attention des membres du comité directeur du GI WACAF, ainsi qu'une liste d'animateurs proposés à la section 3. Un animateur principal a été chargé de compiler les documents pertinents et de fournir une liste définitive d'objectifs et de points à l'ordre du jour avant la Conférence.

III. PRÉSIDENT / ANIMATEURS / RAPPORTEUR

Président : Dr. Jose Matheickal

Chef de la coordination de la coopération technique et des projets majeurs, OMI

Adresse e-mail : jmatheic@imo.org

Tél : +44 (0)20 75873279

Animateur principal : M. Richard Tatner

Consultant de l'OMI/IPIECA

Adresse e-mail : rtatner@bluepetrelconsulting.com

Tél : +44 (0)1962 771376

Animateur N° 2 : M. Abou Bamba

Secrétaire exécutif, Convention d'Abidjan

Adresse e-mail : Abou.Bamba@unep.org

Tél : +233 (0)245370975

IV. OBJECTIFS

Au niveau du plan régional d'urgence

1. Présenter les principaux points du plan régional d'urgence
2. Débattre de la mise en œuvre d'un accord transfrontalier/infrarégional d'assistance entre pays (y compris les aspects liés au dédouanement)
3. Proposer des scénarios réalistes pour les exercices à venir afin de mettre à l'épreuve ces plans

Au niveau du Centre de coordination régional

1. Définir une feuille de route réaliste pour la création du centre régional
2. Discuter du processus d'identification du pays qui hébergera le Centre de coordination régional
3. Déterminer le processus et le calendrier pour la sélection définitive du centre régional

V. POINTS À L'ORDRE DU JOUR

1. Synthèse des décisions de la COP-9 et présentation des documents connexes
2. Débat sur l'élaboration et la mise en œuvre d'accords transfrontaliers
3. Présentation du cahier des charges du pays d'accueil
4. Débats sur le processus de sélection et le calendrier
5. Questions diverses

VI. BIBLIOGRAPHIE / DOCUMENTS PERTINENTS

1. Rapport de la 9e conférence des parties contractantes de la Convention d'Abidjan (COP-9)
2. Projet de cahier des charges pour l'hébergement du centre régional
3. Document préparatoire de l'IPIECA/ITOPF : La mise en œuvre des moyens internationaux de l'industrie du pétrole dans la lutte contre la pollution par les hydrocarbures : les centres de stockage Niveau III

Annexe 15. Liste des Participants Groupe de Travail 2 – Coopération Régionale

TOPIC: IMPLEMENTATION OF A REGIONAL CONTINGENCY PLAN 2012/2013
 PRESENTER: DR. JOSE MATHEICKAL (IMO)
 GROUP: 2

S/N	COUNTRY	COMPANY/AGENCY	NAME	WG3 THURSDAY	TRAINING FRIDAY
1.	BENIN	GIWACAF FOCAL POINT	MR. PIERROT GBODOUGBE	X	✓
2.	CAPE VERDE	GIWACAF FOCAL POINT	MR. JOAO ROSARIO LOPES	X	✓
3.	COTE D'IVOIRE	GIWAU F.T.P.	MR.MARTIN DIBI	X	
4.	GUINEA	GCLME FOCAL POINT	MR. IBRAHIM CAMARA	X	
5.	NAMIBIA	GCLME FOCAL POINT	MR. PINEHAS AUENE	X	
6.	NIGERIA	CHEVRON NIGERIA LTD	MR. DAVID KPOLOGRI	X	✓
7.	NIGERIA	CHEVRON NIGERIA LTD	MR. LANRE FAKEHINDE	X	✓
8.	NIGERIA	NATIONAL EMERGENCY	MR. BABATUNDE OLOWOOLERE	X	✓
9.	NIGERIA	NSODRA	MR. IDRIS O.MUSA	X	✓
10.	NIGERIA	NIGERIAN AGIPOIL CO. LTD	MR. NUHU DAHIRU	X	✓
11.	REPUBLIC OF CONGO	MARINE MARCHANDE	MR. MEDARD NGOBO	X	✓
12.	TOGO	GCLME FOCAL POINT	MR. ABDEL-GANIOU SOULEMANE	X	
13.	UK	IMO	MR. STEFAN MICALLEF	X	
14.	UK	IMO	MR. JOSE MATHEICKAL	X	
15.	UK	SEA ALARM	SASKIA SESSIONS	X	
16.	NIGERIA	SMEL	KEMRA AHOLU	X	
17.	NIGERIA	NOSDRA	ADIJAT BANKOLE	X	✓
18.	NIGERIA	CHEVRON	KPOLOGRI DAVID	X	✓
19.	NIGERIA	DSS	ADEKUNLE ADEMOLA	X	✓
20.	SAO TOME & PRINCIPE	GIWACAF	MR.MANUEL ROSARIO	X	✓
21.	NIGERIA	NNPC	MR. MOHAMMED S. O.	X	✓
22.	NIGERIA	NOSDRA	MR. JOSEPH TUNDE AJAYI	X	
23.	NIGERIA	NIMASA	MR. USMAN SIRAJ	X	
24.	NIGERIA	NIMASA	MRS. ADEWOGA OLAYINKA	X	
25.	NIGERIA	WILSON	OTUOGBAI TUNJI	X	✓
26.	NIGERIA	NOSDRA	ONYENWE CHIBUIKE	X	✓
27.	NIGERIA	NIMASA	MBA AKUDO C.	X	✓
28.	NIGERIA	NOSDRA	OLISA MBANEGO	X	
29.	NIGERIA	NIMASA	YAKUBU ZAILANI	X	✓
30.	NIGERIA	NOSDRA	MRS. BOLA LAMBE	X	✓
31.	NIGERIA	CHEVRO	LANRE FAKEHINDE	X	✓
32.	NIGERIA	NOSDRA	EKAETE O. UTUK	X	✓
33.	NIGERIA	NOSDRA	ABE, O. J.	X	✓
34.	NIGERIA	NOSDRA	GIDADO A. D.	X	✓
35.	NIGERIA	APR-IMO	OLUGBADE I. A. CAPT.	X	✓

36.	NIGERIA	TOTAL ESPNAG LTD	MBELE NWAEMEKA	X	✓
37.	NIGERIA	NIGERIAN PORTS AUTHORITY	UCHEGBULAM ANTHONIA	X	✓
38.	NIGERIA	DSS PRESIDENCY	FELIX AMAKIRI	X	✓
39.	NIGERIA	KENREDS OIL SERVICE	NGOZI OKELE	X	✓
40.	NIGERIA	NIMASA	SOLOMON A. SUSSAN	X	✓
41.	Nigeria	NOSDRA	HENRY ETUK	X	
42.	Nigeria	ACPML	KINGSLEY OKOJIE	X	✓
43.	NIGERIA	NIMASA	SARATU INUWA	X	✓
44.	NIGERIA	NDM	JOHNSON ADE	X	✓
45.	GABON	MINISTRY OF ENVIRONMENT	EBOBOLA LEANDEI	X	
46.	NIGERIA	NIMASA	BRAIMOH KAREEM	X	✓
47.	NIGERIA	NIMASA	BYRON-SOLOMON . P	X	✓
48.	NIGERIA	NIMASA	BADAMASI AMINA	X	✓
49.	NIGERIA	NIMASA	NWOBI AFAM	X	✓
50.	BENIN	GIWACAF FOCAL POINT	MR. PIERROT GBODOUGBE	X	✓
51.	NIGERIA	NOSDRA	OGBUKA JOSIAH	X	✓
52.	UNEP-ABIDJAN	UNEP	ABOU BANBA	X	✓
53.	NIGERIA	NPA	BALOGUN H.K.	X	✓
54.	NIGERIA	FM OF ENVIRONMENT	ADEWUNMI B.N.	X	✓
55.	NIGERIA	LASEPA	AJOSE ADEWALE	X	✓
56.	NIGERIA	NIMASA	NAJJASHI DANBATT	X	✓
57.	NIGERIA	NIMASA	OKONKWO STELLA	X	✓
58.	NIGERIA	NOSDRA	FATUNLA. MORENIKE C.	X	✓
59.	GUINEA BISSAU	DG ENVIRONMENT	OCTAVIO CABRAL	X	✓
60.	SENEGAL	RASSUAR	BABA B.A.	X	✓
61.	NIGERIA	NIMASA	CDR. OBE OLADIPO	X	✓
62.	NIGERIA	NIMASA	ADAMU DANKURA ADAMU	X	✓

Annexe 16. Aide-mémoire Groupe de Travail 3 – Coopération Industrie-Gouvernement

I. INTRODUCTION

Ce document a pour but de constituer un support pour les participants du groupe de travail n° 3 : « Analyse croisée de la coopération entre l'industrie et les gouvernements ».

Les sujets proposés dans ce document ont été formulés sur la base des discussions et des échanges entre l'équipe du GI WACAF et nos partenaires des secteurs public et privé, des discussions lors de la tenue de la 9e conférence des parties (COP-9) de la Convention d'Abidjan, et des principaux problèmes et besoins soulevés suite au déroulement des exercices nationaux organisés par le GI WACAF au Ghana (mai 2011), au Congo (juin 2011) et au Nigeria (juillet 2011), et l'atelier régional sur les dispersants (juin 2011) au Ghana. Ce support est transmis à l'attention des membres du comité directeur du GI WACAF, ainsi qu'une liste d'animateurs proposés à la section 3. Un animateur principal a été chargé de compiler les documents pertinents et de fournir une liste définitive d'objectifs et de points à l'ordre du jour avant la Conférence.

Groupes de travail :

GT 1 : Étude de la politique régionale d'utilisation des dispersants

GT 2 : Mise en œuvre du plan régional d'urgence

GT 3 : Analyse croisée de la coopération entre l'industrie et les gouvernements

Les résultats de ces groupes de travail seront synthétisés et présentés aux participants par notre consultant de l'IPIECA lors de la prochaine session « Synthèse des groupes de travail (1, 2 et 3) » prévue à 12 h (voir Programme de la Conférence) afin d'approfondir les discussions. Les recommandations seront ensuite intégrées au rapport final de la Conférence conjointement aux plans d'action nationaux pour le prochain exercice biennal de 2012/2013. Enfin, le programme des activités du GI WACAF sera débattu avec nos partenaires locaux en tenant compte des informations figurant dans le rapport.

II. INFORMATIONS CONTEXTUELLES POUR LE GROUPE DE TRAVAIL N° 3

Les exercices nationaux récemment organisés par le projet GI WACAF au Ghana (mai 2011), au Congo (juin 2011) et au Nigeria (juillet 2011) ont rassemblé avec succès des représentants des intervenants pertinents des secteurs privé et public des différents pays. Ceci a été rendu possible grâce au travail effectué par l'IPIECA et l'OMI en coopération avec les partenaires locaux et à l'intérêt grandissant du secteur privé pour participer à cette initiative.

Cependant, le chemin à parcourir est encore long pour rendre le plan national d'urgence plus opérationnel. Ce point est ressorti de tous les exercices nationaux au cours desquels, bien que nous ayons noté une bonne implication des différents acteurs, il est apparu clairement que les plans d'urgence nationaux étaient méconnus et mal compris de certains participants et que leur activation était limitée par les lacunes fonctionnelles importantes.

Ces lacunes peuvent survenir du document détaillant le NOSCP et/ou de l'activation de ces plans avec des installations inadéquates au poste de commandement, du personnel peu formé et une communication insuffisante entre les principaux acteurs avant et lors d'un accident. Ce groupe de travail explorera la voie à suivre pour une réponse opérationnelle aux déversements accidentels d'hydrocarbures.

III. ANIMATEURS DU GROUPE

Président : M. Simon Rickaby

Directeur Général, DV Howells Ltd

Adresse e-mail : SimonRickaby@dvhowells.com

Tél : +44 16 46 69 70 41

Animateur N° 1 : M. Andrew Nicoll

Directeur du plaidoyer, Oil Spill Response

Adresse e-mail : Andrew.nicoll@oilspillresponse.org

Tél : +44 23 80 33 15 51

Animateur N° 2 : Dr. Franck Laruelle, ITOPF

Directeur technique

Adresse e-mail : FranckLaruelle@ITOPF.COM

Animateur N° 3 : M. Christian Susan

Unité de gestion des eaux, UNIDO

Adresse e-mail : c.susan@unido.org

Tél : +43 12 60 26 35 41

IV. OBJECTIFS

Comme proposé dans le paragraphe Informations contextuelles, le but de ce groupe de travail est d'explorer la voie à suivre pour une réponse opérationnelle aux déversements accidentels d'hydrocarbures dans la région par l'intermédiaire d'un partenariat efficace entre les acteurs publics et privés. Pour essayer de déterminer les éléments clés qui devraient être débattus avant et durant ce groupe de travail, nous avons identifié les objectifs prévisionnels suivants :

1. Débattre de la mise au point d'une communication efficace entre l'industrie et les gouvernements avant et pendant un accident (résolution de problèmes tels que le contrôle des documents, l'établissement d'un groupe de correspondance NOSCP, etc.).
2. Déterminer les besoins d'une procédure d'urgence standard pour la fourniture d'une assistance internationale tels que le matériel (dédouanement) et la main-d'œuvre (visas).
3. Déterminer les critères clés pour mesurer l'efficacité des NOSCP en tenant compte des différentes phases d'un accident évoluant jusqu'au niveau 3 (notification, mobilisation, enquête initiale, système de gestion des incidents, opérationnel).
4. Fournir des conseils pour l'élaboration de scénarios réalistes et le déroulement d'exercices pour tester et actualiser les plans nationaux.
5. Fournir des conseils pour l'évaluation de l'efficacité des plans nationaux d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures lors des exercices nationaux (utilisés par les experts IPIECA/OMI pour évaluer les exercices nationaux organisés sous l'égide du GI WACAF).

V. POINTS À L'ORDRE DU JOUR

1. Présentation des indicateurs clés de la Convention OPRC de 1990,
2. Présentation des principaux résultats des exercices nationaux,
3. Débat sur les critères clés pour évaluer l'efficacité des plans nationaux au regard des moyens disponibles,
4. Sur la base des points précédents, ébauche des conditions standard pour la conception de futurs exercices nationaux et méthode de mesure de l'efficacité des NOSCP.

VI. DOCUMENTS PERTINENTS

1. OPRC 1990,
2. Rapports de mission,
3. Série de rapports de l'OMI/IPIECA : Guide sur la planification d'exercices de lutte contre la pollution par les hydrocarbures,
4. Document préparatoire de l'IPIECA/ITOPF : La mise en œuvre des moyens internationaux de l'industrie du pétrole dans la lutte contre la pollution par les hydrocarbures : les centres de stockage Niveau III,
5. Série de rapports de l'IPIECA 1990-2008, Préparation à la lutte et intervention en cas de déversement d'hydrocarbures.

Annexe 17. Liste des Participants Groupe de Travail 3 – Coopération Industrie-Gouvernement

TOPIC: CROSS ANALYSIS OF THE COOPERATION BETWEEN INDUSTRY AND GOVERNMENTS
PRESENTER: MR. SIMON RICKABY (BRAEMAR HOWELLS LTD)
GROUP 3

S/N	COUNTRY	COMPANY/AGENCY	NAME	WG3 THURSDAY	TRAINING FRIDAY
1.	CAMEROON	MINISTRY OF ENVIRONMENT	MBOFACK COLLINS B.	X	✓
2.	EQUATORIAL GUINEA	GIWACAF FOCAL POINT	MR. SIMON OSA ADUGU	X	✓
3.	FRANCE	ITOPF	MR. ANTOINE BLONCE	X	
4.	GABON	SHELL GABON	MRS. ARMELLE ZAGUE	X	✓
5.	GAMBIA	GIWACAF FOCAL POINT	MR. ESSA KHAN	X	
6.	NIGERIA	SNEPCO	MR. OSITE ANAKO	X	
7.	NIGERIA	SPDC-WEST SHELL	MR. ADEBAYO AWONUAGA	X	✓
8.	NIGERIA	SHELL PETROLEUM DE.CO.OF NIGERIA	MR. TIMOTHY NWANGUMA	X	
9.	NIGERIA	TOTAL &P NIGERIA	MR. NNAMDI MICHAEL AHIAMADU	X	✓
10.	NIGERIA	SHELL PETROLEUM DEV. CO. NIG LTD	MR. VICTOR WOOD	X	✓
11.	CONGO BRAZZAVILLE	GOVERNMENT HYDROCARBURES	TCHIBOTA-GOMA VALENTIN	X	
12.	SIERRA LEONE	GIWACAF FOCAL POINT	MR. ALHAJI WURROH JALLOH	X	
13.	UK	OSR	MR. ANDY NICOLL	X	
14.	UK	D. V. HOWELLS LTD	MR. SIMON RICKABY	X	
15.	NIGERIA	ENVIRONMENTAL ACCORD	MR. ADEOLA AWOLOLA	X	✓
16.	CONGO	GOVERNMENT	V.TCHIBOLA-GONA	X	
17.	NIGERIA	BUREAU VERITAS	AKERELE EMMANUEL A.	X	✓
18.	NIGERIA	TDS	JOE AFOLAYAN	X	✓
19.	NIGERIA	NEMA	OGHENAH BEN. O.	X	✓
20.	NIGERIA	FMOT	JOHN AKAHIELAM	X	
21.	NIGERIA	TOTAL	AHIAMMED, S.O.	X	✓
22.	NIGERIA	NOSDRA	OKWE CHIME U. H. (MRS)	X	
23.	NIGERIA	SHELL	OSITA ANAKO	X	
24.	NIGERIA	SHELL	MICHAEL AMAKU	X	
25.	NIGERIA	NOSDRA	OKOLO-OKOLO	X	✓
26.	NIGERIA	NIMASA	ANTHONY ONYEMEOLUKWE	X	✓
27.	NIGERIA	NIMASA	MRS. ABBAH REGINA A.	X	✓
28.	NIGERIA	NIMASA	OKORIGBA U.M.	X	✓
29.	NIGERIA	NIMASA	SAIJIJA	X	✓
30.	NIGERIA	NIMASA	MIKE-EJEZE IKEMEFUNA	X	✓
31.	NIGERIA	ZIKON LTD	GWARIMPA ABUJA	X	
32.	NIGERIA	NOSDRA	UCHEOMA IJU	X	
33.	NIGERIA	NIMASA	S. N. ASAGWARA (MRS)	X	✓

34.	NIGERIA	SPDC	NWANGUMA	X	
35.	NIGERIA	DPC	DAVID UDOMA-MICHAEL	X	
36.	NIGERIA	NOSDRA	MARYAM SHEHU	X	
37.	GAMBIA	NDMA	ESSA KHAM	X	
38.	NIGERIA	MRS OIL NIG. PLC	KOLA AKINYEMI	X	✓
39.	NIGERIA	NOSDRA	IRVIVE OBOT	X	✓
40.	OK	OIL SPIL RESPONSE	AARON MONTGOMERY	X	
41.	NIGERIA	FMENY	VICTORIA PWOL	X	
42.	GABON	SHELL	ZAGUE ARMELE	X	✓
43.	NIGERIA	NIMASA	GLORIA ANYASODO ARIIOLE	X	✓
44.	CONGO	GI-WACAF	MBELE NWAEMEKA		✓
45.	NIGERIA	UNIFACS	DEBORUH MUBER	X	✓
46.	NIGERIA	SOPETRO MARINE	ABDULKAREEM MUSA	X	✓
47.	NIGERIA	CRYTAL HALL LTD	NOWA SUNNY EDIKU	X	✓
48.	NIGERIA	VINMARTINS (NIG) LTD	EJIZU TOCLUKDU	X	✓
49.	NIGERIA	DPR, LAGOS	IDRIS SAMMAND K.	X	✓
50.	NIGERIA	NOSDRA	YEWANDE OBAYELU	X	✓
51.	NIGERIA	NOSDRA	KOTILA	X	✓
52.	NIGERIA	NIMASA	NAJJASHI DANBATTA	X	✓
53.	TOGO	SHELL TOGO	GLOKPOR SYLVIA	X	✓
54.	NIGERIA	TOTAL	ANABI MARIA ASSUMPLY	X	✓
55.	NIGERIA	NOSDRA	ANTHONY OKOR	X	✓
56.	NIGERIA	N.I.S	ODEYEMI JEREMIAH	X	
57.	NIGERIA	KOI	ADEWUNNMI ADEPOJU	X	
58.	NIGERIA	NOSDRA	IRO, TIJJANI KURFI	X	
59.	NIGERIA	ADDAX	DOIBO ALBEINE	X	✓
60.	NIGERIA	NIMASA	LAZARUS OGADINMA	X	
61.	NIGERIA	NOSDRA	IME A. EKANM	X	
62.	NIGERIA	FMOT	LASEKAN M.O.(MRS)	X	✓
63.	NIGERIA	NIMASA	DR. (MRS) OFODILE OMA	X	✓
64.	NIGERIA	NIMASA	EZEH CHIDI F.	X	✓
65.	NIGERIA	NIMASA	GAD SULE	X	✓
66.	ANGOLA	BP ANGOLA	ABILIO CALEIA	X	✓
67.	NIGERIA	NOSDRA	OKUNUBI C.O	X	✓
68.	NIGERIA	NIMASA	DOYAH-TIEMI POWELA	X	✓
69.	NIGERIA	NIMASA	OLUOLUWA SEGUN	X	✓
70.	NIGERIA	NOSDRA	JOHN LAHU	X	✓

Annexe 18. Document Support pour le Groupe de Travail sur le Plan d'Action National



**Initiative Mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale
(GI WACAF)**

[Nom du Pays]

**Plan d'Action National pour renforcer la capacité de lutte face aux
déversements accidentels d'hydrocarbure**



**Formulaire d'élaboration du Plan d'Action National pour l'exercice
biennal 2012/2013**

[Drapeau]

Formulaire d'élaboration du Plan d'Action National pour l'exercice biennal 2012/2013

Objectif:

L'objectif de ce document est de mettre à jour les informations concernant le profil du pays et de développer un Plan d'Action National pour l'exercice biennal à venir.

Description

Etape 1. Liste des participants participant à l'élaboration du Plan d'Action

L'objectif de cette étape est de définir les délégués responsables de la mise à jour du Plan National pour le prochain exercice biennal.

Etape 2. Mise à jour du profil pays

Les délégués responsables doivent ici mettre à jour le profil de leur pays en fonction du profil actuel tel qu'il est diffusé sur le site internet du GI WACAF (cf. www.giwacaf.org).

Etape 3. Niveau de préparation et actions prioritaires

Les délégués devront évaluer leur niveau de préparation en se basant sur la matrice proposée dans ce document.

Les délégués devront identifier leurs priorités pour 2012/2013, en particulier les actions prioritaires.

Etape 4. Plan d'action pour 2012/2013 et demande de soutien

Pour chaque action prioritaire, les délégués devront identifier comment les actions prioritaires pourront être mises en œuvre dans le pays, les problèmes potentiels et les délais de réalisation des objectifs.

Les délégués devront aussi identifier le soutien attendu de la part de leurs autorités nationales, du Projet GI WACAF et de l'industrie pétrolière dans le pays pour assurer le succès de la mise en œuvre des actions prioritaires.

Résultats attendus :

Les délégués devront produire un Plan d'Action national revu pour:

- Augmenter leur niveau de préparation à la lutte contre les pollutions marines accidentelles
- Servir de référence pour les prochains ateliers GI WACAF nationaux

Etape 1: Délégués nationaux

Remplir le tableau ci-dessous déterminant la liste des délégués nationaux participant à l'élaboration du Plan d'Action National

Titre	Nom Complet	Position	Organisation	Pays	Téléphone	Email

Etape 2: Profile pays

Objectif

Les représentants sont priés de passer en revue leur Profil Pays ci-joint (source www.giwacaf.org) afin de vérifier si des mises à jour sont nécessaires et de valider son contenu. Le profil proposé a été établi suite à la consultation des experts nationaux en Novembre 2009 pendant l'atelier régional du Cameroun.

Résultats attendus

Fournir une mise à jour du Profil Pays aux experts responsables (et joindre vos commentaires additionnels, s'il y a lieu, dans le formulaire ci-dessous).

Notes additionnelles concernant le Profil Pays :(Nom du pays)

Etape 3. Vos priorités

Objectifs

Remplir la "Matrice de Préparation" ci-dessous et identifier le niveau de préparation, et les actions qui doivent être entreprises en priorité.

Comment remplir ce formulaire?

Identifiez le statut pour chaque élément de la "Matrice de Préparation"

- Action déjà mis en œuvre: Oui / Non
- Action Prioritaire : 0 (aucune) ; 1 (faible) ; 2 (moyenne) ; 3 (élevée)
- *Note. Utilisez votre Profil pays pour compléter le tableau.*

Matrice de préparation

1. Législation

Adapter le cadre national légal et institutionnel et assurer la pérennisation du Plan National d'Urgence (PNIU).

1. Législation		Déjà mise en œuvre √	Priorité faible √	Priorité moyenne √	Priorité élevée √
Ratification	Ratification of de la Convention d'Abidjan et des Protocoles d'Urgence				
	Ratification de la Convention OPRC 90				
	Ratification du Protocole OPRC-HNS 2000				
	Ratification de la Convention CLC 92				
	Ratification de la Convention Fonds 92				
	Ratification de la Convention Bunker 2001				
	Ratification de la Convention HNS 96				
Mise en œuvre	Mise en œuvre de la Convention d'Abidjan et de son Protocole d'Urgence				
	Mise en œuvre de la Convention OPRC 90				
	Mise en œuvre de Protocole OPRC-HNS 2000				
	Mise en œuvre de la Convention CLC 92				
	Mise en œuvre de la Convention Fonds 92				
	Mise en œuvre de la Convention Bunker 2001				
	Mise en œuvre de la Convention HNS 96				
Approbation	Approbation du Plan National d'Intervention d'Urgence				
	Approbation de la politique d'utilisation des dispersants				
	Approbation de la politique nationale de gestion des déchets				
Autre ?...					

2. Plan National d'Intervention d'Urgence

Mettre en œuvre un système de lutte et de préparation à la lutte standardisés

2. Plan National d'Intervention d'Urgence		Déjà mise en œuvre √	Priorité faible √	Priorité moyenne √	Priorité élevée √
Système de gestion	Mise en place d'un coordinateur / groupe de travail national pour le développement du Plan National d'Intervention d'Urgence				
	Développement d'un Plan National d'Intervention d'Urgence				
	Système de gestion de crise				
	Systèmes d'alerte et de notification				
	Systèmes de communication dédiés à la gestion de crise				
	Information du Public / Chargé des Affaires Publiques / Conseiller médiatique				
Politiques de gestion	Liste des dispersants approuvés, Zones d'épandage pré-approuvées, Conditions d'utilisation				
	Politique ou procédures de gestion des déchets				
	Politique de brûlage <i>in-situ</i>				
Évaluation du risque et cartographie de la vulnérabilité	Carte de vulnérabilité des côtes aux pollutions par hydrocarbures et identification des sites les plus sensibles				
	Modèles de dérive				
	Evaluation du risque (probabilité/conséquence)				
	Risque et scénarii de déversements				
Coordination avec les plans locaux	Intégration des plans locaux d'intervention d'urgence (ports, terminaux)				
	Intégration des plans d'intervention d'urgence des industries pétrolières				
Finance	Indemnisations et procédures de demande d'indemnisations				
	Engagement financier / Demandes d'indemnisations / Suivi des demandes				
	Procédures d'échantillonnage et preuves				
Others ?...					

3. Désignation d'une autorité

Garantir que toutes les autorités nationales requises (au regard des lois nationales, conventions internationales et du Plan National d'urgence) soient officiellement désignées.

3. Désignation d'une autorité		Déjà mise en œuvre √	Priorité faible √	Priorité moyenne √	Priorité élevée √
Désignation	Autorité nationale compétente officiellement désignée et responsable de la préparation à la lutte et la lutte contre les pollutions par hydrocarbures				
	Point(s) de contact opérationnel national responsable(s) de la réception et de la transmission des rapports de la pollution par hydrocarbures				
	Organismes nationaux en charge de la préparation à la lutte et la lutte contre les pollutions par hydrocarbures				
	Autorité qui est autorisée à agir au nom de l'état pour requérir ou fournir de l'assistance				
Autres ?...					

4. Accords transfrontaliers et d'assistance mutuelle

Garantir le développement de la coopération et de l'assistance à l'échelle bilatérale et régionale.

4. Accords transfrontaliers et assistance mutuelle :		Déjà mise en œuvre √	Priorité faible √	Priorité moyenne √	Priorité élevée √
Accords	Accords régionaux				
	Accords sous-régionaux				
	Accords bilatéraux				
	Assistance mutuelle entre le gouvernement et l'industrie et échanges de matériel de lutte				
Accès à l'assistance extérieure	Mécanismes de mobilisation et d'accès à l'assistance (sous-) régionale en place et testés ?				
	Mécanismes de mobilisation et d'accès à l'assistance internationale en place et testés ?				
	Mécanismes de gestion de l'assistance en place ? - Procédures Douanières et d'Immigration ? - Procédures pour la prise en charge de l'assistance et le déploiement ?				
Autres ?...					

5. Formations et exercices développés par le pays

Développer le niveau d'expertise et les compétences nationales

5. Formations et exercices développés par le pays		Déjà mise en œuvre √	Priorité faible √	Priorité moyenne √	Priorité élevée √
Durabilité	Politique de soutien pour la mise en œuvre du Plan de Lutte ?				
	Politique pour le renforcement des capacités de lutte du pays en place ?				
	Politique de révision et d'audit du plan de lutte en place ?				
Formation	Politique nationale de formation en place ? Plan de formation pluriannuel des personnels à tous les niveaux ? Répondant aux besoins du pays et basé sur les standards internationaux ?				
	Niveau d'introduction				
	OPRC Niveau 1				
	OPRC Niveau 2				
	OPRC Niveau 3				
	Formation de formateurs				
	Autres séminaires et ateliers développés par le pays				
Exercice	Plan d'organisation d'exercices en place ? Implication des acteurs locaux ? et du secteur privé ?				
	Exercice de gestion de crises (en salle)				
	Exercice de notification				
	Exercice de mobilisation				
	Exercice de déploiement de matériel par le gouvernement				
	Exercice de déploiement de matériel par l'industrie				
	Exercice conjoint entre l'industrie et le gouvernement				
Autres ?...					

6. Ressources nationales

Garantir que des équipements suffisants/adaptés sont disponibles dans le pays pour :

- gérer des pollutions accidentelles jusqu'à un certain niveau (minimum : Niveau 1),
- assurer une alerte rapide et des systèmes de communication opérationnels.

6. Ressources nationales		Déjà mise en œuvre √	Priorité faible √	Priorité moyenne √	Priorité élevée √
Matériel de lutte	Centre de stockage et maintenance du matériel de lutte				
	Acquisition du matériel de lutte contre les pollutions par hydrocarbures				
	Acquisition du matériel de communication				
	Inventaires du matériel de lutte				
Gestion et soutien logistiques	Organisation du soutien logistique en place ? Dimensionné d'une manière réaliste ? Mobilisable rapidement ?				
	Système de partage des ressources état/industrie, état/état en place ?				
Centre	Centre de lutte (Salles de communication, de réunion)				
	Centre de ressources - de formation - de documentation pour la préparation à la lutte et la gestion de la lutte contre les pollutions par hydrocarbures				
Autres ?...					

Etape 4. Définition d'un Plan d'Action

Objectif:

Rédiger votre Plan d'Action et préciser votre demande de soutien

Comment remplir le formulaire ?

Remplir le tableau ci-dessous avec les 10 premières actions prioritaires identifiées. Pour chacune de ces actions, identifier la personne / l'autorité / l'organisation en charge de sa mise en œuvre et proposer une échéance pour l'accomplissement de cette action.

Tableau pour le développement d'un plan d'action

N°	Actions	Personne en charge de la coordination	Date limite
1			
2			
3			

Annexe 19. Actions Prioritaires pour le prochain biennium GI WACAF 2012-2013

N°	Actions - Angola	Coordinator in charge	Deadline
1	Develop a Plan to test the NOSCP and regular exercises to test the NOSCP.	MINPET / GAS	2012
2	Design a project to manage / handle wastes.	MINPET / SNL	2012/2013
3	Implement the Angolan coastal sensitivity mapping.	MINPET / ACEPA	2012

N°	Actions – Benin	Personne en charge de la coordination	Date limite
1	Actualiser le Plan d’Urgence National.	Directeur de la Marine Marchande	2012
2	Sensibiliser les industries à actualiser leur plans d’urgence individuels.	Directeur de la Marine Marchande	2012
3	Relancer les exercices.	Directeur du Port Autonome de Cotonou	2012
4	Elaborer la politique d’homologation des dispersants.	Directeur de la Marine Marchande	2012
5	Elaborer la politique de gestion des déchets issus de la pollution marine par les hydrocarbures.	Directeur de l’Environnement	2012
6	Elaborer le programme de formation des acteurs.	Directeur de la Marine Marchande	2012
7	Demande d’assistance pour la conduite des activités prévues.	Directeur de la Marine Marchande	2012
8	Sensibiliser les locaux à élaborer leur plan.	Directeur de la Marine Marchande	2012
9	Mettre en place des points focaux au niveau local et assurer leur formation.	Directeur de l’Environnement	2012
10	Diffuser le plan d’urgence à tous les acteurs concernés à travers des ateliers et des séminaires.	Directeur de l’Environnement	2012-2013

N°	Actions – Cameroon	Personne en charge de la coordination	Date limite
1	Liste des dispersants approuvés, conditions d’utilisation.	Comité : Administration / Industrie	2013
2	Procédure de gestion des déchets.	Comité : Administration / Industrie	2013
3	Intégration des plans d’intervention d’urgence des industries pétrolières.	CPSP	2012
4	Assistance mutuelle entre les gouvernements et l’industrie et échange de matériel de lutte.	CPSP / Industrie	2013
5	Formation, séminaires et ateliers développés par les pays.	Comité : Administration / Industrie	2013

N°	Actions – Cameroon	Personne en charge de la coordination	Date limite
6	Exercice : implication des acteurs locaux et du secteur privé.	CPSP / Industrie	2013
7	Exercice : industrie et gouvernement.	CPSP / Industrie	2013

N°	Actions – Cap Verde	Coordinator in charge	Deadline
1	Acquisition of a minimum level of equipment.	General Manager (Government)	March 2012
2	Ratification of Bunkers and HNS Conventions.	General Manager (Government)	Dec 2012
3	Training OPRC Level 3.	General Manager (Government)	2012
4	Training for trainers.	National Coordinator	2012
5	Official approval for the use of dispersant.	National Coordinator	2012
6	List of dispersants and official approval.	National Coordinator	2012
7	Implementation of local communities plans.	National Coordinator	2012

N°	Actions – Côte d'Ivoire	Personne en charge de la coordination	Date limite
1	Réalisation de la carte de sensibilité du littoral (besoin de l'assistance d'un expert).	Point Focal GI WACAF	Fin mars 2012
2	Elaboration et validation du plan d'urgence (besoin : financement d'un atelier de validation).	Point Focal GI WACAF	Fin mars 2012
3	Ratification des conventions OPRC90, CLC92 et Fonds92 (besoin : fournir un modèle de dossier de ratification).	Point Focal GI WACAF	Fin 2012
4	Elaboration de la politique d'utilisation des dispersants (besoin : fournir le formulaire de remplissage de la politique).	Point Focal GI WACAF	2012
5	Formation à la lutte des personnes impliquées dans le plan (Niveaux 1, 2 et 3).	Point Focal GI WACAF	2012-2013
6	Identification des zones d'utilisation des dispersants en Côte d'Ivoire.	Point Focal GI WACAF	Janvier 2013

N°	Actions – République Démocratique du Congo	Personne en charge de la coordination	Date limite
1	Appui sur le processus de ratification des conventions.	Ministre de l'Environnement	Fév. 2012
2	Développement de la cartographie tactique et de vulnérabilité et la cartographie opérationnelle.	Directeur National CICG	Fév. 2012
3	Exercice industrie/gouvernement appui sur le processus d'accords bilatéraux et sous-régionaux (Angola – RDC – Rep. Congo).	Ministre de l'Environnement	Mars 2012

N°	Actions – Equatorial Guinea	Personne en charge de la coordination	Date limite
1	Validación del plan nacional de urgencia.	Director General de Aguas y Costas	31/01/2012
2	Elaboración de un mapa de vulnerabilidad.	Director General de Aguas y Costas	20/06/2012
3	Realizar un ejercicio practico de lucha.	Director General de Aguas y Costas	30/09/2012
4	Adquisición del material para la lucha.	Dirección General de Aguas y Costas	2013
5	Formación al exterior para la lucha contra los derrames.	Dirección General de Aguas y Costas	10/10/2012

N°	Actions – Gabon	Personne en charge de la coordination	Date limite
1	Exercice conjoint gouvernement-industrie afin de tester et d'actualiser le plan national d'urgence.	Louis-Léandre Ebobola Tsibah	Nov 2011 = Mars 2013
2	Etablir une liste des dispersants et la faire adopter.	Louis-Léandre Ebobola Tsibah	Juin 2012
3	Campagne de formation et de sensibilisation des acteurs / participants à l'exercice industrie – gouvernement.	Louis-Léandre Ebobola Tsibah	Nov 2011 – Mars 2013
4	Conception d'un atlas de vulnérabilité de 815 km de côtes (côtes du Gabon).	Louis-Léandre Ebobola Tsibah	Oct 2012
5	Elaboration et adoption d'une feuille de route GI WACAF Gabon (Comité).	Louis-Léandre Ebobola Tsibah	2012-2013

N°	Actions – Gambia	Coordinator in charge	Deadline
1	Training of stakeholders on national oil spill preparedness and response including table top exercise.	Essa Khan (NDMA)	Jan 2012
2	Support to redevelopment of National Action Plan, regional and local plans.	Essa Khan (NDMA)	Jan-Feb 2012

N°	Actions – Gambia	Coordinator in charge	Deadline
3	Preparation and updating of emergency response plans by operators.	Essa Khan (NDMA)	May 2012
4	Provision of equipment for cleaning and containment of spillage.	Essa Khan (NDMA)	Jul-Dec 2012
5	Sensitivity Mapping and Risk Assessment.	Mr. Moimodon Sarr (National Environment Agency NEA)	March 2012
6	Sensibilization and awareness raising on impact and prevention measures of the public and communities.	Essa Khan (NDMA)	Ongoing
7	Establish a system for monitoring toxicity levels.	Mr. Moimodon Sarr (NEA) and Mr. Aki Bayo (GMA)	2012-2013

N°	Actions – Ghana	Coordinator in charge	Deadline
1	Develop yearly training programme.	Kojo Agbenor-Efunam	Feb 2012
2	Set up national working groups.	Kojo Agbenor-Efunam	March 2012
3	Official launch of NOSCP, dispersant policy and waste management policy.	Kojo Agbenor-Efunam	June 2012
4	Conduct OPRC level 2 and 3 and train the trainers courses.	Kojo Agbenor-Efunam	Dec 2012
5	Trajectory Modelling.	Kojo Agbenor-Efunam	March 2013
6	Risk Assessment.	Kojo Agbenor-Efunam	June 2013
7	Government Industry mutual assistance and equipment exchanges.	Kojo Agbenor-Efunam	Sept 2013
8	Dedicated crisis management communication system.	Kojo Agbenor-Efunam	Oct 2013
9	All level exercises.	Kojo Agbenor-Efunam	Nov 2013
10	Compensation system and claims management.	Kojo Agbenor-Efunam	Dec 2013

N°	Actions – Guinée Bissau	Personne en charge de la coordination	Date limite
1	Ratification des Conventions et Protocoles d'IMO/OMI	Secrétariat d'Etat de L'Environnement et Développement Durable- SEADD	Nov 2012
2	Formation de Formateurs en matière de lutte contre la pollution par les hydrocarbures	GI WACAF	Déc 2011

N°	Actions – Guinée Bissau	Personne en charge de la coordination	Date limite
3	Formation des Experts pour l'élaboration du plan d'urgence	Point Focal GI WACAF (Octávio Cabral)	Déc 2011
4	Elaboration du Plan d'Urgence	Equipe technique pour élaboration du plan d'urgence	Déc 2012
5	Elaboration des politiques sur gestions des dispersants et déchets	Ministères et institutions concernées (SEADD ; IBAP ; GPC ; APGB ; Marine Merchant ; Pêche ; IBAP ; Petroguin.....)	Déc 2012
6	Sensibilisations publiques pour la situation accidentelle des hydrocarbures	SEADD	Action Continue
7	Exercices de simulations en cas de pollutions par hydrocarbures	Centre et Partenariat	Mars 2012
8	Création d'un centre et l'acquisition des équipements de lutte contre les hydrocarbures	SEADD	Mai 2013
9	Elaboration de carte de la sensibilité et vulnérabilité de zone pour déversement des hydrocarbures	Equipe technique pour élaboration du plan d'urgence / SEADD	Déc 2012
10	Formation sur l'évaluation des risques (probabilité /conséquence ; fréquence)	Point Focal GI WACAF (Octávio Cabral)	Déc 2011

N°	Actions – Guinée	Personne en charge de la coordination	Date limite
1	Finalisation du plan d'action pour l'élaboration et la mise en œuvre du plan.	Ministère de l'environnement	4mois
2	Identification des mécanismes financiers permettant le financement des couts de fonctionnement du P N U et des opérations de lutte.	Ministère de finance	4mois
3	Rédaction /Finalisation du PNU en tenant compte des lignes directrices évoquées pendant l'atelier.	Ministère de l'environnement	2mois
4	Organiser la sensibilisation du gouvernement aux conventions internationales.	Ministère de l'Environnement	2mois
5	Assurer une large diffusion du décret du PNU et des conventions.	Ministère de l'Environnement	2mois
6	Organiser la formation des acteurs, en commençant par les personnes ressources appelées à remplir les fonctions identifiées dans l'organisation de gestion de crise proposée dans le cadre de l'atelier.	Ministère de Transport	6mois

N°	Actions – Guinée	Personne en charge de la coordination	Date limite
7	Etablir des cartes de sensibilité environnementales aux normes internationales en s'appuyant sur les compétences locales.	Ministère de L'Environnement et Direction Nationale de la Cartographie	10mois
8	Mettre au point un programme de formation spécifique pour les personnes appelées à être impliquées dans la lutte contre les déversements en mer.	Ministère de Transport	6mois
9	Formation /sensibilisation des autorités Guinéennes à l'usage des dispersants en vue de la formalisation de la politique nationale de dispersant de la Guinée.	Ministère de l'Environnement	3mois
10	Mettre en place un site internet permanent destiné à rendre accessible à tous les acteurs de la gestion de crise les informations concernant le plant.	Ministère des Télécommunications et des Nouvelles Technologie	3mois

N°	Actions – Liberia	Coordinator in charge	Deadline
1	Legislation.	EPA - NOCAL	Nov 2011
2	Ratification of related conventions and protocols.	EPA - NOCAL	Dec 2011
3	Policy on dispersant use.	EPA	Dec 2011
4	Approval.	EPA - NOCAL	Dec 2011
5	Risk assessment and sensitivity mapping.	EPA - NOCAL - LMA	Jan 2012
6	Coordination with local plans.	EPA	Jan 2012
7	Training.	EPA	Feb 2012
8	Implementation.	EPA - NOCAL - LMA	Dec 2011 – March 2012
9	Management System.	LMA	From Jan 2012
10	Approval.	EPA - NOCAL - LMA	Dec 2012

N°	Actions - Namibia	Coordinator in charge	Deadline
1	Oil spill risk assessment and Sensitivity Mapping.	Deputy Director – Marine Pollution Control and SAR	Feb 2012
2	IMO Level 3 Training.	Deputy Director – Marine Pollution Control and SAR	Jan 2013
3	Dispersant Use Policy – workshop with expert.	Deputy Director – Marine Pollution Control and SAR	June 2013

N°	Actions - Namibia	Coordinator in charge	Deadline
4	Test mechanism for accessing and mobilizing external assistance within region/sub-region	Deputy Director – Marine Pollution Control and SAR	March 2012
5	Organize incident management exercise (table top)	Deputy Director – Marine Pollution Control and SAR	Nov 2012 - Nov 2013
6	Organize notification exercise	Deputy Director – Marine Pollution Control and SAR	June 2012 - June 2013
7	Organize mobilisation exercise	Deputy Director – Marine Pollution Control and SAR	Sept 2012 - Sept 2013
8	Conduct Joint Industry/Government deployment exercise	Deputy Director – Marine Pollution Control and SAR	June 2013

N°	Actions – Nigeria	Coordinator in charge	Deadline
1	National Exercise: industry based with escalation to national disaster.	OPTS / NOSDRA	Dec 2012
2	Oil spill trajectory modelling and risk assessment training.	NOSDRA	Dec 2012
3	Integration of all OSCPs to the NOSCP with a National Dossier of in-country equipment / resources.	NOSDRA	June 2013
4	Bilateral and Subregional agreements to ensure and allow for transboundary and mutual assistance.	NOSDRA / Ministry of Foreign Affairs	Oct 2012

N°	Actions – République du Congo	Personne en charge de la coordination	Date limite
1	Elaboration de la législation pour l’approbation des politiques d’utilisation des dispersants et de gestion des déchets.	Commission conjointe Ministère des Hydrocarbures, Ministère du Développement Durable, de l’Economie Forestière et de l’Environnement et Ministère de la Marine Marchande	Juin 2012
2	Liste des dispersants approuvés, zone d’épandage pré-approuvée, conditions d’utilisation.	Hydrocarbures, Environnement et Marine Marchande	2012
3	Procédure de gestion des déchets, brulage in-situ, évaluation du risque et cartographie de vulnérabilité (à mettre à jour); modèle de dérive, évaluation du risque (probabilité et conséquences).	Hydrocarbures, et Environnement	2012

N°	Actions – République du Congo	Personne en charge de la coordination	Date limite
4	Coordination avec les plans locaux. Intégration des plans locaux d'intervention d'urgence (ports et terminaux).	Hydrocarbures et Marine Marchande	2012
5	Finance : Indemnisation et procédures de demandes d'indemnisation. Engagement financier, demande d'indemnisation et suivi des demandes. Procédure d'échantillonnage et preuves.	Hydrocarbures et Ministère des Finances	2012/13
6	Accords régionaux et sous-régionaux.	Hydrocarbures, Marine Marchande, Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération	2012/13
7	Formation et exercices : formation de formateurs, autres séminaires et ateliers développés par le pays.	Hydrocarbures, Environnement et Marine Marchande	2012

N°	Actions – Sao Tome et Principe	Personne en charge de la coordination	Date limite
1	Ratification des conventions internationales de l'OMI: OPRC 90, CLC 92, Fonds 92 et Protocole OPRC-HNS 2000	IMAP ; Gouvernement/ Assemblée / Direction Générale de l'Environnement	Février 2012
2	Mise en œuvre d'un plan national d'intervention d'urgence	Point Focal GI- WACAF -- Défense, Agence Nationale du Pétrole, Direction Générale de l'Environnement, Capitainerie des Ports, Garde Côtière, Pompiers, IMAP	Février 2012
3	Approbation d'une politique nationale (ou régionale) d'utilisation des dispersants	Gouvernement	Février 2012
4	Formation pratique des techniciens des différents secteurs impliqués dans la lutte contre les déversements d'hydrocarbures : Manuel Rosario ; Aline Capela ; Salvador Pontes ; Guilherm Mota ; Pascoal Nungs ; Gurice Semedo ; Antonia Santos ; Luis Barbosa ; Bernardina Uaz ; Jorge Rio ; Virginia Godinho.	Point Focal GI-WACAF --- Manuel do Rosário Techniciens de : Défense, Agence Nationale du Pétrole, Direction Générale de l'Environnement, Capitainerie des Ports, Garde Côtière, Pompiers, IMAP, Pêche	L'année 2012
5	Identifier le matériel de lutte contre les déversements d'hydrocarbures.	Gouvernement - Ministre des Ressources Naturelles	L'année 2012

N°	Actions – Sao Tome et Principe	Personne en charge de la coordination	Date limite
6	Mise en œuvre semestrielle ou annuelle d'exercices pratiques de lutte contre les déversements d'hydrocarbures.	Point Focal -- Techniciens en charge de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures	2012
7	Visite d'étude sur les plateformes d'exploration et de production pétrolière (Nigéria, Guinée Equatoriale, Angola, Cameroun, Gabon etc.)	Point Focal	Juin 2012
8	Carte de vulnérabilité des côtes aux pollutions par hydrocarbures et identification des sites les plus sensibles	DGA : Mme. Aline Castro	Dec 2011
9	Approbation du Plan National d'Intervention d'Urgence	Gouvernement	Fev 2012
10	Approbation de la politique d'utilisation des dispersants	Gouvernement	Fev 2011

N°	Actions – Senegal	Personne en charge de la coordination	Date limite
1	Atelier national sur : <ul style="list-style-type: none"> - Les procédures de réclamation et sur l'indemnisation des dommages dus par les pollutions marines générées par des déversements accidentels d'hydrocarbures, - Le protocole OPRC-HNS 2000 et les conventions d'indemnisation y afférentes. 	Capitaine de Vaisseau Babacar Ba HASSMAR	Janvier 2012
2	Formation OPRC Niveau III et Exercice conjoint gouvernement-industrie pour le test et la mise à jour du plan national de lutte contre la pollution marine par hydrocarbures.	Capitaine de Vaisseau Babacar Ba HASSMAR en relation avec l'industrie pétrolière	Juin 2012
3	Atelier national de validation de la politique d'utilisation des dispersants et sur la modélisation des trajectoires d'un déversement d'hydrocarbures.	Capitaine de Vaisseau Babacar Ba HASSMAR en relation avec la personne désignée par la Direction de l'Environnement et des Etablissements classés	Juillet 2012
4	Atelier sur la politique de gestion des déchets d'hydrocarbures issus des pollutions marines.	Direction de l'Environnement et des Etablissements classés	Octobre 2012
5	Séminaire sur les conventions HNS 96 et BUNKER 2001.	Agence nationale des Affaires maritimes	Nov - Déc 2012

N°	Actions – Senegal	Personne en charge de la coordination	Date limite
6	Atelier national pour suivre avec les experts le développement des cartes de vulnérabilité environnementale du Sénégal.	Capitaine de Vaisseau Babacar Ba HASSMAR en relation avec le Centre de Suivi écologique	Février 2013
7	Atelier national sur la production offshore : construction de partenariats pour la prévention de la pollution marine et d'une réponse effective à un déversement d'hydrocarbures.	Société des pétroles du Sénégal	Avril 2013
8	Atelier sur la gestion de la faune lors des opérations POLMAR.	Capitaine de Vaisseau Babacar Ba HASSMAR	Juin 2013

N°	Actions – Sierra Leone	Coordinator in charge	Deadline
1	Implementation of the Abidjan Convention and its Emergency Protocol.	Ag. Ex. Director S.L. Maritime Administration	March 2012
2	Development of the National Oil Spill Contingency Plan.	S.L. Maritime Administration and Environment Protection Agency	June 2012
3	National Dispersant Use Policy and List of Approved Dispersants, use under specific conditions.	Ministry of Transport and Aviation	June 2012
4	Coastal oil spill sensitivity maps and identification of most sensitive sites.	Ministry of Fisheries and Marine Resources & Institute of Marine Biology and Oceanography	Dec 2012
5	Government – industry mutual assistance and equipment exchanges.	Petroleum Resources and S.L. Maritime Administration	Jan 2012
6	Policy for the training of the Nationals in place.	Petroleum Resources and S.L. Maritime Administration	March 2012
7	Oil spill response equipment acquisition.	S.L. Maritime Administration, the Government of Sierra Leone and the Industry	2012
8	Response Centre / Training Centre.	S.L. Maritime Administration	June 2012
9	Policy for the Regular Audit and update of the NOSCP.	Ministry of Transport and Aviation	June 2012

N°	Actions - Togo	Personne en charge de la coordination	Date limite
1	Adhérer aux conventions maritimes pour une pleine efficacité dans la lutte contre la pollution maritime et des procédures d'indemnisation	Direction des Affaires Maritimes	Déc 2011
2	Approbation du Plan National d'Intervention d'Urgence par le gouvernement	Direction de l'Environnement	Juil 2012
3	Mettre en place par Décret Interministériel un Comité de Gestion de Crise du PNIU suite à l'approbation du PNIU (<i>sous entendu pour sa mise en œuvre</i>)	Direction de l'Environnement	Août 2012
4	Elaborer un Plan d'action pour le développement de la Cartographie de la vulnérabilité du littoral Togolais et soutenir la réalisation des cartes de vulnérabilité.	Port Autonome de Lomé ; Direction de l'Environnement	Nov 2012
5	Développer un Plan d'Urgence, pour le Port Autonome de Lomé, face aux pollutions accidentelles maritimes	Port Autonome de Lomé	Fév2012
6	Doter le Port Autonome de Lomé en équipements de lutte antipollution portuaire	Port Autonome de Lomé	Avril 2012
7	Mettre en place une Politique Nationale d'emploi des dispersants et d'incinération in situ	Direction de l'Environnement & Port Autonome de Lomé Société Togo-Shell	Fév 2012
8	Mise en place d'une politique de communication et d'information à la population locale	Direction de l'Environnement	Déc2011
9	Renforcer les exercices conjoints entre les autorités en charge des opérations de lutte anti-pollution et les représentants de l'industrie pétrolière, notamment les sociétés Shell-Togo,	Direction de l'Environnement & Port Autonome de Lomé sociétés Shell-Togo	Nov 2011 - Août 2012
10	Développer un plan de formation pour partager un socle minimal de connaissances maritimes et environnementales pour intégrer la cellule de réflexion	Direction de l'Environnement & Marine nationale	Janv2012

Annexe 20. Discours par le Point Focal Gouvernemental GI WACAF du Nigéria, Mr. Idris O. Musa, Directeur Lutte Pollution Hydrocarbures, NOSDRA

The Honourable Minister of Transport,
The Honourable Minister of Environment,
The Permanent Secretary, FMOT,
The Chief Executives here present,
The Representatives of the IMO,
The Representatives of IPIECA,
The Representatives of the Participating Countries,
The Representatives of Government Ministries & Parastatals,
The Representatives of the Oil Companies,
Management Staff of NIMASA,
Management Staff of NOSDRA,
Distinguished Participants,

I have the privilege and honor to address you today, as part of the closing session of this very auspicious conference and workshop. This assembly of delegates from the 22 member states from Canary Current through Guinea to the Benguela Current confirms our commitment to the GI WACAF Project, as well as an affirmative stand to support all the consultants and resource persons that have contributed to ensuring that, we adequately prepare ourselves for any oil spill incident within our contiguous waters.

Five years down the line, the horizon is getting clearer and brighter, and more energy is being applied by member states for the success of the GI WACAF Project. The statistics presented by the outgoing Chairman, Dr Thomas Coolbaugh and the Project Manager, Mr. Romain Chancerel on the progress made so far are highly encouraging. We started modestly, but the rapidity of the buy-in of member states is a pointer to greater achievement by the time the tenth anniversary of the project will be celebrated.

On this note, I crave the indulgence of the participating countries to express our profound gratitude to the International Maritime Organization (IMO), and the IPIECA, the Global Oil and Gas Industry Association for environmental and social issues, for their unflinching support. Permit me to acknowledge the following people in their capacity within the project; Dr Thomas Coolbaugh, the outgoing Chairman of GI WACAF, Mr Philippe de Susanne, the former GI WACAF Project Manager and Mr. Malamine Thiam Malamine for Technical Director (Maritime) in IMO.

I also commend the efforts of all the current members steering the affairs of the GI WACAF Project. We shall extend our co-operation to your team as usual. I also warmly welcome, on behalf of member states, the new Chairman of GI WACAF, Mr Richard Santner. I want to also thank all the Consultants and Resource Persons who shared their ideas and experiences with us at this workshop and conference.

To the member states, let us use the encouraging and outstanding statistics of our achievements as spring board to a greater height. Our continued co-operation no doubt, would make testing of the Regional Contingency Plan an easy operation.

Finally, let me thank the Government and people of Nigeria for hosting the 2011 Session of the GI WACAF Regional Conference and Workshop. In particular, we appreciate the presence and support of the Honorable Ministers of Environment and Transport, the Director General/Chief Executive officers of the Nigerian

Maritime Administration and Safety Agency and the National Oil Spill Detection and Response Agency. Our appreciation goes further to the Management and Staff of Total Exploration and Production Nigeria Limited, Chevron Nigeria Limited, ADDAX Petroleum Development Nigeria Limited and the Shell Petroleum Development Company. To the Management and staff of NIMASA and NOSDRA, I express the profound appreciation of our member states for a highly organized conference and workshop.

I thank you all for your attention.

Annexe 21. Discours de clôture de la Conférence, Dr. Ishaku Mabushi
Shekarau, Directeur Exécutif, NIMASA

CLOSING REMARK BY THE EXECUTIVE DIRECTOR, MARITIME SAFETY AND SHIPPING DEVELOPMENT OF NIMASA, DR. ISHAKU MABUCHI SHEKARAU AT THE GI WACAF REGIONAL CONFERENCE AND WORKSHOP ON OIL SPILL PREPAREDNESS AND RESPONSE FROM 10TH - 14TH OCTOBER, 2011 AT THE EKO HOTEL AND SUITES, VICTORIA ISLAND, LAGOS

The Honourable Minister of Transport

The Honourable Minister of Environment

The Chief Executives here present

The Representatives of the IMO

The Representatives of IPIECA

The Representatives of the Participating Countries

The Representatives of Government Ministries & Parastatals

The Representatives of the Oil Companies

Management Staff of NIMASA

Management Staff of NOSDRA

Distinguished Participants

It is my singular honour to present this closing address at this great and very remarkable programme. I wish to congratulate the International Maritime Organization (IMO) and International Petroleum Industries Environmental Conservation Association (IPIECA), Representatives of the twenty two Member States of IMO in the West, Central and Southern Africa, Representatives of Oil

Companies and the respective distinguished participants for the successful and fruitful deliberation at this conference and workshop.

This event no doubt has afforded us another opportunity to further promote and strengthen the collaboration and cooperation between respective countries to work together for effective oil spill response.

The consciousness that marine pollution is a major global environmental problem, which calls for co-operation within the National and Regional levels led to the GIWACAF project by International Maritime Organization (IMO) and International Petroleum Industry Environmental Conservation Association (IPIECA) to address the challenges.

The timeliness of this programme, I must confess, is apt and the collaboration between the International Maritime Organization and the International Petroleum Industry Environmental Convention Association (IPIECA) to seek ways to address this creeping problem through technical assistance to the West, Central and Southern Africa (WACAF) region is excellent.

To ensure our commitments and response to this kind gesture, Nigeria wishes to solicit for the cooperation of all IMO Member states of the West Central and Southern Africa Region, adequately represented here, the Oils Companies and other respected stakeholders to put the knowledge gained during these five days of intense information dissemination into use in ensuring the effective implementation of the provisions of the OPRC'90 Convention so that our marine environment can be habitable.

On this note, I wish to express our profound gratitude to IMO and IPIECA for their technical support in making this programme a reality and for choosing to organize the conference and workshop in Nigeria.

I believe the presence of these numbers of countries in this workshop is an indication of complete readiness on behalf of the countries to be committed to ensuring a clean marine environment.

I wish to appreciate all the representatives of the IMO Member States in the Sub-region, here present for finding time to participate fully at this conference/workshop as earlier mentioned, it is hoped that the knowledge gained will be transformed into the actualization of the objectives of this workshop in your various countries.

My thanks also go to our Stakeholders in the maritime industry and other participants for active participation in the programme in the past five days.

To the facilitators and organizers of this programme, I say a big thank you for your commitment in ensuring a successful and hitch free workshop.

This programme would not have succeeded without the Press. I thank you all. I also appreciate the Interpreters, the Master of Ceremony and Caterers for the efficiency with which they performed their various task.

Distinguished Ladies and Gentlemen, I thank you all for your active participation. I wish you a safe trip back to your respective destinations.

Annexe 22. Questionnaire d'Evaluation

Afin de mesurer l'efficacité de nos formations nous sommes intéressés par votre avis.

Titre de l'Atelier:

Nom du participant:

Date:

Comment noteriez-vous les éléments suivants ?

0 = vraiment en désaccord et 10 = fortement d'accord. Afin de nous aider à réaliser les améliorations appropriées dans le futur, merci d'être aussi spécifique que possible.

Structure de la formation	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<i>a. Le contenu technique était approprié</i>											
<i>b. Les matériels de cours étaient d'une excellente qualité</i>											
<i>Commentaires spécifiques au sujet de la structure du cours :</i>											
Applicabilité aux objectifs	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<i>a. L'atelier a aidé à renforcer le niveau de préparation antipollution dans le pays</i>											
<i>b. L'atelier a atteint ses objectifs</i>											
<i>c. La formation était adaptée à mes fonctions</i>											
<i>Commentaires spécifiques par rapport à l'applicabilité de la formation :</i>											
Facilitateurs	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<i>a. Les Facilitateurs ont fait preuve de flexibilité en réponse aux questions soulevées au cours de la formation</i>											
<i>b. Dans l'ensemble les facilitateurs étaient appropriés</i>											
<i>Commentaires au sujet des facilitateurs :</i>											

Equipements et organisation	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<i>a. Les salles étaient appropriées pour les travaux</i>											
<i>b. Les pauses cafés et déjeunés étaient de bonne qualité</i>											
<i>Commentaires spécifiques sur les équipements et l'organisation :</i>											
Evaluation générale	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<i>a. Dans l'ensemble, je suis satisfait avec mon expérience</i>											

En pensant à l'ensemble de la formation, y a t'il des **modules que vous avez trouvés particulièrement utiles** pour le renforcement des capacités de lutte antipollution dans le pays.

En pensant à l'ensemble de la formation, y a t'il des **modules que vous n'avez pas trouvés particulièrement utiles** pour le renforcement des capacités de lutte antipollution dans le pays.

Commentaires généraux et suggestions :

Annexe 23. Photos de l'Atelier et Conférence Régional GI WACAF 2011



Photo 1: Cérémonie d'Ouverture



Photo 2: Salle de Conférence



Photo 3: Mme Juliana Gunwa (NIMASA)



Photo 4: M. Idris O. Musa (NOSDRA)